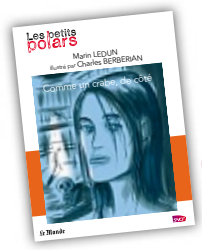
Le Monde


LES PETITS POLARS DU MONDE N°5
UNE NOUVELLE INÉDITE DE MARIN LEDUN
ILLUSTRÉE PAR CHARLES BERBERIAN
2,50 € EN VENTE UNIQUEMENT EN FRANCE MÉTROPOLITAINE



FASCISME FRANÇAIS, LA POLÉMIQUE CONTINUE

LE MONDE DES LIVRES – LIRE PAGE 2

L'EXTRÊME DROITE A-T-ELLE GAGNÉ LA BATAILLE DES IDÉES ?

DÉBATS – LIRE PAGES 16-17



LE NOUVEAU **BEN LADEN** EST IRAKIEN

ENQUÊTE – LIRE PAGES 18-19

Vendredi 30 mai 2014 - 70e année - N°21574 - **2 €** - France métropolitaine - **www.lemonde.fr** — Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Entreprises, pouvoir d'achat

Le gouvernement donne des gages tous azimuts

- Depuis la déroute des européennes, le gouvernement lance de multiples ballons d'essai
- Il exclut de revenir sur les baisses d'impôts, en dépit de la dérive des déficits, et envisage la baisse des cotisations des fonctionnaires
- La « suspension » des seuils sociaux, vieille revendication des entreprises, est à l'étude
- Les emplois à domicile pourraient être davantage aidés LIRE PAGE 6

À RODEZ, UN MUSÉE POUR SOULAGES

Le peintre ne voulait pas d'un mausolée. Sa ville natale lui consacre un lieu d'exception

LIRE PAGE 8



Pierre Soulages, devant l'une de ses œuvres, à Rodez, en mai 2014.
PASCAL PAVANI/AFP PHOTO

Le professeur Obama et ses ambivalences distinguées

ÉDITORIAL

L'élégant intellectuel qui siège à la Maison Blanche a voulu, mercredi 28 mai, répondre aux détracteurs de sa politique étrangère. En gros, ceux-là reprochent à Barack Obama d'être, sur la scène internationale, moins un acteur qu'un commentateur – très bon, d'ailleurs…

Le président avait choisi la prestigieuse académie militaire de West Point, dans l'Etat de New York, pour redonner sa vision du rôle des Etats-Unis dans le monde. Il est attaqué à la fois par une partie de la gauche démocrate et par les républicains d'obédience néoconservatrice.

Les uns et les autres lui reprochent de ne pas être assez interventionniste. Ils dénoncent sa passivité, sa réticence à user de la force, bref un attentisme dont profiteraient Chinois et Russes pour s'imposer aux dépens de l'Amérique. Cédant trop facilement à l'humeur isolationniste du pays, M. Obama présiderait ainsi au déclin des Etats-Unis sur la scène internationale. A sa manière, c'est-à-dire avec dignité.

C'est vrai, il y a du professeur chez M. Obama, et c'est une bonne chose. Il tire les leçons des expériences passées. Celles d'une guerre d'Irak qui a provoqué une onde de choc dont le Proche-Orient paie encore le prix. Celles d'une guerre d'Afghanistan ni gagnée ni perdue. Voire les leçons d'une intervention en Libye aux conséquences pour le moins ambiguës.

Il a mesuré les limites de ce que peut accomplir l'action militaire. Devant les futurs officiers de l'armée américaine, il a observé : *« Depuis la seconde guerre mondiale, certaines de nos erreurs les plus coûteuses sont venues non pas de notre retenue, mais de notre précipitation à nous lancer dans des aventures militaires sans penser aux conséquences. »*

Philosophe, il constate qu'il y a des problèmes sans solution – ou dont l'Amérique, en tout cas, n'a pas la solution. *« Les temps, ils sont au changement »*, comme chantait Bob Dylan : les Etats-Unis de ce début de XXIe siècle ne sont plus l'hyperpuissance qu'ils ont pu être. M. Obama est le premier président américain d'une ère multipolaire, où les puissances émergentes veulent toute leur place.

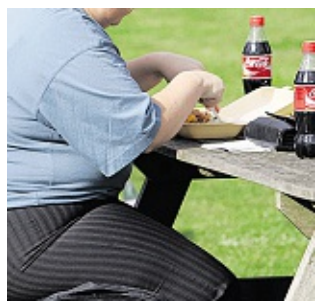
Tout cela fait de lui un réaliste, ce qui, là encore, est plutôt positif. Pour autant, reprenant une formule de l'ancienne secrétaire d'Etat, Madeleine Albright, M. Obama estime que les Etats-Unis restent *« la nation indispensable »* au maintien des grands équilibres stratégiques.

Ceux-ci sont-ils menacés par le néo-interventionnisme de Moscou dans son voisinage et par l'activisme agressif de la Chine dans le Pacifique ? La question en appelle une seconde : la manière Obama, tout en retenue, notamment dans l'affaire syrienne, incite-t-elle le Kremlin et la direction chinoise à multiplier les faits accomplis sur le terrain ? Cette même manière, tout en distanciation, lui imposait-elle d'abandonner sans même une bataille politique, à Washington et à Jérusalem, le dossier israélo-palestinien ?

M. Obama donne l'impression de fuir les difficultés plus qu'il ne les affronte. Cette perception est peut-être injuste. Mais, en diplomatie, le style compte – autant que les actes. ■

LIRE NOS INFORMATIONS **PAGE 2**

UN TIERS DE L'HUMANITÉ EN SURPOIDS



- 2,1 milliards d'humains souffrent de surcharge pondérale. Cette « pandémie galopante », selon une étude publiée dans « The Lancet », s'aggrave depuis trente ans

LIRE PAGE 5

AUJOURD'HUI

L'Etat au secours de Caddie
Bpifrance va renflouer en urgence le fabricant de chariots (3 000 salariés), pour éviter son dépôt de bilan.
CAHIER ÉCO – PAGE 4

Apple s'offre des casques audio
La marque à la pomme achète Beats Electronics, spécialiste de l'écoute en ligne et fabricant de casques audio.
CAHIER ÉCO – PAGE 5

Comment réglementer l'e-cigarette ?
Moyen de sevrage ou porte d'entrée dans le tabagisme ? La cigarette électronique est un casse-tête pour les autorités.
FRANCE – PAGE 6

LE REGARD DE PLANTU





UK price £1,80
M 00147 - 530 - F: 2,00 €
Algérie 180 DA, **Allemagne** 2,40 €, **Andorre** 2,20 €, **Autriche** 2,50 €, **Belgique** 2 €, **Cameroun** 1 800 F CFA, **Canada** 4,50 $, **Côte d'Ivoire** 1 800 F CFA, **Croatie** 19,50 Kn, **Danemark** 30 KRD, **Espagne** 2,30 €, **Finlande** 3,80 €, **Gabon** 1 800 F CFA, **Grande-Bretagne** 1,80 £, **Grèce** 2,40 €, **Guadeloupe-Martinique** 2,20 €, **Guyane** 2,50 €, **Hongrie** 950 HUF, **Irlande** 2,40 €, **Italie** 2,40 €, **Liban** 6500 LBP, **Luxembourg** 2 €, **Malte** 2,50 €, **Maroc** 12 DH, **Norvège** 28 KRN, **Pays-Bas** 2,40 €, **Portugal cont.** 2,30 €, **La Réunion** 2,20 €, **Sénégal** 1 800 F CFA, **Slovénie** 2,50 €, **Saint-Martin** 2,50 €, **Suède** 35 KRS, **Suisse** 3,40 CHF, **TOM Avion** 450 XPF, **Tunisie** 2,40 DT, **Turquie** 9 TL, **USA** 4,50 $, **Afrique CFA autres** 1 800 F CFA

Le Monde
Vendredi 30 mai 2014

M. Obama défend un interventionnisme mesuré

Le président américain a défini, dans un discours à West Point, les grands principes de sa politique étrangère

Washington
Correspondante



Barack Obama, à l'académie militaire de West Point (Etat de New York), mardi 27 mai. MIKE GROLL/AP

S'il n'y avait qu'une phrase à retenir de l'ambitieux discours de politique étrangère prononcé par Barack Obama, mercredi 28 mai, devant les cadets de l'école militaire de West Point, ce serait cet aphorisme du clou et du marteau : *« Ce n'est pas parce qu'on a le meilleur marteau qu'on doit voir chaque problème comme un clou. »* Une variante de la *« loi de l'instrument »* popularisée par le psychologue Abraham Maslow, et un raccourci saisissant de la philosophie d'un président qui considère que l'action est parfois pire que l'inaction.

Qu'on se rassure, a lancé Barack Obama, l'Amérique conserve le *« meilleur marteau »*. Ceux qui parlent de déclin le font pour des raisons électoralistes. Elle a l'économie, l'énergie et la population qui lui permettent de rester la première puissance du monde. Quand un typhon frappe les Philippines ou que des écolières sont kidnappées au Nigeria, c'est *« vers l'Amérique que le monde se tourne pour chercher secours »*. Les Etats-Unis restent *« la nation indispensable »*.

Mais le monde a changé. La technologie et la mondialisation ont diffusé le pouvoir dans les mains des individus, y compris extrémistes ; la multiplication des réseaux d'information fait qu'il n'est plus possible d'ignorer *« les conflits, les Etats en faillite et les révoltes populaires qui auraient été à peine remarqués il y a une génération »*.

La tentation est grande, chez les interventionnistes *« de droite et de gauche »*, de vouloir résoudre toutes les crises. Les réalistes veulent n'intervenir que là où l'intérêt national est en danger. Ni les uns ni les autres *« ne répondent pleinement aux besoins du moment »*, estime-t-il en tentant de définir une troisième voie.

L'isolationnisme n'est *« pas une option »* pour l'Amérique, encore moins au XXIe siècle. Mais c'est aussi une erreur de penser que les problèmes ont tous des solutions militaires. Barack Obama se dit encore *« hanté »* par sa décision de 2009 d'envoyer des renforts en Afghanistan. Cette année-là, il avait aussi été invité à la cérémonie de fin d'année à West Point. Quatre des diplômés ont péri en Afghanistan. D'autres ont été blessés et leurs blessures le *« hantent »* aussi. S'il continue de penser que sa décision de ne pas se mêler d'une guerre civile en Syrie était *« la bonne décision »*, il n'avance aucune certitude comparable sur l'Afghanistan.

Ne voyons pas tous les problèmes comme des clous, invite M. Obama. *« Depuis la seconde guerre mondiale, certaines de nos erreurs les plus coûteuses sont venues non pas de notre retenue mais de notre précipitation à nous lancer dans des aventures militaires, sans penser aux conséquences. »* L'action militaire *« ne peut pas être la seule, ou même la principale, composante de notre leadership »*.

> L'action militaire « ne peut pas être la seule, ou même la principale composante de notre leadership »
>
> **Barack Obama**

Le président définit les conditions d'une intervention. Lorsque l'intérêt national est menacé, les Etats-Unis ne doivent pas hésiter à frapper l'adversaire, unilatéralement si nécessaire, dit-il, quoique avec le souci d'une certaine proportionnalité : *« L'opinion internationale a du poids. »*

Lorsque les intérêts nationaux ne sont pas en jeu, même si la crise qui survient *« remue notre conscience »*, alors, *« le seuil pour une action militaire doit être plus élevé »*. S'il y a intervention, elle ne saurait être que multilatérale.

Pour combattre les terroristes, plutôt que d'envahir les nations qui les abritent (en vertu d'une doctrine, celle de son prédécesseur, qu'il juge *« naïve et intenable »*), M. Obama propose une formule de sous-traitance : un partenariat avec les pays confrontés à la menace islamiste. La Maison Blanche va demander au Congrès de financer un fonds de partenariats antiterroristes (Counter-Terrorism Partnerships Fund) de 5 milliards de dollars (3,7 milliards d'euros). La mission ira de l'entraînement des forces de sécurité au Yémen à l'équipement d'une force multinationale de maintien de la paix en Somalie, ou encore *« la facilitation des opérations françaises au Mali »*.

Dernier volet du leadership américain : prêcher par l'exemple. Comment demander aux pays pollueurs de faire des efforts quand *« tant de nos responsables politiques nient »* la réalité du changement climatique ? Comment demander à la Chine de résoudre ses différends maritimes sous le régime de la convention sur le droit de la mer quand le Sénat américain refuse de la ratifier ? Les Américains sont *« exceptionnels »*, tance M. Obama, non pas par *« leur capacité à faire fi des normes internationales »*, mais à les mettre en valeur par leurs actes : *« C'est pourquoi je continuerai à pousser pour fermer Guantanamo. »* En effet, insiste le professeur de droit qui dirige le pays depuis plus de cinq ans, *« les valeurs de l'Amérique et ses traditions juridiques n'autorisent pas la détention indéfinie d'individus au-delà de nos frontières »*. ■

Corine Lesnes

François Hollande esquisse une médiation entre Vladimir Poutine et Petro Porochenko

UN SIGNE DE DÉTENTE ? Le nouveau président ukrainien, Petro Porochenko, devrait croiser pour la première fois depuis son élection, dimanche 25 mai, son homologue russe, Vladimir Poutine, lors des commémorations du Débarquement en Normandie, le vendredi 6 juin, auxquelles assisteront seize autres chefs d'Etat et de gouvernement.

La présence exceptionnelle en France de la plupart des dirigeants occidentaux à cette occasion va, de facto, transformer ces cérémonies en sommet informel sur l'Ukraine. D'autant que la veille, le jeudi 5 juin, François Hollande a prévu de s'entretenir successivement à Paris avec Barack Obama et Vladimir Poutine.

L'Elysée a confirmé, mercredi 28 mai, la tenue de cette réunion « *informelle* » avec le dirigeant. Elle marquerait la fin de l'isolement diplomatique du chef du Kremlin, qui n'a été reçu par aucun dirigeant occidental depuis l'annexion de la péninsule ukrainienne de Crimée par la Russie en mars.

Dans la foulée, l'Elysée a également annoncé, mercredi, la venue de M. Porochenko. Une façon d'adouber le président ukrainien devant la communauté internationale, alors que M. Poutine, qu'il côtoiera sur les plages normandes, n'a toujours pas pris acte de son élection. Le Kremlin, assure-t-on à l'Elysée, a été informé de l'invitation adressée à M. Porochenko.

La portée symbolique du geste est claire : esquisser un premier rapprochement entre la Russie et l'Ukraine, alors que les pays présents en Normandie commémoreront la réconciliation entre nations jadis ennemies. Mais, à ce stade, dit-on à Paris, aucune rencontre entre M. Poutine et M. Porochenko n'est à l'ordre du jour.

« Recoller les morceaux »

L'entrevue envisagée entre les présidents français et russe marque une inflexion dans les tensions entre Moscou et les pays occidentaux. Le calendrier n'est pas anodin. Cet entretien se déroulera dans la foulée du G7 à Bruxelles, les 4 et 5 juin, organisé à la place du G8 avec la Russie à Sotchi, annulé en raison de la déstabilisation menée par Moscou en Ukraine.

La rencontre Hollande-Poutine serait donc le premier signe tangible d'une volonté de « *recoller les morceaux* » avec la Russie, selon un diplomate, pour ébaucher une sortie de crise en Ukraine. Il reste néanmoins à régler les modalités de ce rendez-vous. L'exercice relève d'une délicate chorégraphie.

Le conseiller diplomatique du Kremlin, Iouri Ouchakov, a indiqué, mercredi, que cette rencontre prendra « *la forme d'un dîner* ». A Paris, on relève que le format de cette réunion n'a pas encore été tranché. Seule certitude : la Maison Blanche a déjà indiqué qu'elle ne prévoyait pas de tête-à-tête entre les présidents Obama et Poutine.

Les deux hommes se verront cependant le vendredi 6 juin, lors d'un déjeuner officiel au château de Bénouville (Calvados), en compagnie de François Hollande et de l'ensemble des chefs d'Etat et de gouvernement. Ils assisteront ensuite à une cérémonie à Ouistreham, l'une des plages du Débarquement.

Au-delà de ces considérations de protocole, la présence, la semaine prochaine en France, des principaux dirigeants occidentaux et de M. Poutine sera la première opportunité d'ébaucher un dialogue diplomatique de haut niveau sur la crise ukrainienne en permettant à chacun de préserver la face.

Nul besoin, au préalable, de faire des concessions puisque l'Ukraine n'est pas, officiellement, à l'ordre du jour de ces manifestations du souvenir. ■

Yves-Michel Riols

Des conseillers pour les rebelles syriens ?

Washington
Correspondante

Barack Obama a-t-il décidé d'envoyer des conseillers militaires pour entraîner l'opposition syrienne ? Dans son intervention à l'académie militaire de West Point, mercredi 28 mai, le président américain a réaffirmé qu'il n'y avait *« pas de solution militaire »* au conflit syrien. Mais il a aussi annoncé son intention de *« travailler avec le Congrès pour augmenter le soutien américain à ceux qui, dans l'opposition syrienne, offrent la meilleure alternative aux terroristes et à un dictateur brutal »*.

Ce soutien accru ira-t-il jusqu'à l'entraînement par le Pentagone de forces de l'opposition, comme l'affirmaient avant le discours le *Wall Street Journal* et le *Washington Times ?* La CIA a déjà un *« programme clandestin »* d'entraînement sur le territoire jordanien, selon une audition au Sénat du secrétaire à la défense, Chuck Hagel, en septembre 2013. Le débat actuel, au sein de l'administration Obama, porte sur l'extension de ce programme au Pentagone, afin de lui donner une plus grande ampleur.

« Très clair »

M. Obama a-t-il tranché ? Après le discours présidentiel, un haut responsable de l'administration n'a pas démenti que l'option soit sur la table, mais il n'a pas confirmé que la décision avait été prise. *« La Maison Blanche va entamer des discussions avec le Congrès »* sur *« le rôle potentiel de l'armée dans cet effort »*, s'est-il borné à indiquer lors d'une conférence de presse téléphonique.

Le haut fonctionnaire a renvoyé à une mesure prise le 23 mai par la commission des forces armées du Sénat (à majorité démocrate). Dans la loi de programmation budgétaire du Pentagone, celle-ci a inclus un amendement autorisant le secrétaire à la défense à *« fournir équipement, entraînement, fournitures et services pour aider des membres choisis de l'opposition syrienne »*. Le texte a été approuvé par 25 voix contre 1.

Comme en septembre 2013, lorsqu'il s'était agi de répondre à l'attaque chimique du 21 août dans la banlieue de Damas, M. Obama souhaite passer par le Congrès. Il estime qu'une décision aussi lourde de conséquences nécessite *« des autorisations et ressources »* spécifiques, a indiqué son conseiller. La Chambre des représentants, traversée de courants isolationnistes, n'est pas aussi enthousiaste que le Sénat sur un quelconque rôle américain dans la guerre civile en Syrie.

Barack Obama approuve-t-il lui-même cet amendement ? Pressé de questions, le haut responsable a fini par asséner que tout était *« très clair »*. En tout état de cause, a-t-il assuré, il *« n'est pas question d'activités à l'intérieur de la Syrie »*. Là, pour le coup, la réponse n'était pas floue. ■

C. Ls

L'opposition au régime Assad se félicite

La Coalition nationale syrienne (CNS), qui regroupe les principales formations anti-Assad, a salué le discours du président américain. Le renforcement de l'aide à l'opposition promis par Barack Obama *« met en lumière le partenariat entre les Etats-Unis et le peuple syrien pour mettre fin au désastre humanitaire et placer la Syrie sur la voie d'une transition démocratique authentique »*, a déclaré Najib Ghadbian, le représentant de la CNS à Washington. Il s'est félicité du fait que M. Obama reconnaisse que le conflit syrien avait un impact sur les intérêts américains. *« La menace extrémiste s'accroît en Syrie dans la mesure où le régime Assad constitue un aimant à terroristes. Il y a une convergence d'intérêts entre les Etats-Unis et la future Syrie, pour soutenir l'aspiration du peuple à la liberté et la lutte de l'Armée syrienne libre contre Al-Qaida et les terroristes soutenus par l'Iran. »*

Les Syriens du Liban se pressent pour voter à l'élection présidentielle

L'ambassade de Syrie à Beyrouth est accusée d'avoir exercé des pressions sur les électeurs

Beyrouth
Correspondance

Incapable de se choisir un président, le Liban est sans chef de l'Etat depuis le 25 mai. Cette vacance du pouvoir n'a pas empêché Beyrouth d'héberger un autre scrutin, inédit, mercredi 28 mai : des milliers de Syriens ont convergé vers l'ambassade de Syrie au Liban pour voter en avance à la présidentielle du 3 juin. Ils ont dû jouer des coudes pour atteindre la représentation diplomatique, au milieu d'interminables bouchons et d'un immense flot humain.

L'élection en Syrie, dont l'issue est sans suspense puisque Bachar Al-Assad est assuré de l'emporter, s'annonce surréaliste : en pleine guerre, elle ne pourra se tenir que dans les zones contrôlées par le gouvernement, soit sur moins de 50 % du territoire. Le vote anticipé, prévu dans une quarantaine de pays où vivent des Syriens, a été interdit dans la plupart des monarchies arabes du Golfe, qui soutiennent l'opposition syrienne.

Au Liban, divisé face au conflit syrien, le vote organisé mercredi a donné lieu à un déferlement, dès l'aube, de partisans du président Assad vers l'ambassade, située sur les hauteurs de Beyrouth. Photographie du raïs ou drapeau syrien ou du Hezbollah à la main, ils se sont pressés sous le regard de l'armée libanaise déployée en force.

Un micro-trottoir diffusé la veille du scrutin par une émission satirique locale avait déjà donné le ton : aucun des Syriens interviewés à Beyrouth n'était capable de reconnaître les deux concurrents de Bachar Al-Assad, dont on leur montrait le portrait. Faire-valoir du président syrien, Maher Al-Hajjar et Hassan Al-Nouri récolteront sans doute peu de voix au Liban, malgré la prolongation du vote jeudi jusqu'à minuit, décidée par l'ambassadeur Ali Abdelkarim Ali afin de faire face à l'affluence des électeurs.

Parmi eux, les ouvriers travaillant au Liban semblent avoir été plus nombreux, mercredi, que les réfugiés – dont le nombre dépasse le million – à participer à un scrutin confus, dans des bureaux privés d'isoloirs. De nombreux votants ont témoigné du sentiment que seul Bachar Al-Assad pouvait, selon eux, mettre fin au chaos. Mais la peur d'essuyer des représailles, ou de se voir interdit de retourner en Syrie en cas d'abstention, paraît aussi avoir largement participé à la mobilisation.

Des médias libanais opposés au régime syrien ont assuré que le Hezbollah avait organisé des ramassages parmi les Syriens. Selon plusieurs témoignages, travailleurs et réfugiés ont en tout cas été l'objet de pressions variées en amont du vote : celles du parti Baas et de l'ambassade syrienne, en tournée pour recruter les électeurs, mais aussi, à l'inverse, de groupes favorables à l'opposition syrienne, comme la Jamaa Islamiya (la branche libanaise des Frères musulmans), qui a conditionné son aide aux réfugiés à leur abstention.

Mercredi soir, l'ambassadeur syrien à Beyrouth jubilait. M. Ali considère que *« ces élections sont une réponse à tous ceux qui ont parié sur la chute de la Syrie »*. *« Cela démontre que le peuple syrien est attaché à sa terre, à sa patrie et à sa souveraineté. »*

Même parmi les plus fervents partisans de Bachar Al-Assad au Liban, aucun ne se fait d'illusion sur le fait que ce scrutin est joué d'avance. Quant au nombre grandissant de « ni-ni », ces Syriens dégoûtés par la destruction de leur pays et qui rejettent le régime comme l'opposition, tous affirment que la réélection de Bachar Al-Assad n'arrêtera pas les combats et ne lui redonnera pas une légitimité perdue.

> De nombreux votants ont témoigné du sentiment que seul Bachar Al-Assad pouvait, selon eux, mettre fin au chaos

Les propos de l'ambassadeur syrien au Liban étaient plutôt destinés aux capitales occidentales et à l'opposition, qui ont d'ores et déjà dénoncé la *« farce »* électorale du 3 juin. Mais aussi, à la coalition libanaise antisyrienne, qui a plusieurs fois réclamé son expulsion. Exaspérée par le spectacle aux abords de la chancellerie, cette alliance dite du « 14 mars » a suscité un tollé dans le camp rival, en demandant à Beyrouth d'expulser les *« Syriens loyalistes »* qui *« ne sont pas menacés dans leur sécurité* [en Syrie] ». ■

Laure Stephan

En Egypte, le maréchal Sissi élu sans surprise ni réelle concurrence

Les autorités ont prolongé le scrutin de vingt-quatre heures pour augmenter le taux de participation

Le Caire
Correspondance



Des partisans d'Abdel Fattah Al-Sissi sur la place Tahrir, au Caire, mercredi 28 mai. AMR NABIL/AP

A peine une heure après la fermeture des bureaux de vote, quelques centaines de pro-Sissi se rassemblaient place Tahrir, mercredi 28 mai, dans la fureur des klaxons et des feux d'artifices. Les plus fervents partisans du maréchal n'ont même pas attendu la fin de la soirée électorale tant sa victoire était assurée d'avance.

Sans surprise, Abdel Fattah Al-Sissi a fait un score qui tient davantage du plébiscite que du scrutin pluraliste. Selon les estimations, le candidat de l'armée a triomphé, remportant plus 23 millions de voix, 96 % des suffrages.

Le régime redoutait un taux de participation très faible. D'après la commission électorale, il avoisine les 47 % avec 25 millions de votants. Lors de la présidentielle de 2012, remportée par Mohamed Morsi, 46,5 % des électeurs s'étaient déplacés au premier tour, 52 % avaient participé au second. Abdel Fattah Al-Sissi, présenté comme le *« sauveur de la nation »* face au danger des Frères musulmans, échappe donc au désaveu d'une abstention de masse.

Ce risque a été le seul élément de suspense d'un scrutin joué d'avance. Au terme des deux jours réglementaires, les 26 et 27 mai, la commission électorale a décidé dans la précipitation de prolonger la durée de l'élection d'un jour.

Democracy International s'est inquiété de cette décision prise *in extremis*. La mission américaine, mandatée pour observer le scrutin, met en doute l'indépendance de la commission et l'intégrité du gouvernement par rapport au processus électoral. D'après des sources judiciaires, l'exécutif a fait pression face à un taux de participation extrêmement faible, qui menaçait d'être plus bas que celui enregistré en 2012.

Même le premier ministre est monté au créneau, décrétant le second jour de vote chômé pour les employés gouvernementaux. Le chef du gouvernement, s'appuyant sur la loi électorale, a menacé d'une amende de 500 livres égyptiennes (50 euros) tous ceux qui ne rempliraient leur devoir de citoyen.

Diffusant en boucle des images de bureaux vides, les médias, acquis au candidat Sissi, ont frénétiquement appelé à la mobilisation générale. Cherchant le coupable, ils ont tour à tour incriminé la vague de chaleur, qui aurait empêché les citoyens de se rendre aux urnes ; puis la paresse et l'irresponsabilité des électeurs ; enfin, ils ont dénoncé l'incompétence de la commission électorale.

Après observation, on constate que les jeunes sont les grands absents du scrutin, bien que les 18-40 ans représentent plus de 60 % du corps électoral, selon le Conseil national égyptien des droits de l'homme.

Les femmes, en revanche, ont fait le déplacement. *« Elles étaient en première ligne, souvent avec le même profil, en train d'agiter des drapeaux et de chanter,* remarque Hicham Mourad, professeur de sciences politiques. *Le régime a beaucoup joué sur le charisme du maréchal pour mobiliser les femmes, qui sont souvent les premières victimes du manque d'éducation, du chômage… et donc plus facilement mobilisables. »*

Géographiquement, le taux de participation est nettement inférieur dans le sud du pays, où il tourne autour de 35 %. *« Louxor, Sohag, Minya sont des régions traditionnellement tenues par les Frères musulmans et la Gamaa Al-Islamiya »,* précise un juge égyptien, chargé d'observer le scrutin.

Cette laborieuse mobilisation est l'effet logique d'un scrutin gagné d'avance, opposant un candidat écrasant à son rival inconsistant. *« La situation n'a rien à voir avec 2012, où on l'avait douze candidats. Aujourd'hui, tout est en faveur de Sissi : l'insécurité, le terrorisme, la lutte contre les Frères »,* explique Hicham Mourad.

C'est sans compter l'attitude des médias, les plus fidèles alliés du maréchal, qui, par leur zèle excessif, ont fini par lui causer du tort. *« Ils ont intensément poussé au vote pour Sissi. Mais les gens ne sont pas dupes,* poursuit le chercheur. *La plupart des citoyens ne se préoccupent ni de démocratie ni des Frères. Ils voient que leur situation quotidienne s'est dégradée depuis trois ans. Ils sont résignés, ils savent que leur vote ne changera rien. De ce point de vue, on retrouve l'état d'esprit qui existait sous Hosni Moubarak. »*

> Hamdine Sabahi, qui voulait rassembler l'opposition, n'a même pas su convaincre son propre camp

Reste que le vrai perdant de cette élection n'est autre que Hamdine Sabahi. L'unique rival du maréchal arrive troisième avec quelque 800 000 suffrages, derrière le vote nul. Figure de l'opposition de gauche, il était arrivé en troisième position à la présidentielle, obtenant près de 5 millions de voix. Celui qui voulait rassembler l'opposition n'a même pas su convaincre son propre camp. Même dans son village natal, Baltim, dans le Delta, il a été devancé par Al-Sissi. *« La menace d'amende a très clairement favorisé le vote nul. Mais concernant Sabahi, je crois que sa carrière politique est finie »,* confiait hier soir un juge, sous couvert d'anonymat.

L'élection n'a pas été exempte d'irrégularités. La campagne de Sabahi a dénoncé de mauvais traitement à l'encontre de ses représentants. Quelques-uns d'entre eux ont été arrêtés et battus par la police. Des photos de corps marqués de coups circulent sur les réseaux sociaux.

Enfin, selon le syndicat des journalistes, certains reporters, des photographes du journal d'opposition *Al-Badil* notamment, se sont vu interdire l'accès aux bureaux de vote. Les observateurs de l'Union européenne doivent rendre un premier rapport ce jeudi. Les résultats officiels devraient être connus dimanche ou lundi prochain. ■

Marion Guénard

Le sort du président colombien, Juan Manuel Santos, est lié à la paix avec la guérilla

Le candidat de droite, Oscar Ivan Zuluaga, opposé aux négociations avec les FARC, est arrivé en tête au premier tour de l'élection présidentielle

Analyse

Bogota
Correspondante

Le président colombien, Juan Manuel Santos, promet de signer la paix avec la guérilla. Arrivé en tête du premier tour de l'élection présidentielle, dimanche 25 mai, Oscar Ivan Zuluaga menace, lui, de rompre les négociations en cours avec les Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC, extrême gauche). *« A croire que mon pays préfère la guerre… »,* soupire Juan Jacobo, étudiant en histoire, en écoutant, dimanche soir, les résultats.

Avec 29,25 % des voix M. Zuluaga a devancé M. Santos (25,69 %). Pour le second tour, le report des voix des trois petits candidats qui totalisent plus du tiers des suffrages sera décisif. Lundi matin, M. Zuluaga réitérait qu'en cas de victoire il suspendrait immédiatement les négociations engagées avec les FARC à La Havane.

« Parce que le bilan de son premier mandat n'est pas brillant en matière d'éducation, de santé ou de construction d'infrastructures, Santos a choisi de polariser le débat politique sur le thème de la paix ou de la guerre. Ce faisant, il s'est placé sur le terrain de prédilection de l'ancien président Alvaro Uribe », fulmine Claudia Lopez, élue sénatrice en mars pour l'Alliance verte.

Depuis quatorze ans, Alvaro Uribe domine les urnes. En 2002 et 2006, il est élu à la présidence dès le premier tour. En 2010, il soutient Juan Manuel Santos, qui l'emporte sur la promesse de poursuivre l'effort de guerre engagé huit ans plus tôt par M. Uribe. Une fois au pouvoir, M. Santos tend la main aux FARC. Trahi, M. Uribe ne cessera d'attaquer le processus de paix. C'est lui qui a lancé la candidature de M. Zuluaga et qui la soutient à bout de bras et à coups de tweets.

« La paix n'est pas un sujet rentable dans les urnes, explique Mme Lopez. *D'autant que Santos n'a pas joué la carte de l'espoir, mais celle de la peur. Entre la peur d'Uribe et la peur de la guérilla, le pays n'a pas hésité. »*

Les Colombiens ont la haine des FARC. *« Huit ans de gouvernement uribiste ont contribué à attiser cette rage »,* souligne le chercheur Daniel Pécaut, grand connaisseur de la Colombie. Et de faire remarquer que les groupes paramilitaires d'extrême droite et les atrocités qu'ils ont commises dans les années 1990 n'ont pas suscité une telle réaction de l'opinion publique.

L'importance des négociations de paix dans le débat électoral est d'autant plus paradoxale que le sujet n'intéresse guère les Colombiens, à en croire les sondages. Selon l'institut Gallup, la paix arrive au septième rang de leurs préoccupations, derrière le chômage, la santé, la délinquance, l'éducation, la corruption et la pauvreté.

« Le conflit armé, qui se joue désormais dans les régions périphériques, loin des villes, ne dérange plus grand monde, explique M. Pécaut. *Mais une partie des élites est en train de se rendre compte qu'il leur est utile. Le conflit a étouffé pendant plus de cinquante ans les mouvements sociaux. Toute mobilisation populaire était accusée d'être infiltrée ou manipulée par la guérilla. Un accord de paix pourrait bien signifier la fin de la tranquillité sociale qu'a connue la Colombie. La grande grève paysanne de l'été 2013 et celle du mois d'avril ont avivé cette peur. »*

> « La paix n'est pas un sujet rentable dans les urnes »
> **Claudia Lopez**
> sénatrice de l'Alliance verte

Dans les régions telles que le Boyaca ou le Santander, où le mouvement agraire a été le plus fort, M. Zuluaga est arrivé en tête. Il est également arrivé premier dans les grandes villes et dans les bastions historiques des FARC, aujourd'hui largement pacifiés. Le président Santos, lui, l'a emporté dans les départements où le conflit perdure : Putumayo, Cauca, Nariño, dans le sud et le sud-ouest du pays, ainsi que sur la côte caraïbe.

« Il y a deux processus de paix parallèles, note le chercheur Ariel Avila. *Celui de La Havane, où une vraie confiance s'est établie entre les négociateurs des FARC et ceux du gouvernement. Trois des cinq points de l'agenda ont déjà fait l'objet d'un accord. La trêve, quand elle a été décrétée par la guérilla, a été respectée. Mais, en Colombie, l'image des négociations est très négative. Alvaro Uribe a réussi à convaincre ses compatriotes que le gouvernement livrait le pays aux communistes, que la propriété privée était menacée, que les criminels de guerre allaient faire leur entrée au Congrès. »* M. Uribe est un grand communicateur.

Bogota a choisi de négocier à La Havane, loin des micros et des caméras, afin de soustraire le dialogue aux contraintes de la médiatisation. Mais dix-huit mois après le début des négociations, la discrétion est devenue un handicap.

Le président Santos n'a pas su faire comprendre l'importance du processus de paix à ses concitoyens. *« Le défi est de taille dans la mesure où un accord de paix, à court terme, ne changera rien au quotidien pour l'immense majorité des Colombiens. Ses bienfaits se feront sentir sur le long terme »,* souligne Ariel Avila. M. Uribe en profite pour tirer sur le processus de paix à boulets rouges. Et par Oscar Ivan Zuluaga interposé. ■

Marie Delcas

Le Monde
Vendredi 30 mai 2014

Centrafrique : regain de violences interconfessionnelles à Bangui

Des miliciens musulmans ont attaqué une église, en représailles aux exactions des anti-balaka



Des parents de victimes de l'attaque contre l'église Notre-Dame-de-Fatima, le 28 mai, à Bangui. JÉRÔME DELAY/AP POUR « LE MONDE »

Bangui
Envoyé spécial

La dépouille de l'abbé Paul-Emile Nzalé repose sur une table de carrelage froid. Ce n'est pas la première fois qu'un religieux est tué en République centrafricaine (RCA) mais, à Bangui, les répercussions de cette mort, et d'une dizaine d'autres depuis dimanche, laissent craindre une nouvelle vague de violences dans la capitale.

Mercredi 28 mai, aux environs de 15 heures, des assaillants venus du quartier PK5 ont lancé une attaque sur l'église Notre-Dame-de-Fatima, dans le quartier du même nom. On n'ose imaginer les cris de terreur lorsque *« les groupes de musulmans de la rue Poussière »* ont pénétré dans la concession où s'abritent, chaque nuit, des centaines de familles. *« On a toutes entendu le bruit des armes pendant plus d'une heure. Les gens étaient réfugiés derrière l'église et dans les bureaux... Heureusement que les anti-balaka* [miliciens chrétiens] *sont venus pour nous protéger. Sinon, il y aurait eu beaucoup plus de morts »*, raconte le père Gabriele Perobelli. Le missionnaire italien dit avoir compté onze morts après le raid. Au moins trois autres personnes sont mortes dans des hôpitaux. Six blessés, dont certains gravement selon le Comité international de la Croix-Rouge, étaient soignés mercredi soir à l'hôpital communautaire de Bangui. Un nombre indéterminé d'autres victimes auraient été transportées dans un autre centre de santé de la ville.

> Attaques et représailles se succèdent autour du PK5, où sont confinés les derniers musulmans de Bangui

« Regardez celui-là, une balle perdue a frotté sa tête. Une balle reçue, il faudrait plutôt dire ! », s'exclame Geordanne Sokambi en désignant un adolescent aussi hébété que chanceux. Elle et son frère Michel viennent de déposer leur voisin touché d'une balle à la jambe gauche. Sur les bancs de l'hôpital communautaire, ils racontent que *« les musulmans sont venus nombreux. En véhicule pour certains, d'autres à pied. Ils ont jeté des grenades, tiré à l'intérieur de l'église. »*

Les rumeurs les plus inquiétantes circulaient mercredi soir. Plusieurs survivants assurent qu'une quarantaine de personnes ont été enlevées par les assaillants. Ali, un ancien boulanger du PK5 reconverti en milicien, confirme à sa manière. *« On a attrapé des gens qui ne parlaient ni sango* [la langue nationale] *ni français. Ce doit être des mercenaires congolais car ils ne parlent que le lingala »*, prétend-il. Le rapt contre rançon, dans le meilleur des cas, est devenu l'une des armes de la guérilla qui se poursuit dans certains quartiers de la capitale.

Cet homme, qui dit avoir participé au raid, estime qu'il ne s'agissait que d'une riposte après que des miliciens anti-balaka ont attaqué, plus tôt dans l'après-midi, son quartier. *« Hier* [mardi], *ils nous ont encore attaqués jusqu'à minuit, et aujourd'hui, ils sont venus en trois colonnes. La tuerie de Notre-Dame-de-Fatima, ça ne nous concerne pas, mais les anti-balaka nous attaquent depuis là-bas »*, ajoute Ousmane Aboubacar, qui se présente comme le porte-parole des musulmans centrafricains.

Ces violences interviennent alors que les tensions autour du dernier bastion de la communauté musulmane de la capitale se sont encore ravivées depuis dimanche. Ce jour-là, trois jeunes musulmans avaient été lynchés et mutilés tandis qu'ils se rendaient à un match de football de *« la réconciliation »*. D'autres auraient été enlevés par un groupe d'anti-balaka. Depuis, attaques et contre-attaques se succèdent autour du PK5. De bonne source, dans ce réduit où sont confinés les derniers musulmans de Bangui, le mot d'ordre qu'il fallait *« passer à l'offensive »* a été transmis.

Des barricades ont été érigées, jeudi matin, dans plusieurs parties de la ville. ■

Cyril Bensimon

Mme Le Pen n'est pas sûre de constituer un groupe au Parlement européen

Les députés europhobes sont divisés en trois coalitions rivales à Bruxelles

Bruxelles
Bureau européen

Effet d'annonce, mais annonce faible : Marine Le Pen a tenu, mercredi 28 mai, une conférence de presse dans les locaux du Parlement européen, à Bruxelles, pour célébrer sa victoire *« historique »* du 25 mai et dire qu'elle n'avait *« aucune inquiétude »* quant à la création d'un groupe d'extrême droite à Strasbourg.

Problème : si elle était entourée de représentants du Parti de la liberté néerlandais (PVV), de la Ligue du Nord italienne, du Vlaams Belang flamand et du Parti de la liberté autrichien (FPÖ), il lui manque toujours deux partis issus d'autres Etats pour répondre aux critères fixés par l'Assemblée (25 élus de 7 pays différents) et accéder aux avantages qu'offre un groupe : la présidence de commissions, le droit de s'exprimer en séance plénière et de déposer des amendements, la possibilité d'avoir des bureaux et du personnel, l'accès à une manne financière de quelque 57 millions d'euros partagée entre les divers courants politiques, etc.

Pleine d'assurance, la présidente du Front national a commencé par tordre quelques vérités. Ainsi, selon elle, le dîner des chefs d'Etat convoqué mardi soir était *« une réunion de crise de l'oligarchie »* convoquée dans l'urgence en raison du score des populistes. Le dîner était, en réalité, prévu depuis des semaines.

Quels alliés les cinq partis comptent-ils trouver pour former la structure qui *« écrira l'Histoire »*, comme le dit Geert Wilders, le chef du PVV ? La réponse sera donnée dans trois semaines, affirment les dirigeants, *« sûrs de leur fait »* mais refusant d'apporter des précisions. Au point que certains doutent de leur capacité à créer ce groupe.

Le Britannique Nigel Farage, à la tête du parti europhobe UKIP, a redit qu'il ne se rallierait pas au FN, trop *« antisémite »* à ses yeux. Fort de ses 24 élus, il travaille à reconduire son groupe europhobe concurrent, Europe liberté démocratie (EFD), et il débattait mercredi avec l'Italien Beppe Grillo, dont le Mouvement 5 étoiles compte 17 élus. Les deux hommes doivent se revoir, a indiqué M. Grillo.

Un troisième groupe, les Conservateurs et réformistes (ECR), est en lice. Il rassemble déjà les tories britanniques, le parti Droit et justice (PiS) polonais et vient d'être rejoint par les Vrais Finlandais (2 élus). Les Démocrates de Suède (2 élus) ont, eux, décidé de rallier M. Farage tandis que le Parti du peuple danois (DF, 4 élus), l'AfD allemande (7) et les Grecs indépendants (1) hésitent entre le groupe EFD du Britannique et l'ECR.

Groupe « technique »

Etant donné que Mme Le Pen et ses amis rejettent toute collaboration avec le Jobbik hongrois, l'Ataka bulgare, l'Aube dorée grecque ou le NPD allemand, il leur reste à tenter de convaincre des députés indépendants non encore affiliés. Ou à séduire les élus du Congrès de la nouvelle droite (KNP) polonaise ou d'Ordre et justice, une formation lituanienne. Ces députés de l'est de l'Europe risquent toutefois d'apprécier modérément les propos de la dirigeante du FN, qui a répété, mercredi, qu'il était *« stupide de faire la guerre à la Russie et de la jeter dans les bras de la Chine »*.

Mme Le Pen pourrait-elle, dès lors, se contenter de fonder un groupe dit « technique » en fédérant des élus de circonstance ? *« Non*, soutient un spécialiste. *Le groupe doit se retrouver sur des valeurs communes, sinon le Parlement ne le reconnaîtra pas. »* La Française Sylvie Goulard, du groupe libéral et démocrate, réélue dimanche 25 mai, en doute elle aussi. *« Comment tous ces partis souverainistes vont-ils pouvoir se mettre d'accord sur le nom de leur président de groupe, eux qui mettent toujours en avant leur étendard national ? »*, interroge-t-elle. ■

Jean-Pierre Stroobants
avec Cécile Ducourtieux

Les Chabab somaliens revendiquent l'attentat de Djibouti

L'attaque, la première à Djibouti, visait les Occidentaux. Elle a fait trois morts, dont deux kamikazes

Pointés du doigt depuis plusieurs jours par les autorités djiboutiennes, les islamistes somaliens chabab ont revendiqué, mardi 27 mai, l'attentat-suicide perpétré trois jours plus tôt dans un restaurant de Djibouti. *« Dans le cadre de la guerre sainte contre la croisade menée par l'Occident contre l'islam, les forces des Chabab ont mené une opération couronnée de succès samedi soir contre la coalition croisée occidentale basée à Djibouti »*, écrivent-ils dans un communiqué envoyé à l'Agence France-Presse.

Perpétré vers 20 heures, samedi 24 mai, l'attentat a eu lieu dans un restaurant très fréquenté par les Occidentaux, et fait, selon les autorités djiboutiennes, trois morts (deux kamikazes et un ressortissant turc), ainsi que plusieurs dizaines de blessés, dont sept Français, quatre Allemands, trois Espagnols et six Néerlandais, pour la plupart participant aux opérations de lutte contre la piraterie au large de la Somalie, dont Djibouti est le centre névralgique.

Si la revendication des Chabab n'avait pas été officiellement authentifiée, mercredi, par les chancelleries occidentales, l'attaque est une première dans ce petit Etat de la Corne de l'Afrique, dirigé d'une main de fer depuis 1999 par le président Ismaïl Omar Guelleh, précieux allié des Occidentaux dans la région.

Située sur les bords de la mer Rouge, face au golfe d'Aden, l'ex-colonie française a une importance géostratégique inversement proportionnelle à sa taille (21 000 km²). Djibouti est devenu une gigantesque base militaire internationale, au cœur des opérations de lutte contre la piraterie et contre le terrorisme. Les Etats-Unis y possèdent leur seule base militaire sur le continent africain (environ 4 000 hommes), qu'ils ont considérablement développée ces dernières années pour en faire le point de départ des opérations antiterroristes en Somalie et au Yémen.

La France y compte, elle, quelque 2 000 hommes. Japonais, Britanniques – et bientôt Chinois – y sont aussi présents. En outre, Djibouti a envoyé 1 000 hommes combattre avec l'Amisom, la Mission de l'Union africaine déployée depuis 2007 en Somalie pour lutter contre les Chabab.

« Un pacte avec le diable »

Dans son communiqué, le groupe djihadiste somalien explique ainsi avoir visé les Français pour *« leur complicité dans les massacres »* de musulmans en Centrafrique, *« leur rôle actif dans la formation et l'équipement des troupes djiboutiennes en Somalie »*. Il exhorte le président djiboutien à retirer ses troupes de Somalie et à expulser les forces étrangères se trouvant sur le sol djiboutien. *« En acceptant les termes du contrat avec Barack Obama dans la guerre contre l'islam et en autorisant l'accès à vos pays et à vos installations aux croisés, vous avez volontairement signé un pacte avec le diable »*, écrit-il.

Cette revendication intervient alors que, depuis plusieurs mois, le groupe islamiste somalien, proche d'Al-Qaida, multiplie ses attaques dans et hors de la Somalie contre le gouvernement de Mogadiscio et les pays qui le soutiennent. *« Les Chabab sont dans une dynamique de régionalisation de leurs actions »,* souligne Roland Marchal, chercheur au CERI et spécialiste de la Corne de l'Afrique.

Auteur de l'attaque contre le central commercial de Westgate au Kenya en septembre 2013 (68 morts), le groupe a aussi revendiqué les attentats de ces dernières semaines à Nairobi et Mombasa.

« Il y a un an, on les disait très affaiblis, en réalité les Chabab conservent une capacité militaire forte », souligne M. Marchal, pour qui cette régionalisation marque l'échec de la stratégie américaine en Somalie et de son approche uniquement militaire. *« Djibouti ne sera pas demain à feu et à sang. C'est un Etat policier, et les Occidentaux sont mobilisés,* ajoute le chercheur. *Mais le message des Chabab est clair : personne n'est à l'abri, on peut vous frapper où et quand nous voulons. »* ■

Charlotte Bozonnet

ESPAGNE

Troisième nuit de heurts entre jeunes et policiers à Barcelone

BARCELONE. De nouveaux incidents ont éclaté, mercredi soir 28 mai, à Barcelone, pour la troisième soirée consécutive, après l'évacuation, lundi, d'un immeuble occupé depuis dix-sept ans, un squat emblématique qui faisait office de centre social apprécié des habitants du quartier populaire de Sants. Au moins 25 personnes ont été arrêtées. Environ 2 000 personnes ont convergé de différents quartiers de Barcelone pour manifester aux abords de l'immeuble de Can Vies. Les policiers ont chargé. Des groupes se sont alors dispersés, incendiant des poubelles, brisant des vitrines et jetant des pierres sur les forces de l'ordre. – *(AFP.)* ■

500 clandestins pénètrent dans l'enclave de Melilla

MADRID. Plus de mille immigrants subsahariens ont tenté, mercredi 28 mai, de franchir la frontière séparant le Maroc de l'enclave espagnole de Melilla. Près de 500 d'entre eux ont réussi à franchir les barrières de 7 mètres. Il s'agit de l'un des assauts les plus massifs depuis 2005 dans cette ville. *« Ils venaient par vagues »*, a expliqué le chef du gouvernement local, Juan José Imbroda. Les autorités de Nador, la ville marocaine voisine, ont affirmé que dix d'entre eux ont été blessés et hospitalisés. – *(AFP.)* ■

Etats-Unis **John Kerry exhorte Snowden à rentrer**

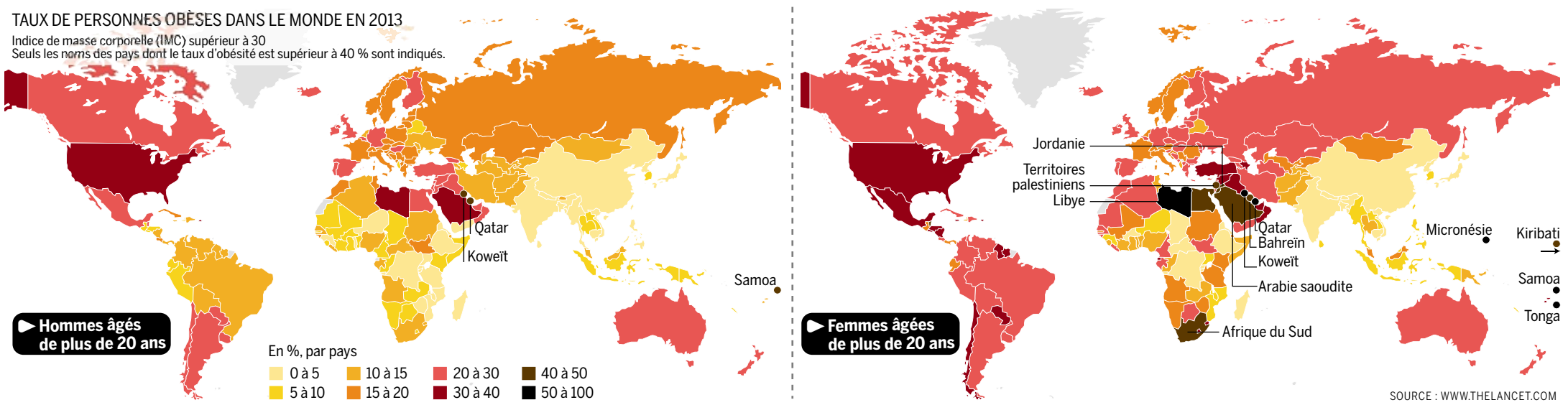
WASHINGTON. Le secrétaire d'Etat américain, John Kerry, a exhorté, mercredi 28 mai, Edward Snowden à rentrer aux Etats-Unis, s'il est un *« homme »* et un *« patriote »*, pour y affronter la justice. Interviewé pour la première fois sur une chaîne américaine (NBC), M. Snowden a dit vouloir revenir un jour dans son pays. Il a également affirmé avoir travaillé par le passé pour la CIA mais n'avoir livré aucun secret à Moscou, où il réside. – *(AFP, Reuters.)*

Maroc **Mort de Christine Daure-Serfaty**

PARIS. La militante des droits de l'homme Christine Daure-Serfaty est décédée, mercredi 28 mai, à l'âge de 87 ans. Veuve d'Abraham Serfaty, un opposant marocain emprisonné pendant dix-sept ans, elle a lutté sans relâche pour la défense des victimes des « années de plomb » sous le règne de Hassan II.

Près du tiers de l'humanité souffre de surpoids ou d'obésité

La pandémie affecte les pays riches comme les pays en développement. En trente ans, aucune nation n'est parvenue à faire reculer ce fléau sanitaire



C'est un tableau clinique terrifiant, qui devrait faire réagir gouvernements et responsables des politiques de santé publique. Près d'un humain sur trois souffre d'obésité ou de surpoids. Pis, au cours des trois dernières décennies, ce fléau sanitaire s'est considérablement aggravé, dans les pays pauvres comme dans les pays riches, progressant au total de 28 % chez les adultes et de 47 % chez les enfants et adolescents. Jusqu'ici, aucun Etat n'est parvenu à le juguler.

L'étude synoptique publiée, jeudi 29 mai, dans la revue médicale *The Lancet*, par une équipe internationale de plus de 150 chercheurs, est la première à rassembler, de façon harmonisée, l'ensemble des données disponibles sur ce sujet. Couvrant 188 pays, elle a été réalisée par l'Institut de métrologie sanitaire et d'évaluation (IHME), un centre de recherche de l'Université de Washington, avec un financement de la Fondation Bill et Melinda Gates.

Elle montre, résume son coordinateur, le professeur Emmanuela Gakidou (IHME), que *« la progression du surpoids et de l'obésité a été importante, générale et rapide »*. De fait, la population mondiale affligée d'une surcharge pondérale est passée de 857 millions d'individus, en 1980, à 2,1 milliards, en 2013.

Désormais, près de 30 % de l'humanité est en surpoids, ce qui signifie un IMC supérieur à 25. L'indice de masse corporelle est calculé en divisant le poids d'un individu par le carré de sa taille. Le nombre de personnes obèses (IMC supérieur à 30) atteint dans cet ensemble 671 millions de personnes.

Face à cette maladie, les pays ne sont pas tous égaux. Elle reste majoritairement une plaie des nations développées, où vivent près de deux personnes obèses sur trois. Parmi les Etats où l'obésité a le plus gagné de terrain figurent les Etats-Unis (un adulte sur trois aujourd'hui), l'Australie (dans une proportion à peine moindre) et le Royaume-Uni (un adulte sur quatre).

Les pays en développement ou émergents sont de plus en plus concernés. Dans le « top 10 » des nations qui, à elles seules, totalisent plus de la moitié des individus obèses, on trouve à présent, aux côtés des Etats-Unis et de l'Allemagne, des géants démographiques : Chine, Inde, Russie, Brésil, Mexique, Egypte, Pakistan et Indonésie.

Aux Etats-Unis, obésité et surpoids touchent près de 71 % des hommes et 62 % des femmes adultes. En France, les chiffres s'élèvent respectivement à 55,9 % (dont 19,3 % d'hommes obèses) et 42,8 % (dont 19,7 % de femmes obèses). En Allemagne, un peu plus de 22 % de la population est classée en obésité.

Sur la période 1980-2003, la progression a été la plus forte dans les pays du Moyen-Orient, particulièrement au Bahreïn, en Egypte, en Arabie saoudite, dans le sultanat d'Oman et au Koweït. C'est dans cette aire géographique, ainsi qu'en Afrique du Nord, en Amérique centrale, dans les Caraïbes et dans les Etats insulaires du Pacifique, que sont atteints les taux les plus élevés de corpulence pathologique. Le « record » revient aux îles polynésiennes des Samoa, où 69 % des femmes sont obèses.

3,4 millions de morts par an dans le monde

Impact sanitaire L'obésité est à l'origine de 3,4 millions de décès par an dans le monde (chiffre de 2010). Elle provoque diabète de type 2, troubles cardiovasculaires, hypertension et arthrose.

Causes Résultat d'un déséquilibre entre apports et dépenses énergétiques, la maladie a des causes multiples : mauvaise alimentation, manque d'activité physique, stress… Des facteurs environnementaux (polluants, certains médicaments, virus…) sont incriminés, ainsi que des prédispositions génétiques.

Europe Selon l'étude du *Lancet*, le taux d'obésité chez les Européens de l'Ouest adultes était, en 2013, de 20,5 % pour les hommes et 21 % pour les femmes.

> La France n'est pas épargnée avec un taux d'obésité de 20 %, qui frôle les 50 % si l'on y ajoute le surpoids

Face au surpoids, hommes et femmes ne sont pas non plus égaux. Dans les pays développés, l'excès de masse corporelle affecte davantage les premiers que les secondes. Il en va à l'inverse dans les pays en développement. C'est pourtant dans certaines des riches puissances pétrolières du Golfe – Koweït ou Qatar – que l'on trouve parmi les taux les plus hauts de femmes obèses, ce qui les place, sur ce plan, au même niveau que des Etats très pauvres d'Océanie (Kiribati, Micronésie, Samoa ou Tonga).

A l'échelle de la planète, les jeunes ne sont pas épargnés. C'est l'un des enseignements les plus alarmants de cette étude. Dans les nations développées, près d'un enfant ou d'un adolescent sur quatre, garçon ou fille, est obèse ou en surpoids. Dans celles en développement, c'est désormais le cas de près d'un jeune sur huit, pour les deux sexes. Chez les moins de 20 ans, notamment les filles, les plus forts ratios sont observés au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, comme chez leurs aînés.

Au final, c'est la carte d'une *« pandémie »* galopante que dressent les chercheurs. *« A la différence d'autres risques sanitaires majeurs, comme le tabac ou la malnutrition infantile, l'obésité ne recule pas dans le monde »*, souligne Emmanuela Gakidou.

Seule note positive, le ralentissement, depuis 2006, du rythme de l'avancée de la maladie dans une partie des pays riches. *« Un plateau dans les taux d'obésité chez les adultes donne quelque espoir que l'épidémie pourrait avoir atteint un pic dans les pays développés, et que la population dans les autres pays pourrait ne pas atteindre les taux très hauts de plus de 40 % rapportés dans certains des premiers »*, indique la chercheuse.

En outre, si les scientifiques avouent leur impuissance à expliquer pourquoi certaines nations connaissent des courbes de progression moins marquées, ils retiennent de ces disparités que *« des hausses plus faibles sont possibles »*.

Cet espoir est toutefois fragile. Globalement, les auteurs font le diagnostic que, au cours des trente-trois années écoulées, *« aucun pays n'a réussi à faire reculer l'obésité »*. Et ils préviennent : *« L'objectif des Nations unies de stopper la progression de l'obésité d'ici à 2025 est très ambitieux et a peu de chance d'être atteint sans une action concertée. »*

Seul remède : une action urgente et coordonnée au niveau mondial *« pour aider les pays, notamment à faibles ressources, à intervenir plus efficacement contre les déterminants majeurs que sont l'apport excessif de calories, l'inactivité physique et la promotion des produits alimentaires par l'industrie »*. Un combat loin d'être gagné. ■

PIERRE LE HIR



Le Monde
Vendredi 30 mai 2014

Le gouvernement fébrile face aux mauvais chiffres

Emploi, pouvoir d'achat : les ministres multiplient les annonces malgré un cadre budgétaire contraint

Panique à bord du bateau gouvernemental. La double débâcle des élections municipales et européennes, conjuguée à l'absence de résultats sur les fronts du chômage et de la croissance, mettent l'exécutif en surchauffe. Et les annonces de se multiplier, sans que l'on sache très bien ce qui relève de la communication, de l'intention ou du vœu pieux. La journée du mercredi 28 mai, en ce sens, aura été fertile.



Manuel Valls, à l'Assemblée nationale, lors de la séance des questions au gouvernement, le 27 mai. JULIEN MUGUET/IP3

Episode 1 La Cour des comptes adresse un sévère rappel à l'ordre au gouvernement. Relevant que les recettes fiscales en 2013 ont été inférieures de près de 15 milliards d'euros aux prévisions inscrites en loi de finances, grevant de ce fait la réduction du déficit, et ajoutant qu'il y a de fortes présomptions qu'il en aille de même en 2014, elle émet des doutes sur la *« sincérité »* des prévisions budgétaires du gouvernement.

Episode 2 A la sortie du conseil des ministres, le porte-parole du gouvernement, Stéphane Le Foll, assure que ces moindres recettes ont été *« anticipées »* par le gouvernement et *« ne remettent pas en cause les baisses d'impôts »* annoncées, le 16 mai, par Manuel Valls. *« Un effort supplémentaire de 4 milliards d'euros »*, consistant à annuler des crédits mis en réserve, sera inscrit dans le projet de loi de finances rectificative présenté en conseil des ministres le 11 juin.

Episode 3 Dans un entretien à un groupe de presse quotidienne régionale, le ministre du travail, François Rebsamen, se dit prêt à *« suspendre pendant trois ans »* les seuils créant des obligations particulières aux entreprises. Une revendication patronale de longue date, relayée avec constance par l'UMP, qui n'entre pas vraiment en concordance avec la volonté exprimée par le chef de l'Etat, dans le cadre du pacte de responsabilité, d'obtenir des avancées sociales en matière de droits des salariés. Quitte à braquer les organisations syndicales, le ministre, tout en précautions verbales, semble enclin à lever ce *« frein à l'emploi »* et à faire en sorte que ce sujet soit sur la table de la prochaine conférence sociale, qui se tiendra les 7 et 8 juillet.

Episode 4 Lors d'une rencontre avec les syndicats de fonctionnaires, la ministre de la réforme de l'Etat, Marylise Lebranchu, présente un éventail de scénarios visant à diminuer les cotisations salariales de retraite des fonctionnaires. Tous ceux de la catégorie C (la moins bien payée) seraient concernés, 70 % des agents de catégorie B en bénéficieraient également, ainsi que 20 % des agents de catégorie A. Au total, quelque 2,2 millions d'agents en profiteraient. Pour ceux dont le salaire est inférieur ou égal à 1,1 smic, l'allégement de cotisations s'élèverait à environ 330 euros par an. Pour ceux percevant 1,5 smic, il serait de 50 euros.

Ces scénarios, toutefois, n'ont pas encore été arbitrés par Matignon. S'ajoutant aux annonces de revalorisation faites en septembre 2013 pour les fonctionnaires de catégories B et C, ils portent le coût total à près d'un milliard d'euros, soit l'équivalent d'un relèvement de 0,5 % du point d'indice, gelé depuis 2010 et dont le premier ministre, Manuel Valls, a indiqué qu'il le resterait jusqu'en 2017.

Episode 5 Séance des questions au gouvernement à l'Assemblée nationale. Le secrétaire d'Etat au budget, Christian Eckert, se dit prêt à examiner, *« en tenant compte des contraintes budgétaires »*, une réduction allant au-delà de 75 centimes du coût de l'heure payée par les ménages aux salariés employés à domicile. M. Eckert, alors rapporteur général de la commission des finances de l'Assemblée, avait été à l'origine de cette mesure, inscrite dans la loi de financement de la Sécurité sociale pour 2014. Celle-ci était destinée à compenser la suppression de la possibilité pour les particuliers employeurs de déclarer au forfait, qui permettait de payer des charges calculées sur la base du smic quel que soit le salaire versé.

La précédente majorité avait, elle, supprimé l'abattement de 15 points sur les cotisations sociales des ménages déclarant un employé à domicile. Ces deux mesures ont contribué à renchérir le coût de l'heure d'un emploi à domicile. Depuis, on observe un

> Les mesures mises en œuvre dans le cadre du pacte de responsabilité ne produisent toujours pas d'effet

véritable décrochage dans ce secteur, qui concerne 3,6 millions de particuliers employeurs et 1,7 million de salariés. La baisse de près de 12 millions d'heures déclarées en 2013 et la disparition de l'équivalent de 37 000 emplois en trois ans ont fait resurgir le spectre de l'explosion du travail au noir.

La Fédération des particuliers employeurs (Fepem) réclame que le forfait de 75 centimes soit porté à 2 euros de l'heure, ce qui représenterait un coût de 500 millions d'euros. Celui-ci viendrait s'ajouter à la réduction de cotisations salariales, qui figurera dans le prochain projet de loi de financement de la sécurité sociale rectificative, présenté le 18 juin, ainsi qu'à la réduction d'impôt dont bénéficient les employeurs à domicile, dont le coût est de 2 milliards d'euros pour l'Etat.

Episode 6 Les chiffres du chômage au mois d'avril sont publiés. Nouveau coup dur : la courbe, décidément, se refuse à s'inverser. En un mois, 16 900 demandeurs d'emploi de catégorie A de plus, 38 800 toutes catégories confondues. Avec 5 285 600 personnes inscrites à Pôle emploi, un nouveau record est établi.

Le gouvernement constate que les mesures mises en œuvre ou qui doivent l'être dans le cadre du pacte de responsabilité ne produisent toujours pas d'effet, ni sur la croissance ni sur l'emploi. Il s'active pour tenter de colmater les brèches. Dans le même temps, il est entravé par d'indéfectibles contraintes budgétaires. Comment parvenir à concilier ces deux paramètres ? Ses marges de manœuvre n'ont jamais été aussi ténues. ■

Patrick Roger

La hausse du chômage douche les espoirs de l'exécutif

DERNIÈRE SOMBRE nouvelle dans une semaine déjà noire pour l'exécutif. Les chiffres du chômage du mois d'avril, publiés mercredi 28 mai, sont à nouveau très mauvais. Mars semblait pourtant avoir marqué une pause dans une hausse quasiment ininterrompue depuis désormais trois ans.

En un mois, le nombre de demandeurs d'emploi sans aucune activité (catégorie A) a grimpé de 16 900 personnes sur la France entière (DOM compris), pour s'établir à 3 626 500 personnes. En comptant les chômeurs ayant eu une activité réduite au cours du mois (catégories A, B et C), les chiffres sont tout aussi sombres, avec 38 800 chômeurs de plus. En tout, 5 285 600 personnes sont à présent inscrites à Pôle emploi en catégorie A, B ou C sur la France entière, un nouveau record.

Toutes les catégories sont touchées par cette dégradation. La hausse est de 0,7 % pour les plus de 50 ans, 0,4 % pour les 25-49 ans et 0,2 % pour les moins de 25 ans, alors que le chômage des jeunes avait reculé ces derniers mois en raison du succès des emplois d'avenir. Les hommes (+ 0,8 %) sont davantage touchés, mais le nombre de chômeuses augmente également (+ 0,1 %).

« Cesser les cadeaux »

Le préoccupant nombre de chômeurs de longue durée, inscrits depuis plus d'un an, bondit de 1,1 % en un mois et de plus de 10 % en un an. Souvent durablement éloignés du marché du travail, les inscrits depuis plus de trois ans sont 1,5 % de plus sur un mois : 625 000 personnes en tout, 100 000 de plus qu'il y a un an.

Face à ces mauvais chiffres, le gouvernement a maintenu son optimisme. *« Ces chiffres reflètent la conjoncture observée en ce début d'année 2014 »*, a avancé le ministère du travail et de l'emploi dans son communiqué, en affirmant que *« c'est dans la durée que s'inscrit l'action du gouvernement ». « C'est la durée qui permet aux acteurs de la croissance et de l'emploi* [entrepreneurs, partenaires sociaux, collectivités locales, associations, services de l'Etat] *de s'emparer et de faire jouer à plein les dispositifs favorables à l'emploi »*, a-t-il assuré.

De leur côté, syndicats, patronat et opposition ont demandé à l'exécutif de changer de politique. Mais pas dans le même sens. Il faut *« avancer plus vite et plus fort* (...) *dans la mise en œuvre effective de mesures en faveur de la compétitivité des entreprises »*, a prôné le Medef. Au contraire, pour la CGT, le gouvernement doit *« cesser les cadeaux faits au patronat sans contrepartie et agir pour développer l'emploi industriel et les services publics ». « François Hollande et Manuel Valls devraient réformer profondément notre pays, à commencer par le marché du travail »*, a de son côté réclamé l'UMP. ■

Jean-Baptiste Chastand

Les syndicats refusent tout gel des seuils sociaux

DANS LE DÉBAT SOCIAL, c'est un serpent de mer : faut-il supprimer, suspendre ou modifier les seuils sociaux – qui imposent aux entreprises d'au moins onze salariés d'avoir des délégués du personnel (DP) et à celles ayant au moins cinquante salariés d'avoir un comité d'entreprise (CE) – accusés de freiner l'embauche ? François Rebsamen a proposé, mercredi 28 mai, de suspendre pendant trois ans l'application des seuils de onze et de cinquante salariés.

Dans un entretien aux quotidiens du groupe Ebra, le ministre du travail lance un ballon d'essai : *« Gardons le principe des seuils* (...), *mais suspendons leur enclenchement durant trois ans. Si cela crée de l'emploi, tant mieux, sinon, on remettra les seuils en vigueur et on n'entendra plus l'argument patronal. »* En avril 1984, Yvon Gattaz, président du CNPF (l'ancêtre du Medef) et père de l'actuel patron des patrons, avait proposé la création de 471 000 emplois nouveaux à contraintes allégées (ENCA), en suspendant notamment les seuils sociaux pendant cinq ans. En 2008, la commission Attali avait préconisé, sans être suivie, de porter les seuils à vingt salariés pour les DP, et à cent pour les CE.

Si Pierre Gattaz, le président du Medef, a déjà fait savoir à M. Rebsamen qu'un moratoire de trois ans était insuffisant, la Confédération générale des petites et moyennes entreprises a applaudi, en proposant d'inscrire ce sujet à l'ordre du jour de la conférence sociale des 7 et 8 juillet. Une conférence qui est déjà supposée donner le coup d'envoi à une négociation nationale, prévue depuis de long mois, mais qui accuse un sérieux retard, sur la « modernisation du dialogue social ». Côté syndicats, seul Philippe Louis, le président de la CFTC, s'est montré ouvert. Il *« n'est pas contre un moratoire d'un ou deux ans »* pour mesurer l'impact sur l'emploi, mais ensuite, ajoute-t-il, il faut revenir aux seuils actuels.

A la veille de son congrès confédéral – du 2 au 6 juin –, la CFDT a jugé l'initiative de M. Rebsamen *« déplorable ». « C'est plus qu'une maladresse, c'est une faute »*, a déclaré au *Monde* son secrétaire général, Laurent Berger. Reprochant au ministre du travail de dire aux partenaires sociaux ce qu'ils doivent faire avant le début de la négociation, M. Berger ajoute : *« Si le patronat veut juste régler des problèmes de tuyauterie, comme les seuils sociaux, alors il n'y aura pas de discussions. »*

« Une bêtise »

Thierry Lepaon, le secrétaire général de la CGT, se montre encore plus sévère. Ce serait, a-t-il dit, *« une bêtise ». « François Hollande, Manuel Valls et François Rebsamen n'ont à la bouche que le dialogue social et les accords d'entreprise*, a-t-il ironisé, *mais, dès que le Medef aboie sur la question des seuils, ils proposent un moratoire. »* Pour M. Lepaon, c'est *« considérer que les représentants du personnel, les droits des salariés, le syndicalisme sont un frein au développement de l'entreprise, alors qu'au contraire c'est une chance »*.

Force ouvrière, dans un communiqué, a jugé *« inacceptable »* l'idée d'un moratoire de trois ans. *« Alors que seuls les employeurs sont entendus* [CICE, pacte de responsabilité], affirme FO, *comment peut-on prétendre fragiliser les salariés en leur déniant le droit à une représentation collective, simplement pour voir si cela est créateur d'emplois ? »* *« Réservé »*, Luc Bérille, secrétaire général de l'UNSA, estime qu'un tel gel sur tout le territoire *« ressemble plus à une généralisation qu'à une expérimentation »*. A peine ressorti, le serpent de mer a toutes les chances de devoir retourner dans son nid. ■

Michel Noblecourt

Le succès de la cigarette électronique, casse-tête pour les autorités sanitaires

Les études contradictoires se succèdent, alors qu'une réglementation est attendue en juin

Signe que la société les a adoptés, les termes « cigarette électronique », « vapoter », « vapoteur », viennent de faire leur entrée dans les dictionnaires Larousse et Robert, édition 2015. Vapoter, pour le Larousse, c'est *« l'action de fumer une cigarette électronique »*, mais pour Brice Lepoutre, président de l'Aiduce, association d'utilisateurs, *« vapoter n'est pas fumer »*. Même dans la définition des termes, le sujet fait débat.

Pour les autorités sanitaires, le sujet est un dilemme, voire un casse-tête. A la veille de la journée mondiale sans tabac, samedi 31 mai, les études contradictoires sur l'efficacité de l'e-cigarette comme outil de sevrage comme sur son innocuité se succèdent. D'autres sont attendues.

« De nouvelles études sont attendues, notamment auprès des jeunes. Pour l'instant, nous manquons encore de recul pour pouvoir avancer un message clair », estime François Beck, le nouveau directeur de l'Observatoire français des drogues et des toxicomanies (OFDT). Les pouvoirs publics se sont pourtant engagés à réglementer la e-cigarette en juin. Et une directive européenne sur les produits du tabac doit être transcrite en droit français avant 2016.

Le dilemme : éviter que la cigarette électronique ne soit une porte d'entrée dans le tabagisme. Sans trop en faire cependant car elle est devenue un moyen d'arrêter de fumer. A quoi s'ajoute la peur d'inciter à consommer un produit qui pourrait comporter des risques.

Aujourd'hui, 1,5 million de Français utilisent quotidiennement la e-cigarette. Et près de 10 millions l'avaient testée au moins une fois fin 2013, selon l'OFDT. Lorsqu'elle est arrivée sur le marché français en 2010, personne n'avait misé sur un tel engouement.

Alors que le ministère de la santé doit présenter d'ici quelques semaines, sur demande de François Hollande, un plan national de réduction du tabagisme, le Haut conseil de la santé publique (HCSP) a rendu, mercredi 28 mai, un avis qui a donné lieu à d'intenses débats. Au final, l'instance prend acte que la cigarette électronique *« se veut »* une alternative au tabac. Elle doit donc être considérée comme *« un outil de réduction des risques du tabagisme »*. Car celui qui vapote est *« moins exposé aux goudrons, aux carcinogènes et autres produits toxiques du tabac »*. Les risques liés à la cigarette électronique étant, de l'avis unanime, moins grands que ceux liés au tabac, qui tue 73 000 personnes chaque année en France.



1,5 million de Français utilisent quotidiennement la cigarette électronique. ANDREW BUTTON/GETTY IMAGES/AFP

Mais au vu de son analyse de la littérature internationale, le HCSP conclut, pour l'instant, qu'il n'y a *« pas d'efficacité significativement plus importante par rapport aux substituts nicotiniques »*. Selon l'OFDT, plus de la moitié des personnes interrogées fument et vapotent à la fois, devenant ce que le HCSP appelle des *« vapofumeurs »*. Un point qui fait largement débat : nombre de vapoteurs souhaitent arrêter de fumer, les ventes de tabac ont reculé de 6,2 % en 2013, et la baisse se poursuit en 2014.

Dans un courrier, jeudi 29 mai, plus de 50 médecins et experts faisant autorité, originaires de 15 pays, demandent à l'Organisation mondiale de la santé (OMS) d'encourager la cigarette électronique

> L'interdiction de fumer dans les lieux publics doit être inscrite dans la loi de santé, dont le détail sera annoncé le 17 juin

plutôt que de chercher à la réprimer. Le professeur Bertrand Dautzenberg, président de l'Office français de prévention du tabagisme, voit là lui aussi un moyen de lancer la guerre au tabac.

Pour autant, le HCSP relève aussi un risque de la *« renormalisation »* du tabagisme et de l'usage de nicotine sous toutes ses formes. Un risque d'autant plus grand que l'industrie du tabac est très active désormais sur ce produit, et que ses capacités d'influence, notamment auprès des jeunes, sont connues.

Le ministère de la santé a, avec cet avis, de quoi se réjouir : invitant les établissements publics à réglementer pour interdire le vapotage, il va dans le sens de la ligne prise par Marisol Touraine en 2013, qui avait annoncé son intention d'interdire la e-cigarette aux mineurs ou encore dans les lieux publics, tout en reconnaissant son intérêt pour le sevrage.

Un an après, la vente aux mineurs a d'ores et déjà été proscrite, dans la loi Hamon. L'interdiction de fumer dans les lieux publics doit, elle, être inscrite dans la loi de santé publique, dont le détail sera annoncé le 17 juin, et dans laquelle il est prévu d'*« interdire le vapotage selon les mêmes règles que celles des produits du tabac »*. La riposte ne se fera sans doute pas longtemps attendre. Les utilisateurs, vendeurs et fabricants sont de plus en plus actifs à vanter les mérites de l'objet. Des chaînes de magasins s'impliquent par exemple fort opportunément dans la journée mondiale sans tabac en offrant des e-cigarettes.

C'est sans doute une difficulté supplémentaire dans l'équation à résoudre. C'est une fois que le phénomène et ses acteurs se sont profondément installés, que les pouvoirs publics se mettent à réglementer. A la Fédération addiction, qui regroupe les professionnels de la santé, on s'inquiète ainsi du poids croissant des acteurs économiques, et de leurs techniques marketing bien rodées pour vanter les produits addictifs.

Mais on voit au moins un point sur lequel les autorités doivent s'appuyer. *« La réduction des risques part toujours des savoir-faire des usagers, ceux qui utilisent et expérimentent un produit. La e-cigarette a donc son intérêt, puisqu'elle part du consommateur et va vers le discours du professionnel, et pas l'inverse »*, relève Jean-Pierre Couteron, son président. Mais il juge qu'il est grand temps que des outils et conseils fiables soient avancés par les pouvoirs publics. ■

LAETITIA CLAVREUL ET PASCALE SANTI

Des interdictions à géométrie variable

Alors que plusieurs pays européens l'ont déjà interdite, la cigarette électronique reste très peu encadrée en France, où elle est considérée comme un simple produit de consommation courante. Le 30 avril, la ministre de la santé, Marisol Touraine, a exprimé sa volonté de l'interdire dans certains lieux publics. Pour l'heure, les autorités, publiques ou privées, doivent prendre un arrêté spécifique si elles souhaitent interdire le vapotage. L'Association internationale du transport aérien l'a fait pour les aéroports et les avions, la SNCF dans les gares et dans les trains, tout comme la RATP. Selon le professeur Bertrand Dautzenberg, spécialiste de la question, *« la moitié des hôpitaux interdiraient son utilisation »*. En prison, les détenus peuvent fumer des cigarettes, mais semblent généralement privés de leur équivalent électronique. En entreprise, les employeurs doivent, s'ils veulent interdire le vapotage, le préciser dans le règlement intérieur.

Front national : le sondage sur les européennes qui alerte les syndicats

Selon l'IFOP, le vote lepéniste atteint le record de 25 % dans les milieux syndicaux

C'est une enquête en forme de cri d'alarme pour les syndicats. Selon un sondage de l'IFOP, réalisé le 25 mai auprès d'un échantillon de 3 373 personnes, et publié par *L'Humanité* du 28 mai, le vote en faveur du Front national aux élections européennes a gagné du terrain dans tous les syndicats, par rapport à la présidentielle de 2012.

Le premier constat est relativement rassurant pour les centrales : si 30 % des salariés ont voté pour le FN (64 % se sont abstenus), ils sont 25 % chez les salariés proches d'un syndicat contre 34 % pour ceux qui n'affichent aucune proximité syndicale. Mais dans le détail, les choses ne sont pas aussi simples : l'extrême droite a recueilli 33 % chez les salariés proches de FO, 29 % chez les sympathisants d'un autre syndicat (CFTC, CFE-CGC ou UNSA), 22 % chez ceux de la CGT, 17 % chez ceux de la CFDT et – plus surprenant encore – 27 % chez les sympathisants de Solidaires, syndicat plutôt proche de l'extrême gauche et du Front de gauche.

A la CGT, qui a lancé, en janvier, une campagne commune avec la FSU et Solidaires, contre les idées du FN, le vote lepéniste progresse : il est passé de 16 % à la présidentielle de 2012 à 22 %. Chez les sympathisants de cette centrale (52 % d'abstentions), c'est sans surprise le Front de gauche qui est arrivé en tête (30 %), les listes du Parti socialiste et du Parti radical de gauche (PRG) obtenant 19 % et celles de l'extrême gauche 5 %. Chez les sympathisants de Solidaires, où 57 % se sont abstenus, le PS arrive, avec 19 %, juste derrière le FN et devant le Front de gauche et Europe Ecologie-Les Verts qui sont à égalité à 17 %, l'extrême gauche n'obtenant que 2 %.

Chez les sympathisants de Force ouvrière, centrale politiquement très hétérogène, l'abstention monte à 61 % – un record –, les listes PS-PRG obtiennent 15 %, devant EELV (13 %), le Front de gauche (11 %), l'UMP (8 %) et l'extrême gauche (5 %). C'est la CFDT qui résiste le mieux à la vague FN – ses sympathisants ayant voté à 17 % pour les listes de Marine Le Pen – et c'est aussi celle où on s'est le moins abstenu (45 %). Chez ceux qui affichent une proximité syndicale avec la CFDT, les listes PS-PRG arrivent nettement en tête avec 29 %, celles de l'UDI et du MoDem obtenant 16 % devant EELV (9 %) et l'UMP, tous les deux à 9 %, loin devant le Front de gauche (3 %).

« Pas une surprise »

Solidaires a vivement réagi à la publication de ce sondage en demandant *« des informations complémentaires sur une méthodologie qui à l'évidence est source de marges d'erreur phénoménales »*. Pour le syndicat, qui tient son congrès à partir du lundi 2 juin à Dunkerque (Nord) – en même temps que la CFDT à Marseille – *« le combat contre l'extrême droite est une chose sérieuse* (…). *Balancer dans la nature des chiffres fantaisistes n'aide pas celles et ceux qui mènent ce combat »*.

A la CGT, on ne cache pas une réelle inquiétude en notant que, *« même si ce n'est pas une surprise, on ne peut se satisfaire du score du vote FN »*. Thierry Lepaon a annoncé à l'AFP une journée de grève et de manifestations le 26 juin *« en riposte »* au résultat des élections européennes et avant la conférence sociale des 7 et 8 juillet. Selon le secrétaire général de la CGT, *« il y a deux sorties de crise possible, celle brutale où nous mènent la droite, le Front national et aussi parfois le gouvernement, et une sortie de crise progressiste sur laquelle nous travaillons »*. Le 26 juin, la CGT risque de se retrouver bien seule… ■

M. N.

JUSTICE

Violences sexuelles sur mineurs : le Sénat allonge la prescription

Le Sénat a adopté, mercredi 28 mai, en première lecture une proposition de loi UDI qui porte à vingt ans et trente ans – selon la nature des faits – le délai de prescription pour les violences sexuelles commises sur des mineurs. Le texte des sénatrices UDI Muguette Dini et Chantal Jouanno prévoyait au départ de faire courir le délai de prescription à partir du moment où la victime était en mesure de déposer plainte. Les amendements du socialiste Philippe Kaltenbach, qui allongent de dix ans le délai de prescription, ont finalement fait consensus. ■ EMELINE CAZI

Affaire Tapie : sorti de garde à vue, Claude Guéant sera convoqué ultérieurement par un juge

La garde à vue de l'ancien ministre de l'intérieur Claude Guéant a été levée, mercredi 28 mai. Il pourrait être convoqué ultérieurement par les juges d'instruction qui enquêtent sur l'arbitrage controversé dont a bénéficié Bernard Tapie. – *(AFP.)*

Elections **M. Cazeneuve exclut une loi sur le droit de vote des étrangers**

Invité de l'émission « Questions d'info » sur LCP-France Info-*Le Monde*-AFP, le ministre de l'intérieur, Bernard Cazeneuve, a jugé, mercredi 28 mai, que, faute de *« majorité constitutionnelle »*, *« ce n'est pas la peine »* de présenter au Parlement un texte sur le droit de vote des étrangers non communautaires aux élections locales, l'une des promesses de campagne de François Hollande en 2012.

Affaire Bygmalion **Jean-François Copé reconnaît des irrégularités autour de la campagne de Sarkozy**

Jean-François Copé a affirmé que l'UMP avait *« très vraisemblablement réglé des factures qu'elle n'aurait pas dû honorer »* et qui incombaient à la campagne de Nicolas Sarkozy en 2012. Le président déchu du parti livre ses explications dans une lettre aux adhérents, diffusée mercredi 28 mai. Il accrédite les témoignages de l'avocat de Bygmalion puis de son ex-bras droit Jérôme Lavrilleux.

Immigration **A Calais, les migrants autorisés à passer la nuit sur le lieu de distribution des repas**

Les migrants évacués mercredi 28 mai de leurs camps à Calais ont été autorisés à passer la nuit dans le lieu de distribution des repas. Sur 550 migrants dénombrés par la préfecture au cours de cette opération destinée notamment à éradiquer une épidémie de gale, 226 ont accepté un traitement et une cinquantaine ont été volontaires pour prendre une douche. 25 demandeurs d'asile et 2 mineurs ont obtenu un hébergement en dur. – *(AFP.)*

Au lycée, on vapote pour « la mode » ou « les parfums »

Témoignages

Porte d'entrée dans le tabagisme, la cigarette électronique ? C'est le risque que veulent éviter les pouvoirs publics, surtout chez les jeunes. Mais le recul manque pour le mesurer. *« Parmi les utilisateurs récents de la cigarette électronique, les 15-24 ans ne sont que 44 % à le faire chaque jour quand ils sont 67 % chez les 50-75 ans »*, relevait en février l'Observatoire français des drogues et des toxicomanies. Cela renforcerait l'hypothèse selon laquelle les jeunes céderaient à une mode, les plus de 50 ans étant probablement davantage engagés dans une démarche de sevrage.

Publiée le 16 mai par l'association Paris sans tabac, une étude auprès de collégiens et de lycéens de la capitale montre pour sa part une baisse de la consommation de tabac, parallèlement à une explosion de la cigarette électronique.

Au lycée Rodin, dans le 13e arrondissement de Paris, les professeurs semblent démunis face à l'apparition de cet *« engin »*. Certains l'interdisent de manière systématique, que ce soit dans les couloirs ou en classe. D'autres avouent ne pas trop savoir quoi faire, puisque le règlement interne n'a pas encore été modifié. Mais, à la sortie, c'est surtout « vraie » clope au bec que témoignent les lycéens.

Alexandre, 15 ans : *« Au début, j'en ai acheté sans nicotine, goût mangue et Redbull. C'est vraiment moins bien que la cigarette, du coup, je ne m'en sers plus. Je vais sûrement retourner en prendre une avec de la nicotine. Je pensais que ça allait me faire arrêter la clope, mais ça n'a pas vraiment marché. »* Au lycée, raconte-t-il, ils sont peu nombreux à s'être mis à l'e-cigarette : *« En tout cas, je n'ai jamais vu de gens s'y mettre sans qu'ils aient été fumeurs avant. »*

Bérényce, 19 ans : *« J'en avais demandé une à ma mère. Elle a trouvé que c'était une bonne idée. »* De plus en plus de lycéens en ont une, parce qu'ils peuvent ainsi fumer à l'intérieur : *« Ce n'est pas forcément pour arrêter de fumer qu'on en achète, mais quand il pleut ou quand on est chez nous ça évite de sortir. »*

Lola, 17 ans : *« Ça fait une semaine que je vapote. J'ai complètement arrêté les vraies clopes, même si je n'étais pas une grosse fumeuse à la base. J'ai vu mes amis avec et, du coup, j'ai voulu en avoir une, ça fait des économies. »*

Lara, 17 ans : *« Je pense que, pour la majorité des lycéens qui vapotent, c'est une question de mode. Exactement comme la cigarette. Personnellement, je m'y suis vraiment mise pour arrêter de fumer. J'étais à un paquet à 7 euros par jour. »* Depuis qu'elle a commencé à vapoter, elle ne fume plus qu'une ou deux cigarettes par jour.

Yoann, 16 ans : Il s'est mis à la cigarette électronique il y a six mois pour pouvoir fumer chez lui, à l'intérieur. *« Ce n'était pas pour avoir le goût du tabac, mais pour les parfums qui laissent un bon goût dans la bouche, genre piña colada ou fruits rouges. Je fume depuis quatre ans. J'ai essayé d'arrêter ainsi. Ça m'a permis de stopper pendant deux semaines, plus longtemps que ce à quoi je m'attendais. »* ■

CHARLIE DUPLAN

Le Monde
Vendredi 30 mai 2014

Un musée pour Soulages, chercheur de lumière

Loin d'être un mausolée, le bâtiment consacré au peintre dans sa ville, Rodez, met l'accent sur ses expérimentations



Le Musée Soulages au pied de la cathédrale Notre-Dame de Rodez. STÉPHANE GAUTIER/SAGAPHOTO

Arts

Rodez

Parlant du musée qui ouvre ses portes à Rodez le 31 mai et qui porte son nom, Pierre Soulages a souvent dit ces derniers temps qu'il ne voulait pas, surtout pas, d'un « mausolée ». Tout en comprenant ce refus, on avait peine à croire qu'il puisse l'éviter.

Toutes les conditions semblaient remplies : l'hommage de sa ville natale, d'autant plus solennel qu'il est plus tardif, Soulages étant né dans le chef-lieu de l'Aveyron en 1919 ; un emplacement en vue, guère loin de la cathédrale ; une architecture impressionnante de sobriété ; une collection imposante nourrie par deux donations consenties par Pierre et Colette Soulages, l'une de près de 500 pièces en 2005, l'autre de 14 toiles en 2012. S'ajoute à ces facteurs la forte présence de l'artiste dans l'actualité : rétrospective au Musée national d'art moderne en 2009, remarquable exposition de ses œuvres récentes au Musée des beaux-arts de Lyon en 2012. Ces manifestations ont voyagé et une exposition a lieu à New York, jusqu'au 27 juin.

On ne s'attend donc pas à être surpris dès la première salle. Mais Soulages a tenu parole : loin d'avoir le sentiment de pénétrer dans le mausolée du grand homme, on a celui d'entrer dans son atelier, tel qu'il est juste après la fin de la seconde guerre mondiale, quand Soulages vient à Paris, en banlieue d'abord, à Montparnasse, rue Victor-Schœlcher ensuite. Sentiment d'autant plus fort qu'une photo aux dimensions du mur montre le peintre parmi instruments et toiles. Toiles qui sont, pour certaines, accrochées à proximité et qui, pour beaucoup, étaient jusqu'ici méconnues.

Soulages en 1947 ou 1948, c'est donc ceci : des abstractions d'assez grand format rythmées par des mouvements amples, armées de lignes noires entre lesquelles des plans de couleur sont tendus. Les bruns, les ocres, les verts et rouges sombres y dominent, ce qui donne à penser que le cubisme n'est pas étranger à leur genèse. Un cubisme que Soulages n'a pas découvert durant ses études, pour deux raisons. Parce qu'en France, dans les années 1930, les écoles des beaux-arts ignorent ou méprisent le cubisme et parce que Soulages, admis aux Beaux-Arts de Paris en 1938, préfère repartir aussitôt à Rodez plutôt que rester dans ces ateliers dont il comprend instantanément qu'il n'a rien à y apprendre.

Ce qui pose aussitôt une question : comment un jeune peintre qui n'est pas encore familier de l'histoire des avant-gardes parvient-il si directement à cette forme d'abstraction ? Il est devenu habituel d'évoquer à ce propos la part de la préhistoire, parce que Soulages, adolescent, a pratiqué l'archéologie en amateur. Face aux tableaux, cette explication paraît très insuffisante.

Une première conclusion s'impose donc, l'œuvre de Soulages n'est pas aussi connue qu'on le croirait, il reste encore beaucoup à étudier et à comprendre à son propos.

Les interrogations reviennent, plus fortes encore, dans la salle consacrée aux peintures au brou de noix et à la gouache. Cet ensemble suffirait à lui seul à justifier le musée. Entre 1946 et 1948, Soulages exécute des dizaines de travaux sur papier – au moins trois cents, dit-il aujourd'hui. Plus libre sur cette surface que sur la toile, il expérimente le geste et ses traces, les mouvements en boucles, les lignes droites larges qui traversent en oblique la surface, les taches denses ou espacées qui la ponctuent ou la recouvrent. Il ne cherche pas à inventer des signes, encore moins des calligraphies, mais à observer les rapports entre le noir ou le brun et le blanc. Il les module, de la clarté la plus limpide à l'obscurité qui s'amasse. C'est affaire de proportions, de situations dans l'espace, de variations de tous les paramètres du processus.

> Estampes, vitraux, peintures rappellent avec force que l'artiste n'est pas exclusivement le peintre du noir

Chaque peinture propose une modulation différente, une période de recherche intense. Soulages s'aventure dans une direction où, à cette date, bien peu l'ont précédé. Ni les tenants de l'abstraction géométrique ni les surréalistes n'ont porté le geste créateur à ce degré d'épure et de luminosité. Paul Klee l'a fait, peu avant sa mort, mais Soulages, en 1946, connaît-il ces dessins ? C'est peu probable. Il n'est pas anodin que les premiers qui remarquent alors cet inconnu qui se lance dans le vide sont comme lui des expérimentateurs, l'un déjà historique, Francis Picabia, et l'autre pas encore, Hans Hartung.

Cet ensemble est d'autant plus important qu'il résonne jusqu'à la fin du parcours, jusqu'à une dernière salle où sont réunies des œuvres sur papier de toutes les époques, y compris la plus récente, où le noir s'ouvre pour laisser passer l'éclat du blanc. Ces travaux de la dernière décennie, dont des collages qui ne peuvent que surprendre par leur densité, n'ont pas été beaucoup plus montrés que les brous de noix anciens. Or la continuité est flagrante. Créer, pour Soulages, c'est faire naître et vibrer la lumière grâce aux propriétés des matériaux.

Tous les matériaux : ce qui est vrai du miraculeux brou de noix l'est de l'huile, de l'encre, du cuivre et de la pierre lithographique, des verres des vitraux de Conques. Il est d'autant plus aisé de le vérifier que le parcours passe par le cabinet des estampes et ses plaques trouées à l'acide, par un espace consacré aux vitraux et par les salles offertes aux peintures des décennies 1960 et 1970. Elles rappellent avec force que Soulages, en dépit des lieux communs, n'est pas exclusivement le peintre du noir. D'une part, parce que quand il l'est, le blanc de la toile et la lumière ambiante sont déterminants dans la perception que l'œil a de la toile ; d'autre part, simplement, parce que la donation comprend des compositions où des bleus, des ocres ou des rouges s'éclairent ou s'assombrissent à proximité des noirs – et non du noir, car il y en a autant qu'il y a d'expériences tentées au fil du temps.

A quelques heures de l'inauguration, l'un des soucis de Soulages est de savoir quand il en aura enfin fini avec cérémonies et obligations officielles, pour pouvoir enfin revenir dans son atelier travailler. Pas avant juillet, craint-il. Et cette pensée l'agace un peu. ■

PHILIPPE DAGEN

Musée Soulages. Jardin du Foirail, avenue Victor-Hugo, à Rodez. Tél. : 05-65-73-82-60. De septembre à juin, du mardi au vendredi de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures, le week-end de 11 heures à 18 heures. En juillet et août, lundi de 14 heures à 18 heures, du mardi au dimanche de 11 heures à 18 heures. Entrée : de 4 à 7 €.

Le mariage éblouissant des arts et de l'architecture, sur les flancs de Rodez

Architecture

Rodez

Le nouveau Musée Soulages, à Rodez, fait partie des œuvres d'exception en architecture. Un de ces édifices qui convainc et émerveille à toutes les échelles, qu'on le regarde dans le paysage, qu'on en parcoure les espaces, ou qu'on s'attarde sur ses détails.

A l'échelle du paysage, le musée est certes aidé par son emplacement au bord du jardin du Foirail, soit à cinq minutes de la cathédrale. Il est posé à cheval sur la pente qui descend vers la vallée de l'Auterne, ruisseau complice de l'Aveyron, tourné vers le nord, ce qui offre une belle lumière d'atelier. Au bout du jardin, la salle des fêtes, signée par l'agence Emmanuel Nebout, bâtiment loin d'être déshonorant, mais la présence du Musée Soulages accentue ses faiblesses, sa désinvolture urbaine, ses détails bâclés à la française, peut-être par manque de fonds. Du coup, il dessert le musée, qui méritait un voisinage mieux sapé pour l'accompagner à ce mariage éblouissant des arts et de l'architecture.

A l'affût de la lumière, la peinture de Soulages est à la fois immobile et vivante. Le musée, dirait-on, a repris la recette. Pas de noir, mais l'ocre-rouge de la rouille, celui de l'acier Corten, sur tous les éléments de ce jeu de volumes à la fois irréguliers et savamment géométriques, à l'exception des ouvertures vitrées, en retrait. Le matériau et sa couleur sombre donnent un caractère intemporel aux édifices qu'ils recouvrent, à la fois noble et pauvre.

Les architectes de l'agence RCR, initiales qui cachent Rafael Aranda, Carme Pigem et Ramon Vilalta, venus de la ville d'Olot, près de Barcelone, en Espagne, forment une équipe soudée et constante dans la qualité de ses œuvres, toujours radicales dans leur conception générale comme dans leur forme. L'Espagne des quinze dernières années a été riche en profils similaires. Mais Rodez est tombée là sur un très bon cru lors du concours de 2007.

Détails soignés

L'aspect extérieur du bâtiment, à l'image de l'acier Corten, est à la fois accueillant et rigide, comme un bastion à l'entrée de la ville. L'intérieur, où les détails ont été particulièrement soignés, révèle des espaces en strates tour à tour verticales et horizontales. Les ruptures verticales définissent les espaces muséaux et les salles d'exposition. Les couches horizontales permettent de séparer les zones de travail, la conservation, la documentation, les réserves, les zones consacrées aux enfants, à l'accueil, sans qu'aucun de ces espaces soit semblable à un autre.

On est, si l'on peut dire, à l'opposé d'un bâtiment « Beaux-Arts », rien ici ne relevant de l'apparat ni de l'espace résiduel. Tout, dans cette architecture musicale, vibrante comme un unique accord, est fait pour être entendu. Comme pour compenser cette belle régularité, le musée s'invente cependant des circulations à surprises. On ne trouve pas si aisément les escaliers et les ascenseurs, moins encore les portes cachées qui permettent de traverser l'édifice dans son épaisseur ou d'accéder aux réserves.

On jurerait que le Musée Soulages a de tout temps existé dans ce coin de Rodez, et que l'édifice et l'œuvre de l'artiste se sont naturellement rencontrés. L'architecture répond au paysage, elle dialogue aussi avec l'étrange façade occidentale de la cathédrale, fortifiée et muette. Au nord, l'emplacement en bord de pente du musée annonce à son tour la ville comme une forteresse, tandis que, au sud, le bâtiment se tapit comme un gros chien le long du jardin du Foirail.

Sauf le respect dû à la cuisine de l'Aubrac, on dirait volontiers que le restaurant de Michel Bras – triple étoile Michelin à Laguiole et seule autre institution invitée à s'installer dans les lieux – occupe la tête du chien, séparée du musée par une faille paysagère. Michel Bras et son fils Sébastien se proposent d'introduire le « bien manger » au musée, répondant en cela au connaisseur gastronomique qu'est Pierre Soulages. Seule touche de regret, le restaurant n'est pas très confortable, comme si l'on avait oublié de retirer le collier clouté de la bête. ■

FRÉDÉRIC EDELMANN

Molière contre l'apathie des trentenaires

A Dijon, au festival Théâtre en mai, une adaptation rageuse de « L'Avare »

Théâtre

Dijon
Envoyée spéciale



Un « Avare » contemporain revisité par PeterLicht et mis en scène par Catherine Umbdenstock. V. ARBELET

En voilà un qui n'est pas superstitieux. Benoît Lambert, le directeur du Centre dramatique national de Dijon, a invité treize jeunes compagnies à Théâtre en mai, le festival qui se tient jusqu'au 1er juin et fête allègrement ses 25 ans. Quand il a été créé, par François Le Pillouer, ce festival a ouvert une voie, en donnant à des metteurs en scène la possibilité de se faire connaître, et reconnaître par l'institution. Aujourd'hui, on ne compte plus les festivals consacrés à l'émergence, et l'état d'esprit a changé, comme l'explique Benoît Lambert (42 ans) : *« Ma génération a eu une double injonction, politique et esthétique : vous ne ferez pas mieux que nous, nous disaient en substance nos prédécesseurs. »*

Les nouveaux venus, eux, ne s'encombrent pas : *« Fuck le vieux »*, pouvait-on lire sur le ventre d'une comédienne, à Dijon, lundi 26 mai. Il faut dire qu'elle jouait dans un spectacle qui valait le déplacement : *L'Avare : un portrait de famille en ce début de 3e millénaire.*

Cet *Avare* a une double origine : française, avec son auteur historique, Molière, et allemande avec son auteur contemporain, PeterLicht. Comme on s'en doute, PeterLicht est le pseudonyme d'un activiste qui a décidé de vivre masqué, sinon caché. Il ne donne pas d'indications sur sa biographie, vit à Cologne, compose de la musique, dessine et écrit, en privilégiant des thèmes dont témoignent les titres de deux de ses albums, *Chants de la fin du capitalisme*, et *Mélancolie et société*. En 2010, le Théâtre Gorki, qui est le plus vivant de Berlin, actuellement, a présenté sa pièce, *Der Geizige*, soit *L'Avare*, d'après Molière. C'est cette pièce que nous fait découvrir Catherine Umbdenstock, une Alsacienne de 31 ans qui mérite d'être connue.

Après avoir étudié le théâtre en France, Catherine Umbdenstock est allée l'apprendre à Berlin, où elle a suivi les cours de la célèbre école Ernst Busch. Quand elle en est sortie, en 2012, on lui a demandé quel pays elle allait choisir. *« Aucun,* a-t-elle répondu, *je veux travailler entre les deux. »* Elle a alors fondé une compagnie, Epik Hotel, qui réunit des Allemands et des Français. Dans *L'Avare,* Marianne est jouée par Charlotte Krenz, dont la très légère pointe d'accent donne encore plus de relief au poème d'amour que lui dit Cléante : *« Marianne, tu es la liberté, tu es belle. »* Evidemment, quand PeterLicht s'adresse ainsi à Marianne, ce n'est pas seulement à l'amoureuse de Molière, mais aussi à la figure de la liberté qu'il rend hommage.

Car il en veut, de la liberté, cet auteur-là. Et pas qu'un peu. Il réclame la révolution, et fait la sienne en réécrivant un classique qui lui permet de s'adresser directement à la nouvelle génération : mais que faites-vous donc là, sans bouger, au lieu de tout faire péter ?, leur dit-il, en résumé. Et encore, ce « tout faire péter » est poli. PeterLicht manie l'insulte et le langage grossier avec un appétit rageur.

Il n'est pas tendre avec les trentenaires du XXIe siècle, dont il dénonce l'apathie. Il les décrit en train de squatter la maison d'Harpagon et de se livrer à des occupations pubertaires, tout en hurlant que ça ne va pas du tout, que l'argent est fait pour circuler, et que *« le vieux »* doit leur en donner, parce qu'ils veulent *« faire leur vie »*.

Mais « faire leur vie », c'est quoi ? Ils ne le savent pas. En revanche, ils savent qu'ils sont jeunes, et que ça ne durera pas. Ils pourraient se révolter, et sans doute en ont-ils envie. Mais ils ne trouvent pas ce qui pourrait fédérer leur révolte. Alors, ils attendent. Régulièrement, Cléante va demander de l'argent à son père. Il revient à chaque fois en disant qu'il n'en a pas obtenu. Et rien ne change, sinon que, au fil du temps, le petit groupe, qui était soudé, se délite…

> Catherine Umbdenstock a féminisé « L'Avare », en faisant jouer Valère par une comédienne

Cette vacuité est particulièrement à l'œuvre dans le spectacle de Catherine Umbdenstock, qui a apporté quelques modifications à la pièce de PeterLicht, avec son accord. Elle a ainsi enlevé le personnage d'Harpagon, à qui les jeunes gens s'adressent sans qu'on le voie, parce qu'*« en rendant invisible Harpagon, on rend notre ennemi invisible. C'est peut-être nous, cet ennemi »*.

Catherine Umbdenstock a également féminisé *L'Avare*, en faisant jouer Valère par une comédienne. C'est celle qui porte, écrit sur son ventre, *« Fuck le vieux »*. Comme les autres, elle joue sur une corde raide, dans un spectacle où les réactions du public sont importantes.

Lundi 26 mai, il y avait des scolaires dans la salle. Il fallait introduire un peu de pédagogie, ce qui n'était pas gagné, ni sur le fond ni sur la forme, qui réinvente, sans le savoir, l'esthétique décomplexée des années 1970. Du coup, il y eut un certain nombre de moments creux, pendant lesquels on se demandait à quoi tout cela pouvait bien mener. On l'a su quand on eut quitté la salle : un sentiment nous poursuivait, il aurait pu s'appeler « Mélancolie et société ». ■

Brigitte Salino

Théâtre en mai, dans divers lieux de Dijon. Billetterie : parvis Saint-Jean, rue Danton. Tél. : 03-80-30-12-12. Jusqu'au 1er juin. tdb-cdn.com.

Epargné par le sort, Lee Fields met en chansons les tragédies ordinaires

Le chanteur de soul, en concert à Paris, évoque sa mère dans son album « Emma Jean »

Soul

Tous les chanteurs soul n'ont pas connu une vie remplie de drames, d'excès et autres traversées du désert. A 64 ans, Lee Fields, qui sort le 2 juin son cinquième album, *Emma Jean*, avec le groupe The Expressions, et chantera à la Maroquinerie à Paris le 5, peut regarder son parcours avec sérénité. Depuis ses débuts en 1967 dans sa Caroline du Nord, celui qu'on appelle aussi « Little JB » (le petit James Brown) n'a jamais cessé de faire de la musique et de vivre paisiblement.

Ce qui n'est pas le cas de ses collègues, qui, comme lui, ont rencontré le succès dans les années 2000. Ainsi Charles Bradley, ex-SDF devenu cuisinier pour gagner sa vie, meurtri par l'assassinat de son frère, ne cesse de s'épancher sur ses blessures dans ses chansons publiées chez Daptone Records. Sa collègue de label, Sharon Jones, ancienne surveillante de prison et réchappée du cancer, a l'énergie de celles qui n'ont jamais cessé d'être en colère.

Dans la vie de Lee Fields, rien ne peut expliquer l'intensité de sa voix dans ses dernières chansons, *Just Can't Win* ou *Eye to Eye*, ni la mélancolie de son âme dans *Paralyzed* ou sa reprise de *Magnolia* de J.J. Cale. Marié à la même femme depuis ses 19 ans, père de trois enfants, il a toujours vécu de ses concerts avec son groupe, de ses tournées avec des artistes comme Kool & The Gang ou O.V. Wright. Quand, dans les années 1980, la disco, la pop, la new-wave chassent la soul des hit-parades et des salles de concerts, Lee Fields investit sagement dans l'immobilier plutôt que d'ouvrir une église comme Al Green ou de sombrer dans la drogue comme Sam Moore de Sam & Dave : *« J'ai acheté quelques propriétés,* raconte-t-il, *je touchais les loyers, et, de temps en temps, je donnais des concerts et je pouvais m'occuper de mes enfants. Dans les années 1990, je me suis acheté du matériel pour enregistrer à nouveau de la musique : une console de mixage, un huit-pistes, deux machines DAT. Je voulais remonter un groupe mais les musiciens n'ont pas suivi. Ma femme était furieuse : j'avais dépensé toutes mes économies. »* Mais la roue a fini par tourner : *« Un ami m'a appris à me servir du matériel. Je me suis mis à faire des mixtapes* [des cassettes avec des musiques empruntées sur lesquelles il chantait] *que je distribuais aux discothèques… Les gens sont venus de plus en plus nombreux à mes concerts. »* Et le voilà relancé : il signe chez un label du Mississippi et remonte un groupe – Sharon Jones devient un temps une de ses choristes.

Les producteurs de hip-hop ou de musiques électroniques se mettent à le courtiser. Just Blaze, qui travaille avec Jay-Z et Adele, l'appelle régulièrement pour enregistrer des refrains, le Français Martin Solveig l'embauche en 2006 pour son tube dance *Jealousy*.

> Celui qu'on appelle aussi Little JB (le petit James Brown) n'a jamais cessé de faire de la musique et de vivre paisiblement

Mais c'est avec ses propres albums que Lee Fields connaît un succès critique, notamment le remarquable *Faithful Man*, en 2012. Pour son disque *Emma Jean* (prononcer « imagine »), du nom de sa mère chanteuse de gospel et infirmière de métier, son producteur Leon Michels lui demande d'aller chercher dans ses souvenirs ce qu'il y a de plus personnel : *« La chose la plus grave qui me soit arrivée,* avoue finalement Lee Fields, *c'est le décès de ma mère, pourtant survenu quand j'avais 40 ans. C'est un sentiment indescriptible. Ma mère est constamment dans ma tête, j'ai l'impression qu'elle me parle tous les jours. Je ne peux plus lui offrir de bouquets de fleurs, alors je lui ai offert ce bouquet de chansons. »* ■

Stéphanie Binet

Emma Jean, de Lee Fields. 1 CD Truth & Soul/Differ-ant. En concert le 5 juin à la Maroquinerie, 23, rue Boyer, Paris 20e. Lamaroquinerie.fr

Soirée kitsch à Versailles entre Persée et Kanye West

Parasitée par une fête privée people, l'ouverture, avec Lully, du festival Les Voix royales, a déçu

Opéra

Il y avait de quoi avoir la perruque à l'envers, vendredi 23 mai, jour d'ouverture du festival Les Voix royales à Versailles (Yvelines). Allez savoir pourquoi, la programmation, annoncée sur la thématique « Haendel à Rome », débutait avec *Persée,* une tragédie lyrique de… Lully ! Certes, figurent également au programme de cette manifestation le *Didon et Enée* de Purcell et *Les Sept Dernières Paroles du Christ en croix* de Haydn… Mais le reste est bien de Haendel – *Le Messie, Belshazzar, Amadigi, Dixit Dominus*, etc.

Le plus difficile était cependant, ce soir-là, pour les spectateurs de réussir à accéder à l'Opéra royal. Un chemin de barrières métalliques jusqu'au milieu de la place d'armes, une bordée de vigiles à oreillettes et lunettes noires, rendaient impénétrable la voie menant à la cour royale. Seul pouvait y circuler un cortège de grosses cylindrées aux vitres teintées. Ordre nous fut intimé de passer par l'extérieur et de rejoindre l'entrée de la rue des Réservoirs. Sur les pavés, des chevaux caparaçonnés semblaient attendre une joute. Celle-ci était amoureuse : le château et ses jardins, nous dit-on, avaient été réservés par la star du rap américain Kanye West et sa future épouse, la vedette de téléréalité Kim Kardashian. Le couple avait organisé à Versailles une fête en costumes d'époque, avant de s'envoler dans un jet privé pour Florence où devait être célébré le mariage en bonne et due forme le lendemain, au Forte Belvedere, sur la colline Boboli.

> Dans le public, on glousse aux poses efféminées des messieurs en collants de velours

Versailles en a vu d'autres, mais les consignes sont strictes. Rester groupés et éteindre les téléphones portables – ce qui n'empêchera pas l'un deux de sonner au milieu d'un des multiples combats de Persée à la conquête d'Andromède, contre Méduse, dont il coupe la tête dans son sommeil, contre le monstre marin envoyé par Junon, contre un rival jaloux et son armée. Persée vaincra grâce aux « médusants » pouvoirs de Méduse dont la tête continue à pétrifier jusqu'après la mort.

Créé le 18 avril 1862 à l'Académie royale de musique, à Paris, dix-huit jours avant l'installation du roi et de sa cour à Versailles, l'opéra offre la figure héroïque de Persée qui évoque, ainsi que l'indique la dédicace de Lully, celle de Louis XIV, souverain que menacent *« Méduse et ses Gorgones »*, à savoir la triple alliance menée contre Louis XIV par le prince d'Orange (les Provinces-Unies, la Suède et l'Empereur), à laquelle viendra bientôt se joindre le « monstre » menaçant qu'est l'Espagne, qui s'y rallie en mai de la même année.

Le plus grand danger vient aujourd'hui de Toronto, où l'Opera Atelier a conçu en 2000 cette production à succès, dont la reprise en 2004 sous la direction d'Hervé Niquet a fait l'objet d'un DVD publié chez EuroArts.

A mille lieues du faste austère des mises en scène à la française, ce *Persée* au sirop d'érable a les ingrédients énergétiques d'une comédie musicale. Costumes d'époque somptueux et colorés, accessoires réalistes frisant la gaudriole (la tête farces et attrapes de Méduse au revers d'un bouclier), gestuelle « baroque » franchement outrée, tout semble indiquer que la tragédie lyrique de Lully est une vaste plaisanterie.

Dans le public, on glousse aux poses efféminées des messieurs en collants de velours dont l'on peut admirer à son aise les culs avenants. La scène de Méduse et ses Gorgones, très *queer*, est parmi les plus réussies. Chanteurs, femmes et hommes, ont des physiques de danseurs et d'acteurs. Reste la musique.

Voix plutôt laides ou mal dégrossies, prosodie hasardeuse, la part audible du spectacle est la partie faible, ne seraient les musiciens du Tafelmusik Baroque Orchestra et le chœur Les Cris de Paris, seul élément français du spectacle mis en scène par Marshall Pynkoski et adroitement chorégraphié par son épouse, Jeannette Lajeunesse-Zingg. A la sortie, le coup d'œil dans les jardins rassure : il n'y a pas qu'à l'intérieur que le spectacle frise le kitsch et le ridicule. ■

Marie-Aude Roux

Festival Les Voix royales : Haendel à Rome. Château de Versailles, place d'Armes, Versailles (Yvelines). Du 23 mai au 8 juillet. Tél. : 01-30-83-78-89. De 35 € à 298 €. Chateauversailles-spectacles.fr



Le Monde
Vendredi 30 mai 2014

Montpellier exile son Musée de l'histoire de la France et de l'Algérie

Le président de l'agglomération, M. Saurel, préfère installer de l'art contemporain dans un hôtel particulier du centre-ville, au grand dam des historiens associés à ce projet prévu pour 2015

« *Un gâchis intellectuel, financier et politique* » : les membres du conseil scientifique du Musée de l'histoire de la France et de l'Algérie, qui devait ouvrir en 2015 à Montpellier, ne cache pas leur colère face à la décision du nouveau maire et président de la communauté montpelliéraine d'agglomération, Philippe Saurel, de mettre fin au projet.

A peine élu, ce socialiste dissident, ancien fidèle de Georges Frêche et ex-adjoint à la culture de la maire sortante, Hélène Mandroux, a décidé d'annuler l'installation du musée prévue dans l'hôtel Montcalm, un bel édifice du XIXe siècle en plein centre-ville, et de transformer le lieu en centre d'art contemporain. Ce choix devrait être entériné à l'issue d'un vote du conseil d'agglomération prévu le 19 juin.

C'est par la presse locale que Philippe Saurel a annoncé, le 14 mai, cet abandon. Ni l'équipe de la conservatrice Florence Hudowicz ni le conseil scientifique composé d'universitaires et d'historiens français (parmi lesquels Marc Ferro, Benjamin Stora, Jean-Robert Henry), algériens (Ahmed Mahiou, Ahmed Djebbar) et français d'Algérie (Georges Morin), n'ont été consultés.

Dans une lettre ouverte au maire, datée du 16 mai, le conseil scientifique fustige ce procédé « *abrupt et improvisé* » et pointe le « *gâchis que représente l'enterrement d'un projet sans équivalent en France* ». Une pétition, lancée il y a quelques jours pour s'opposer à la décision du maire, a déjà recueilli 1 800 signatures.

« *J'ai pris mes responsabilités* », plaide Philippe Saurel, qui met en avant l'absence de label délivré à ce projet « *aussi bien par Frédéric Mitterrand que par Aurélie Filippetti* ». En réalité, le ministère de la culture devait examiner cet automne l'obtention du label « Musée de France ». « *Cela fait douze ans que ça dure,* poursuit l'élu, *et on n'en voit pas le bout. Au-delà de la façade crépie de neuf, à l'intérieur, tout est dans le même état qu'en 2010. Il n'y a que 2 ou 3 millions qui ont été dépensés pour les collections, le reste concerne les travaux, et cela me permet de faire une belle opération immobilière* », assume-t-il.



L'hôtel Montcalm, à Montpellier, qui devait accueillir le Musée de l'histoire de la France et de l'Algérie. DR

L'histoire de ce musée remonte à 2002 lorsque Georges Frêche, président de la communauté d'agglomération de Montpellier, décide de créer un « *musée de l'histoire de la France en Algérie* ». « *Il avait cédé au lobby des rapatriés qui voulaient faire un lieu à la gloire de l'Algérie française* », explique Georges Morin. En 2010, son successeur, Jean-Pierre Moure, choisit de nommer une conservatrice, de solliciter des historiens et de réorienter le projet en rebaptisant le musée « histoire de la France et de l'Algérie ». « *Il s'agissait d'élargir la problématique initiale, de tout mettre sur la table afin de prendre en compte toutes les mémoires* », insiste M. Morin. Deux ans de travaux scientifiques et d'aménagement, trois mille pièces rassemblées, trois millions d'euros déboursés pour l'achat de tableaux, de photographies et d'objets, des prêts calés avec le Musée du quai Branly et le MuCEM, une exposition permanente en cours d'élaboration et une première exposition temporaire (« L'Algérie et la France au miroir de la Grande Guerre »), labellisée par la Mission du centenaire : le musée semblait sur les rails. Sur le blog qu'il tenait pendant la campagne des municipales, Philippe Saurel s'était dit favorable au projet : « *J'estime qu'en histoire il n'y a rien de pire que le non-dit.* »

> « Je ne marcherai pas sur la mémoire des Français d'Algérie »
> **Philippe Saurel**
> maire de Montpellier

Pourquoi ce revirement ? Un membre du conseil scientifique du musée, qui ne veut pas être cité, y voit un effet Front national. « *La victoire de Ménard à Béziers a terrorisé tout le monde dans la région. Pour avoir la paix, on refuse de regarder l'histoire en face.* » Un autre évoque « *un retour de la politique clientéliste à la Georges Frêche* » et la pression des associations de rapatriés. « *Les pieds-noirs ont bien compris que ce projet était vicié depuis l'origine* », finit par lâcher le maire qui qualifie le dossier d'« *extrêmement polémique* ». Et ajoute : « *Je ne marcherai pas sur la mémoire des Français d'Algérie. Le projet a changé d'âme le jour où Frêche est mort ; il est devenu moins chargé de sens, plus historique et plus général.* »

Benjamin Stora ne décolère pas : « *La France ne veut pas entendre parler d'une présence culturelle algérienne, c'est inouï.* » Pour ce spécialiste du Maghreb et des guerres de décolonisation, « *les élus municipaux anticipent d'éventuelles réactions non consensuelles, il y a comme une forme de peur* ».

Philippe Saurel fait remarquer que sa décision de stopper le musée « *n'a soulevé aucune protestation, ni des associations ni des élus des communes de l'agglomération, mais seulement du conseil scientifique. Que vaut-il mieux pour un centre-ville : un centre d'art contemporain capable d'attirer 800 000 visiteurs par an ou un musée de l'Algérie qui aura cinq visiteurs par jour ? J'ai été élu pour gouverner, je gouverne.* »

Pour son projet alternatif, M. Saurel envisage de passer une convention avec le fonds régional d'art contemporain et de réactiver une ancienne convention avec Beaubourg. Quant au Musée de l'histoire de la France et de l'Algérie, le maire propose de le délocaliser à l'ouest de la ville dans les locaux désertés du Musée de l'infanterie. ■

Sandrine Blanchard
(avec Isabelle Mandraud)

OSP PUBLICATIONS JUDICIAIRES
01.49.04.01.85 - annonces@osp.fr

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DE LA COUR D'APPEL DE PAU

Par arrêt de la Chambre des Appels Correctionnels de la Cour d'Appel de PAU en date du 27 mars 2014,
la **S.A. NOVERGIE**
N° SIREN 622-012-748
Tour CB21- 16 place de l'Iris - Courbevoie
92062 PARIS LA DEFENSE
a été déclarée coupable de :
- emploi de travailleur à une activité comportant un risque d'exposition à des agents chimiques cancérogènes, mutagènes ou toxiques pour la reproduction sans respect des règles de prévention, de 2011 à octobre 2011, à Lescar (64),
- emploi de travailleur sans organisation de formation pratique et appropriée en matière de sécurité, de 2011 à octobre 2011, à Lescar (64),
- mise en danger d'autrui par personne morale (risque immédiat de mort ou d'infirmité) par violation manifestement délibérée d'une obligation réglementaire de sécurité ou de prudence, les 28 février 2011 et 16 mai 2011, à Lescar (64) et condamnée à une amende de 75 000 euros.
La Cour a, en outre ordonné :
- la publication de cet arrêt, par extraits, dans les journaux LE MONDE, LA REPUBLIQUE DES PYRENEES et SUD OUEST édition Béarn et Soule, à ses frais, dans les limites du montant de l'amende-encourue.
Pour extrait conforme délivré à Monsieur le Procureur Général sur sa réquisition.
P/ Le Greffier en Chef

INSTANTANÉ MUSIQUE

Au Casino de Paris, Coldplay, de l'intime à l'emphase

GROUPE ABONNÉ des tournées géantes dans des salles de grande capacité et des stades depuis une dizaine d'années, après le succès international des albums *X & Y* (2005) et *Viva la vida* (2008), Coldplay a repris la route fin avril de manière plus modeste. Quelques concerts dans des lieux de belle allure, intimes : l'E-Werk de Cologne, le Kurhaus, centre thermal-casino de Baden Baden, le Beacon Theatre à New York, le Royce Hall, auditorium de l'Université de Californie-Los Angeles...

Des lieux en accord avec la sobriété, les formes ramassées et sinueuses des chansons d'un nouvel album *Ghost Stories* (Parlophone-Warner Music) publié le 19 mai.

Pour son seul passage en France de la saison pour le moment, le groupe britannique était au Casino de Paris, mercredi 28 mai. Avec un répertoire qui met sur scène sept des neuf nouvelles chansons. Parmi lesquelles *Magic*, au minimalisme fort bien mené tout comme *Ink*, *True Love* ou *Midnight*, probablement le passage le plus prenant de la soirée.

Autant de moments rêveurs, en retrouvailles avec un aspect expérimental – effets sonores soignés et discrets – qui reste le plus intéressant chez le groupe. Car Coldplay, c'est aussi des chansons pop à emphase héroïque, souvent construites sur un ostinato de piano, une montée en volume et des refrains qui appellent du « *ho-ho-ho-ho* » en chœur. Les hymnes un peu interchangeables *Clocks*, *Fix You*, *Viva la vida*, *Paradise* ou *Charlie Brown* sont accueillis avec joie par le public. Efficace, mais on est en droit de se montrer déçu que le groupe n'ait pas joué franchement la carte du concert cocon, en trouvant dans son répertoire ancien plus de liens avec son propos actuel. La simplicité de *Green Eyes* (2002) en aura été le seul exemple. ■

Sylvain Siclier

Moteurs Volkswagen a conçu un monospace élégant pour une clientèle familiale

Avec le Sportsvan, la Golf prend de la hauteur

Depuis quatre décennies, Volkswagen tient, avec sa Golf, une pépite enviée par la plupart des grands constructeurs. Vendues à plus de trente millions d'exemplaires, les générations successives de cette berline compacte font un tabac à peu près partout dans le monde.

Apparue en 2004, la Golf Plus, déclinaison monospace du célèbre modèle, a connu une carrière plus contrastée, notamment sur le marché français. Même si le constructeur de Wolfsburg en a écoulé plus de 900 000 exemplaires à travers la planète depuis dix ans, cette Golf haute sur pattes n'a pas réussi, en France, à inquiéter outre mesure le Renault Scénic, modèle précurseur de cette catégorie.

Sur ce segment des monospaces compacts qui tient encore le choc en dépit de la mode des SUV, Volkswagen n'a pas abandonné le combat. Entre la Golf, berline compacte (4,25 m) et le Touran, monospace tutoyant les 4,40 mètres de long, il existe un créneau pour une clientèle désireuse de s'offrir à la fois l'agrément d'une conduite un peu surélevée et un véhicule au coffre généreux mais à la longueur contenue. Capable de s'aventurer dans la jungle urbaine sans que la moindre manœuvre vire au cauchemar.

Sur le marché français, les monospaces compacts frôlant ou dépassant de quelques centimètres les 4,30 mètres de long sont nombreux. On y trouve notamment l'historique Scénic mais aussi la Peugeot 3008, le Ford C-Max, l'Opel Meriva, la Toyota Corolla Verso et, dans un registre plus premium la Classe B de Mercedes.

Pour grignoter quelques parts de marché sur ce segment plutôt rentable, Volkswagen sort donc une nouvelle arme. Après dix ans de commercialisation, la Golf Plus disparaît. Ses lignes peu séduisantes et sa capacité de chargement trop limitée ne seront pas regrettées. Place désormais au Sportsvan, un véhicule de 4,34 mètres, soit 13 centimètres de plus que la Golf Plus. « *Avec son coffre trop petit, la Golf Plus ne remplissait plus son rôle de familiale* », souligne Arnaud Barral, directeur de la marque en France.

De fait, ce nouveau modèle propose un coffre à la capacité de chargement très confortable (de 550 à 1 520 litres). Mais cet aspect pratique, vital pour séduire la clientèle familiale, est loin d'être le seul atout de cette nouvelle Golf dont les lignes élancées font heureusement oublier la silhouette pataude de celle qu'elle remplace. Plus élégant, un peu plus long et plus habitable, ce Sportsvan est une réussite esthétique.

Sur route, ses moteurs performants (TSI essence de 80 à 150 ch dotés d'un turbo, d'injection directe et du système stop and start ou TDI diesel de 110 et 150 ch) permettent de tracer la route avec un réel plaisir de conduite. A l'intérieur, pas de mauvaises surprises : comme à bord d'une Golf, on se sent immédiatement à l'aise, avec une ergonomie impeccable et une finition qui ne l'est pas moins. La position de conduite, légèrement surélevée par rapport à la berline (entre 6 et 8 cm selon les versions), est très agréable.

Bien équipé dès le premier des trois niveaux de finition, le Sportsvan peut, moyennant finances, intégrer des options que l'on a plutôt l'habitude de trouver sur le haut de gamme automobile comme un détecteur d'angle mort (Blind Sport Detection) ou un système de châssis adaptatif baptisé DCC, proposant différents modes de conduite (Confort, Normal, Sport).

> Comme à bord d'une Golf, on se sent immédiatement à l'aise, avec une ergonomie impeccable et une finition qui ne l'est pas moins

Contrairement à la Golf Plus, ce Sportsvan ne cible pas seulement une clientèle familiale. Les habitués du premium sont aussi dans le viseur, car la qualité perçue à bord de la Volkswagen n'a désormais rien à envier à celle d'une Mercedes Classe B, pourtant plus onéreuse. Un match à trois allemandes se prépare d'ailleurs sur ce segment, avec l'arrivée, dans quelques semaines, de la prometteuse BMW Série 2 Active Tourer.

Mais, face à Mercedes et BMW, Volkswagen aura de toute façon l'avantage du prix, même si le Sportsvan n'est pas donné. Les tarifs officiels débutent à 20 490 euros en essence, 24 890 pour le diesel. Et, sur un tel véhicule, ce serait dommage de ne pas rajouter quelques centaines d'euros pour bénéficier du confort de la DSG, célèbre boîte robotisée à double embrayage. ■

Alain Constant



Un modèle disponible à partir de 20 490 euros pour la version essence, 24 890 euros pour le diesel. VOLKSWAGEN

A Roland-Garros, les têtes tombent en série

A l'image de la tenante du titre Serena Williams, plusieurs favoris n'ont pas réussi à franchir le deuxième tour

Tennis

A qui le tour ? Il flotte actuellement un parfum de révolution sur la porte d'Auteuil. Les gueux, les sans-culottes, les mal-classés du circuit se révoltent et font tomber les têtes de série des deux sexes, de façon plus spectaculaire chez les femmes. Et ce, alors que le deuxième tour n'était pas encore achevé jeudi 29 mai.

On danserait presque la Carmagnole dans les allées du village. Mercredi 28 mai, le spectateur avait à peine eu le temps de se remettre de l'élimination, la veille, de la dauphine chinoise Li Na, que la souveraine Serena Williams chutait. Jamais les deux premières têtes de série du tournoi dames d'un Grand Chelem n'avaient failli avant le troisième round.

La 113e édition tranche vivement avec la précédente, aussi prévisible qu'une phase finale de Ligue des champions

La tenante du titre a été balayée en une petite heure sur le court Suzanne-Lenglen par Garbine Muguruza, 20 ans, une Espagnole classée au 35e rang mondial, qui se trouve être sa plus grande fan. La *« number one »* s'était pourtant débarrassée aisément de l'impudente lors de l'Open d'Australie 2013. En une petite heure, l'Américaine a cette fois subi le score (6-2, 6-2) le plus humiliant qui lui ait été infligé en 288 matchs disputés en Grand Chelem.

Une sortie de route encore plus précoce de Serena Williams s'était déjà produite en 2012, dès le tour de chauffe, par la faute de la Française Virginie Razzano. L'Américaine avait amèrement célébré le dixième anniversaire de son premier sacre à Paris, une victoire face à sa sœur Venus.



L'Américaine Serena Williams a été éliminée dès le deuxième tour (6-2, 6-2) par l'Espagnole Garbine Muguruza, mercredi 28 mai. DARKO VOJINOVIC/AP PHOTO

« Je peux dire qu'en fait mon tournoi n'a pas duré bien longtemps », s'est contenté de constater Serena Williams, peu désireuse de s'éterniser. *« Il est parfois bon d'être assommé par l'adversaire parce qu'il faut se relever, et c'est ce que j'aime, se relever et saisir le défi »*, a-t-elle toutefois observé sur l'air rebattu de *« ce qui ne tue pas rend plus fort »*.

Funeste journée pour la famille Williams. Car, dans le même temps, Venus, moins attendue en tant que tête de série n° 29 (sur 32), a connu le même sort sur le court Philippe-Chatrier. L'aînée a toutefois opposé une résistance plus consistante, en deux heures et quart (2-6,6-3,6-4), à la 56e mondiale, la Slovaque Anna Schmiedlova, une autre gamine âgée de 19 ans. Voilà en tout cas le public privé au troisième tour de la confrontation espérée entre les deux sœurs.

La 113e édition des Internationaux de France tranche vivement avec la précédente, aussi prévisible qu'une phase finale de Ligue des champions en football. En 2013, 27 des 32 participants au troisième tour étaient des têtes de série chez les hommes et 23 chez les dames. La hiérarchie fut encore plus prononcée en huitièmes de finale puisqu'il restait 15 joueurs et 13 joueuses « protégés ». Un tel ratio ne devrait pas être atteint cette année : huit têtes de série masculines et dix féminines ont déjà rangé leurs raquettes dès le deuxième tour. Et d'autres pourraient s'ajouter jeudi 29 mai.

Après un dimanche inaugural routinier, la première victime de cette insurrection contre les privilégiés a été le Japonais Kei Nishikori, 10e mondial, suivi par le n° 3, le Suisse Stanislas Wawrinka, vainqueur, avec Li Na, à Melbourne en janvier. Ce fut aussi la première fois que les deux vainqueurs de l'Open d'Australie étaient éliminés dès le premier tour à Paris. Parmi les autres membres du Top 20 qui ont disparu, on compte le Bulgare Grigor Dimitrov, le Russe Mikhaïl Youzhny, l'Allemand Tommy Haas, les Italiennes Flavia Pennetta et Roberta Vinci, la Danoise Caroline Wozniacki (une ancienne n° 1) et l'Allemande Sabine Lisicki.

La France était épargnée par le fléau jusqu'à la défaite, mercredi, de sa championne, Alizé Cornet, tête de série n° 20. Comme les Williams, la Niçoise a été victime d'une novice, Taylor Townsend, une Américaine inconnue (205e) et tout juste majeure, qui n'a pas manqué sa première participation à un Grand Chelem (6-4,4-6,6-4). Un péril jeune a bel et bien soufflé sur Roland-Garros.

Plus personne ne serait à l'abri ? N'exagérons rien, surtout chez les hommes. Bien placé pour répondre, Stanislas Wawrinka a affirmé que sa défaite révélait surtout l'écart qui le séparait du trio infernal : *« Je dis toujours que je ne suis pas du tout au niveau des Djokovic, Nadal, Federer parce que cela fait des années qu'ils sont là et qu'ils gagnent tout. Souvent les gens, le public ou parfois les journalistes se lassent un peu de les voir tout le temps en finale mais ce qu'ils font est tellement difficile que c'est plutôt quelque chose de fabuleux et d'incroyable. »* Pour le moment, ces trois-là n'ont pas laissé entrevoir l'espoir d'une surprise à leurs adversaires. ■

BRUNO LESPRIT

Sur Lemonde.fr

Retrouvez « Troisième balle », le blog de nos envoyés spéciaux à Roland-Garros.

Les affaires sérieuses débutent pour Tsonga et Simon

Les succès de Jo-Wilfried Tsonga et de Gilles Simon, qualifiés pour le troisième tour, ont été les seuls rayons de soleil d'une journée maussade pour les Français. Le Manceau et le Francilien n'ont pas eu à forcer leur talent pour se défaire respectivement de l'Autrichien Jürgen Melzer et du Colombien Alejandro Gonzalez, balayés tous deux en trois sets vite expédiés (6-2,6-3,6-4 et 6-4,6-0,6-2).

Au prochain tour, le n° 2 tricolore aura droit à un vrai test en la personne du géant (2,03 m) et redoutable serveur polonais Jerzy Janowicz. Pour Gilles Simon, qui jouera Milos Raonic (n° 9 à l'ATP), le morceau s'annonce encore plus gros. Jusqu'à présent, les deux hommes ne se sont affrontés qu'une fois, à Estoril (Portugal) en 2011, lors d'un quart de finale qui avait tourné à l'avantage du Canadien.

Camila Giorgi, l'Italienne qui joue à crédit

Camila Giorgi, joueuse classée 50e mondiale, est visiblement plus douée pour taper dans une balle que pour honorer ses dettes. Le public parisien devait découvrir cette Italienne de 22 ans, jeudi 19 mai, sur le court n° 2 face à la Russe Svetlana Kuznetsova, 28e joueuse mondiale et titrée à Roland-Garros en 2009. Mais, à moins d'être tombé sur le magazine spécialisé américain *Sports Illustrated* au début de l'année, tout le monde ignore – encore – que la belle Camila est surtout connue sur le circuit pour avoir emprunté de l'argent à plusieurs investisseurs séduits par son potentiel. Disposés à financer sa progression, ils n'en ont jamais revu la couleur.

Presque tous se trouvent aux Etats-Unis, où Sergio Giorgi avait emmené en 2010 sa fille de 18 ans à qui il n'avait pas les moyens de payer une formation de tenniswoman en Italie, dans l'espoir d'y trouver un mécène ou une structure susceptibles de l'aider à devenir professionnelle. Et si l'on en croit l'enquête de *Sports Illustrated*, qui produit le témoignage d'un certain nombre de personnes lésées, le duo s'est fait une spécialité de gratter des dollars à droite à gauche avant de disparaître dans la nature. A ses 18 ans, Camila Giorgi est soutenue financièrement par un riche couple du Connecticut qui, en retour, escompte un pourcentage de ses futurs gains sur le circuit. Au bout de moins d'un an, les Giorgi mettent fin à la collaboration, qui n'avait fait l'objet d'aucun contrat solide.

Pas un mot de remerciement

En 2011, entrée dans le top 200, Camila Giorgi souhaite disputer le tournoi de Wimbledon, mais n'a pas de quoi se payer un billet d'avion pour l'Angleterre. Un ami, entraîneur de tennis, parvient à convaincre la mère d'un de ses élèves, qui accepte de payer le trajet, à condition d'être remboursée. Cette année-là, l'Italienne empoche plus de 18 000 dollars (13 200 euros) grâce à sa participation au premier tour de Wimbledon. La mécène attend toujours ne serait-ce qu'un mot de remerciement.

En février 2012, Dominic Owen, coach de tennis professionnel en Floride, avance 10 000 dollars à Camila. Jamais revus. En avril 2012, Todd Andrews, directeur d'un petit tournoi dans l'Alabama, convainc des hommes d'affaires locaux de prendre en charge le voyage de Camila Giorgi en Europe, pour une série de tournois, ainsi que tous les frais sur place. Il y en a pour 27 000 dollars. Cette année-là, à Wimbledon, l'Italienne se hisse en huitièmes de finale, et empoche plus de 115 000 dollars. Personne n'a été remboursé.

Last but not least, en janvier 2013, Pablo Arraya, un ancien joueur péruvien, accepte de mettre à disposition de la talentueuse joueuse italienne les installations de son académie de tennis en Floride. *« Vous me paierez quand vous le pourrez. »* A ce jour, Camila Giorgi totalise 820 000 dollars de gains au cours de sa jeune carrière – et sa présence au deuxième tour de Roland-Garros 2014 lui en assure au moins 57 000 de plus – mais Pablo Arraya n'en a pas reçu un seul.

En mars, lors du tournoi d'Indian Wells où elle avait été éliminée en huitièmes de finale, Camila Giorgi avait vécu une conférence de presse très agitée, deux mois après l'article de *Sports Illustrated*.

Interrogé pour savoir si elle entendait rembourser un jour ses généreux financeurs, Camila Giorgi balaie la question d'un revers décroisé : *« Je n'ai pas envie de parler de cela. Je joue un tournoi, donc je ne pense pas à ça. »* Après son deuxième tour contre Svetlana Kuznetsova, Camilia Giorgi pourrait devoir disputer un match encore plus difficile en conférence de presse. ■

HENRI SECKEL

CYCLISME

Polémique sur le Giro

En marge de la victoire de l'Italien Stefano Pirazzi à Vittorio Veneto, le Tour d'Italie s'est nourri, mercredi 28 mai, d'une nouvelle polémique, au lendemain de la prise de pouvoir de Nairo Quintana. Le feu des critiques, concentré sur l'attitude du grimpeur colombien qui a attaqué la veille dans la descente du col du Stelvio alors qu'une moto munie d'un drapeau rouge précédait les coureurs, s'est déplacé sur les organisateurs.

La plupart des équipes, ayant considéré ce drapeau rouge comme une neutralisation de la course, ont demandé que l'avantage pris dans la descente par Nairo Quintana, mais aussi par le Français Pierre Rolland et le Canadien Ryder Hesjedal, soit retranché de leurs temps. Mais leur demande a été rejetée mercredi par l'Union cycliste internationale. Stefano Pirazzi s'est permis, lui, un bras d'honneur à l'arrivée *« pour tous ceux qui l'ont critiqué depuis cinq ans »*. ■

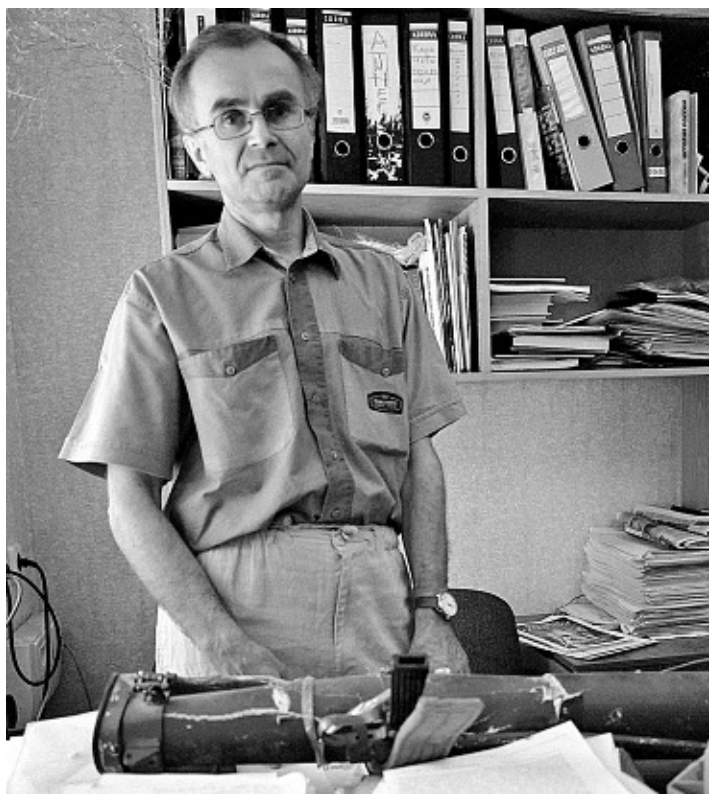
Basket Strasbourg se hisse en finale de Pro A

Un an après sa défaite face à Nanterre, Strasbourg s'est qualifié pour la finale de Pro A, mercredi 28 mai, en dominant sur son parquet Nancy (70-58), lors du cinquième match décisif des playoffs. La SIG rencontrera le CSP Limoges, deuxième de la saison régulière et qui a éliminé la veille Dijon à l'issue du cinquième match, dans une finale inédite. La première rencontre de la série aura lieu samedi 31 mai en Alsace.

Football Hollande s'invite chez les Bleus

Le président François Hollande doit se rendre jeudi 29 mai à Clairefontaine (Yvelines) pour rencontrer les joueurs de l'équipe de France, en stage de préparation pour le Mondial 2014. Le chef de l'Etat doit déjeuner avec l'ensemble des Bleus.

Dissident russe
Andreï Mironov



En 2006. STANLEY GREENE/NOOR/AP

Ancien dissident, militant des droits de l'homme, Andreï Mironov, 60 ans, a été tué, samedi 24 mai, dans une attaque au mortier près de Slaviansk, le bastion des séparatistes prorusses assiégé par l'armée ukrainienne, aux côtés du photographe italien Andrea Rochelli, 30 ans, avec lequel il sillonnait la région de Donetsk depuis plus de deux semaines.

L'attaque des deux journalistes s'est produite alors qu'ils circulaient en voiture au sud de Slaviansk, en bordure d'un nœud ferroviaire disputé entre l'armée régulière ukrainienne et les insurgés prorusses.

31 mars 1954 Naissance à Irkoutsk (Sibérie)
1986 Condamnation pour propagande antisoviétique
1987 Libération et militantisme à Memorial
1994-1996 et 1999-2009 Guerres de Tchétchénie
24 mai 2014 Mort à Slaviansk (Ukraine)

Leur dernière prise de vue leur a été fatale. *« Ils sont sortis de la voiture pour photographier, leurs appareils à bout de bras. Des rafales de kalachnikov ont retenti, j'ai foncé dans le fossé, eux aussi*, a raconté Jénia, leur chauffeur. *Des obus de mortier ont commencé à tomber. Les tirs se sont resserrés sur l'endroit où nous étions. Quand je me suis relevé, j'ai vu que le journaliste italien et son interprète étaient morts. » « Quarante à soixante obus sont tombés, tirés semble-t-il depuis les positions ukrainiennes*, a indiqué le photographe français William Roguelon, qui, blessé aux jambes dans l'attaque, a réussi à s'enfuir. *J'ai croisé des combattants séparatistes à l'opposé des tirs et ils m'ont laissé passer. »*

Andreï Mironov et Andrea Rochelli n'étaient pas des fous de guerre en quête de sensations. Leurs derniers reportages, publiés par l'hebdomadaire russe *Novaïa Gazeta*, racontent des histoires de civils ordinaires pris dans les échanges d'obus à Slaviansk.

C'est aussi du côté des civils qu'Andreï Mironov avait vécu les deux guerres de Tchétchénie (1994-1996 ; 1999-2009). Il n'était pas rare de le croiser, sac sur l'épaule, collectant au beau milieu d'un champ de ruines les fragments des bombes à fragmentation utilisées par l'aviation russe contre la population tchétchène au mépris de la convention de Genève. Recenser les preuves, les témoignages, dans l'espoir qu'un jour les criminels de guerre devraient rendre compte, telle était l'obsession de ce militant de la première heure de Memorial, l'organisation de défense de la mémoire des camps staliniens et des droits de l'homme, créée en 1988 par Andreï Sakharov.

Né le 31 mars 1954 à Irkoutsk (Sibérie) de parents géologues épris de grands espaces et de liberté, Andreï Mironov était l'*« archétype même de l'intellectuel soviétique, une espèce quasiment en voie de disparition »*, explique Paul Chekhtman, blogueur et militant de la société civile. *« Il a sauvé beaucoup de vies »*, se souvient Lida Ioussoupova, qui dirigea le bureau de Memorial à Grozny pendant la première guerre de Tchétchénie.

Présent à Grozny lors du premier bombardement russe à l'hiver 1994, sur les routes du nord de l'Afghanistan en 2001, à Beslan aux premières heures de la prise d'otages tragique des écoliers (344 civils tués dont 186 enfants) le 1er septembre 2004, Andreï s'efforçait toujours d'être au cœur de la tourmente, avec discrétion et humilité.

Sur une étagère chez lui, Andreï Mironov conservait une cassette métallique, vestige d'une bombe à sous-munitions, grosse de milliers de billes ou d'aiguilles métalliques qui se fichent dans les corps à la ronde. L'imprécision autour du nombre de morts des guerres tchétchènes – de 80 000 à 150 000, personne ne les a comptés – le mettait hors de lui.

Agressé en 2002

Son pacifisme lui valut d'être laissé pour mort un jour de 2002 dans une cage d'escalier, tabassé par son voisin, un ancien militaire du contingent russe en Tchétchénie qui l'avait pris en grippe, à moins qu'il n'ait été payé pour une agression commanditée, jamais à exclure dans un pays où un assassinat revient à quelques milliers de dollars.

Polyglotte, volubile, doué d'un sens aigu de l'analyse, il accompagnait volontiers les journalistes étrangers sur les terrains les plus difficiles, les Italiens surtout. Il connaissait parfaitement la langue de Dante, apprise dans une colonie de redressement par le travail en Mordovie, où il avait commencé en 1986 une peine de quatre ans pour « propagande antisoviétique ». Sa faute ? Avoir distribué des samizdats, une littérature clandestine traquée par le KGB.

Mais l'époque est alors à l'ouverture. Mikhaïl Gorbatchev, le dernier dirigeant soviétique, met fin à l'exil d'Andreï Sakharov et libère les derniers prisonniers politiques, dont Andreï, sorti de camp avec son petit baluchon en février 1987. ■

MARIE JÉGO

Le Monde Le Carnet

Vos grands événements

Naissances, baptêmes, mariages

Avis de décès, remerciements, messes anniversaires

Colloques, conférences, portes-ouvertes, signatures

Soutenances de mémoire, thèses

Pour toute information :
01 57 28 28 28
01 57 28 21 36
carnet@mpublicite.fr

AU CARNET DU «MONDE»

Naissance

Sylvie et Jean-François COURTINE
ont le plaisir d'annoncer la naissance de

Johanna,

le 27 mai 2014,

chez
Alban COURTINE
et **Alice GUILLIER.**

Décès

M. Michel Ameller,
son époux,
M. Philippe Ameller,
son fils et son épouse, Agnès
ainsi que leurs enfants, Marie, Paul et Clara,
M. Thierry Ameller,
son fils et son épouse, Claudia
ainsi que leurs enfants, Christophe et Chantal,
Parents et alliés,

ont la tristesse de faire part du décès de

Mme Paule AMELLER,
née **ARNAUD,**
chevalier de la Légion d'honneur,
chevalier de l'ordre national du Mérite,

survenu à Monaco, le 26 mai 2014.

Les obsèques seront célébrées le vendredi 30 mai, à 9 h 15, en l'église Saint-Charles de Monaco, suivies de l'inhumation dans le caveau de famille, au cimetière Saint-Pierre, à Aix-en-Provence.

Ses amis de la section socialiste
de Saint-Cloud

saluent

Mme Yvonne WEILL-CAVAILLON,
militante progressiste de l'Europe,

dont le décès est survenu le 21 mai 2014.

Montpellier.

Mme Yvonne Colomer,
son épouse,
Fabienne et Pierre,
ses enfants,
Martin,
son petit-fils et Pascale Diez,
Claire Germain,
Philippe Gaudin,
Les familles Thibault et Boyer,

ont la douleur de faire part du décès de

M. André COLOMER,
agrégé des Facultés de droit,
professeur à l'université de Montpellier I,
directeur honoraire
de l'Institut d'études juridiques
et économiques des Pyrénées-Orientales,
docteur *honoris causa*
de l'Université d'Heidelberg,

survenu le lundi 26 mai 2014,
à l'âge de quatre-vingt-six ans.

La cérémonie religieuse aura lieu le vendredi 30 mai 2014, à 10 heures, en la chapelle Saint-Lazare, suivie de l'inhumation au cimetière Saint-Lazare de Montpellier.

Visites à la chambre funéraire de Castelnau-le-Lez, 586, avenue de l'Europe, le jeudi 29 mai, de 9 heures à 12 heures.

Mme Andrée Dellinger,
son épouse,
Anne et Patrice, Marc et Odile,
Catherine et Abdelillah,
ses enfants
Et ses neuf petits-enfants,

ont la douleur de faire part du décès de

André DELLINGER,
professeur agrégé d'économie,
militant syndicaliste au SNES.

survenu le 27 mai 2014,
dans sa quatre-vingt-deuxième année.

Un hommage lui sera rendu le lundi 2 juin, à 15 heures, au cimetière nouveau de Vitry-sur-Seine, 78, avenue du Général-Malleret-Joinville, à Vitry-sur-Seine (Val-de-Marne).

Famille Dellinger,
7, allée Croix-du-Mont,
94400 Vitry-sur-Seine.

Le Secours Catholique

fait part du décès de

M. Louis GABEN,
chevalier de la Légion d'honneur,
chevalier
de l'ordre de Saint Grégoire le Grand,
membre d'honneur
du Secours Catholique,
ancien secrétaire général
du Secours Catholique,

à l'âge de quatre-vingt-treize ans.

Les obsèques ont eu lieu le mercredi 28 mai 2014, à 14 h 30, en l'église Notre-Dame-du-Rosaire, 194, rue Losserand, Paris 14e.

Louis Gaben fut appelé par Monseigneur Jean Rodhain, fondateur du Secours Catholique, pour y lancer l'action avec les jeunes. Il en devint par la suite son secrétaire général et durant huit ans assura la présidence de Caritas Europa et la vice-présidence de Caritas Internationalis.

Les salariés,
Les anciens salariés
Et tous les bénévoles
du Secours Catholique,

s'associent à la peine de sa famille et l'assurent de ses prières.

Secours Catholique,
106, rue du Bac,
75341 Paris Cedex 07.

Toulon.

Les présidents,
Le conseil d'administration
Et l'ensemble du personnel
de l'Association ISIS 83,

ont la tristesse de faire part du décès, de leur ami, radiothérapeute, membre fondateur et secrétaire général d'ISIS 83, le

docteur Pierre LAMOUREUX,

survenu le vendredi 23 mai 2014.

Die (Drôme). Toulon.

Ses enfants
Et ses petits-enfants,
Famille
Et alliés,

ont la tristesse de faire part du décès de

M. Georges PICCHI,
capitaine de vaisseau honoraire,
ancien de l'Ecole navale,
officier de la Légion d'honneur,
croix de guerre 1939-1945,
médaille des évadés,
médaille de l'Aéronautique,

survenu à l'âge de quatre-vingt-douze ans.

La cérémonie religieuse aura lieu le lundi 2 juin 2014, à 10 heures, en l'église de Cagnes-sur-Mer (Alpes-Maritimes), dans l'intimité familiale.

La famille rappelle à votre souvenir son épouse,

Edmée,

décédée le 28 janvier 2014.

Jean-Paul Reboullet,
son fils,
Sa famille,
Ses amis,

ont la tristesse de faire part du décès de

Maurice REBOULLET,
ENS Saint-Cloud (1942),
professeur,
inspecteur de l'Éducation nationale,

survenu le 22 mai 2014.

Ses obsèques auront lieu le lundi 2 juin, à 11 h 30, au crématorium du cimetière du Père-Lachaise, Paris 20e.

57-59, rue Lhomond,
75005 Paris.

Maurice Roseau,
son époux,
Christine Landrevot, née Roseau,
Michel Roseau,
Nathalie Roseau et Gilles Donneaud,
ses enfants,
Denise, Anna et Marie-Thérèse,
ses sœurs,
Claire et Carine,
Paul et Fanny,
Mathieu et Oscar,
ses petits-enfants
Ainsi que ses neveux et nièces,

ont la très grande tristesse de faire part du décès de

Marie-Françoise ROSEAU,
née **LOUËT,**

survenu le 26 mai 2014, à Sceaux,
à l'âge de quatre-vingt-six ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le lundi 2 juin, à 10 h 30, en l'église Saint-Jean-Baptiste de Sceaux (Hauts-de-Seine).

Paris.

Jean-Claude et Pierre,
ses enfants
et leurs épouses, Karin et Zoia,
Julien, Muriel et Philippe,
ses petits-enfants,

ont la tristesse d'annoncer le décès de

Mme Suzanne TOLÉDANO,

survenu le 21 mai 2014,
à l'âge de quatre-vingt-treize ans.

Elle a été inhumée le lundi 26 mai, auprès de son mari, au cimetière parisien de Bagneux.

Frédérique, Renaud, Caroline,
ses enfants,
Jean Costil, Rose-Anne Gille,
Jean Cane,
ses gendres et belle-fille,
Julien, Clémentine, Sébastien, Elodie, Olivia et Mathias,
ses petits-enfants
et leurs conjoints, Olivia, Xavier, Stéphanie, Éric, Amandine,
Éloïse, Raphaële, Ninon, Ewan, Malia, Paul, Clément, Émilie, Noé, Samuel,
ses arrière-petits-enfants,
Gérard et Joëlle Dhumeaux
et leurs enfants,
Sa belle-famille,

ont la grande tristesse d'annoncer le décès de

Mme Jacqueline VALLIER,
épouse de **Marcel DHUMEAUX,**

survenu à Nice, le 25 mai 2014,
dans sa quatre-vingt-quinzième année.

La cérémonie aura lieu le mardi 3 juin, à 11 heures, au crématorium de Nice (Côte-d'Azur), vallon du Roguez, à Colomars (Alpes-Maritimes).

Cet avis tient lieu de faire-part.

Frédérique et Jean Costil,
17, rue de l'Union,
94300 Vincennes.
Caroline Finkbeiner,
4, rue Paul-Doumer,
06310 Beaulieu-sur-Mer.

Anniversaire de décès

Souvenez-vous de

Suzanne PUIG,
née **GOUGUENHEIM,**

qui nous a quittés le 30 mai 2012
et de son époux,

André PUIG,

qui l'a précédée le 24 mars 1987.

Conférences

MUSÉE DU LUXEMBOURG
SÉNAT

Dans le cadre de l'exposition ***Joséphine***, cycle de conférences et de débats :

« Les femmes et le pouvoir »,
avec Eliane Viennot, Christine Bard et Françoise Gaspard,
4 juin 2014, à 18 h 30,

« Napoléon et les femmes »,
avec Jean Tulard,
19 juin, à 18 h 30,
Séance dédicace
à la librairie du musée (à 17 heures).

Informations et inscriptions :
www.museeduluxembourg.fr

Prix

L'Union libérale israélite de France
vous convie
mardi 3 juin 2014, à 19 h 45,
à la remise du **Prix Copernic 2014**
pour le Dialogue, la Paix et la Fraternité
Le jury, composé d'Isabelle Giordano, Christine Kelly, Martin Hirsch, Jean-François Bensahel et Guy Bouaziz, récompensera Marcel Kabanda pour son œuvre de mémoire dans le génocide au Rwanda et Hélène Rastegar, pour son projet de festival de courts métrages « Chacun son court » qui, chacun(e) dans son domaine permet aux Hommes de se rapprocher, de faire reculer les haines et les préjugés en réparant le monde.
Entrée libre - Remise du prix suivie d'un cocktail dînatoire.
ULIF, 24, rue Copernic, 75116 Paris.
Information : www.ulif.org

Communication diverse

ISF :
Déduisez 75 % du montant de votre don à la Fondation du patrimoine juif de France pour soutenir les petites communautés juives en péril.
Tél. : 01 49 70 88 02,
consistoire@consistoirecentral.fr
Sous l'égide
de la Fondation du judaïsme français.

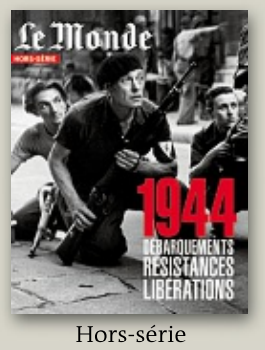
Assemblée générale

L'assemblée générale ordinaire de l'association Jeunesse et Marine se tiendra le samedi 14 juin 2014, à 16 h 30,
9, rue de la Véga, Paris 12e.

Rapport moral 2013,
Rapport d'activité 2013,
Rapport de Gestion 2013,
Budget 2014,
Renouvellement partiel du CA,
Modification du montant de la cotisation.

Le Monde en vente actuellement

En kiosque



Hors-série



Hors-série



7 matières pour réussir votre bac

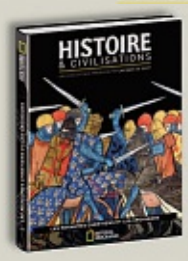
Collections

Les petits polars



Dès mercredi 28 mai, le volume n° 5
COMME UN CRABE, DE CÔTÉ
de M. Ledun, illustré par C. Berberian

Le Monde HISTOIRE & CIVILISATIONS



Dès mercredi 28 mai, le volume n° 19 ***LES ROYAUMES CHRÉTIENS ET LES CROISADES***

GAINSBOURG



Actuellement en kiosque le CD-livret n° 21
CHEZ LES YÉ-YÉ

Nos services

Lecteurs

Abonnements
Tél. : 32-89 (0,34 € TTC/min)
www.lemonde.fr/abojournal

Boutique du Monde
80, boulevard Auguste-Blanqui,
75013 Paris
M° Glacière ou Corvisart
Tél. : 01-57-28-29-85
www.lemonde.fr/boutique

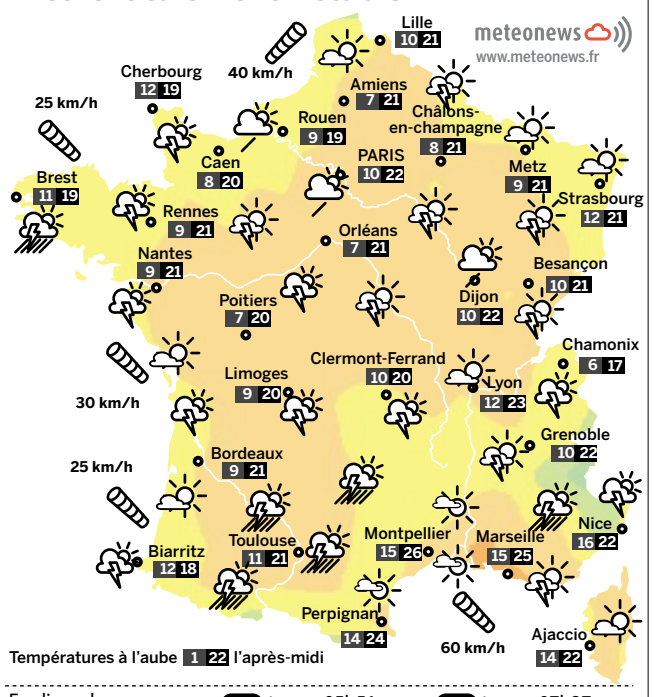
Le Carnet du Monde
Tél. : 01-57-28-28-28

Professionnels

Service des ventes
Tél. : 0-805-05-01-47

< -5° | -5 à 0° | 0 à 5° | 5 à 10° | 10 à 15° | 15 à 20° | 20 à 25° | 25 à 30° | 30 à 35° | 35 à 40° | > 40°

Vendredi 30 mai
Encore localement instable



Températures à l'aube 1 22 l'après-midi

Ferdinand
Coeff. de marée 85

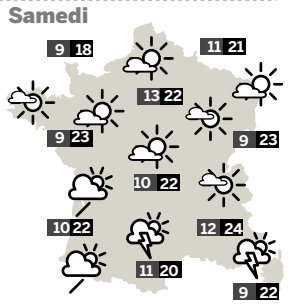
Lever 05h51
Coucher 21h43

Lever 07h27
Coucher 23h02

Aujourd'hui

On notera encore un peu d'instabilité sur le pays, entre nuages, éclaircies et averses parfois orageuses, notamment vers les régions du Sud-Ouest, le Massif-Central ou encore des Alpes jusqu'à la Côte d'Azur. Ce risque d'averse sera bien plus limité en se dirigeant vers les régions septentrionales. Enfin, le soleil brillera comme souvent sur la plupart des régions du bassin méditerranéen avec mistral et tramontane jusqu'à 60 km/h. Les températures grimperont jusqu'à 26 degrés.

Samedi

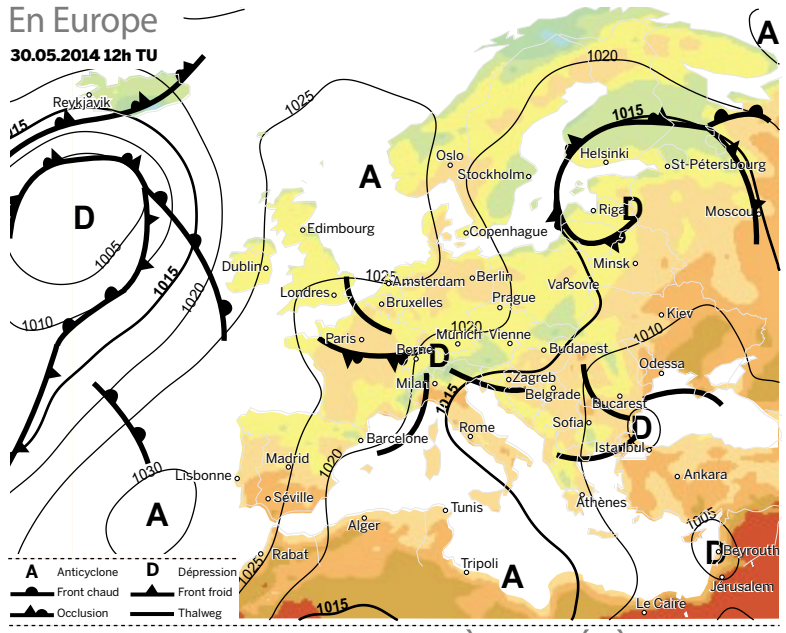


Jours suivants

	Dimanche	Lundi	Mardi
Nord-Ouest	9 22	10 19	11 18
Ile-de-France	12 22	12 20	13 20
Nord-Est	9 21	9 21	12 21
Sud-Ouest	13 23	13 23	13 20
Sud-Est	15 28	15 27	15 28

En Europe

30.05.2014 12h TU



ASIE CHALEUR TORRIDE EN INDE, JUSQU'À 47 DEGRÉS À NEW DEHLI

En Europe				Riga	assez ensoleillé	8	16	New Delhi	beau temps	32	47
Amsterdam	beau temps	9	17	Rome	beau temps	15	23	New York	averses éparses	10	19
Athènes	bien ensoleillé	17	24	Sofia	couvert et orageux	13	18	Pékin	bien ensoleillé	23	38
Barcelone	soleil, orage possible	16	21	Stockholm	faible pluie	8	10	Pretoria	beau temps	7	22
Belgrade	averses éparses	14	21	Tallin	en partie ensoleillé	10	14	Rabat	bien ensoleillé	17	24
Berlin	bien ensoleillé	7	19	Tirana	faible pluie	15	19	Rio de Janeiro	bien ensoleillé	18	24
Berne	averses éparses	11	18	Varsovie	assez ensoleillé	8	18	Séoul	beau temps	14	28
Bruxelles	assez ensoleillé	10	21	Vienne	assez ensoleillé	10	17	Singapour	soleil, orage possible	27	32
Budapest	assez ensoleillé	11	21	Vilnius	assez ensoleillé	8	18	Sydney	assez ensoleillé	15	20
Bucarest	pluies orageuses	17	23	Zagreb	assez ensoleillé	12	20	Téhéran	bien ensoleillé	18	30
Copenhague	bien ensoleillé	13	18	**Dans le monde**				Tokyo	bien ensoleillé	21	27
Dublin	assez ensoleillé	10	15	Alger	beau temps	15	27	Tunis	bien ensoleillé	18	24
Edimbourg	en partie ensoleillé	10	15	Amman	assez ensoleillé	20	33	Washington	en partie ensoleillé	14	20
Helsinki	en partie ensoleillé	9	15	Bangkok	soleil, orage possible	30	36	Wellington	averses éparses	11	13
Istanbul	pluies orageuses	20	23	Beyrouth	bien ensoleillé	25	31	**Outremer**			
Kiev	soleil, orage possible	14	26	Brasilia	bien ensoleillé	15	24	Cayenne	variable, orageux	25	29
La Valette	beau temps	18	18	Buenos Aires	averses éparses	12	15	Fort-de-Fr.	assez ensoleillé	27	28
Lisbonne	bien ensoleillé	15	21	Dakar	beau temps	24	24	Nouméa	bien ensoleillé	19	25
Ljubljana	assez ensoleillé	11	22	Djakarta	soleil, orage possible	27	32	Papeete	beau temps	26	26
Londres	assez ensoleillé	12	18	Dubai	beau temps	31	37	Pte-à-Pitre	assez ensoleillé	26	28
Luxembourg	assez ensoleillé	10	20	Hongkong	soleil, orage possible	28	29	St-Denis	assez ensoleillé	23	25
Madrid	bien ensoleillé	11	24	Jérusalem	bien ensoleillé	21	33				
Moscou	soleil, orage possible	14	26	Kinshasa	pluies orageuses	23	35				
Nicosie	bien ensoleillé	23	30	Le Caire	assez ensoleillé	27	42				
Oslo	bien ensoleillé	10	21	Mexico	pluies orageuses	15	24				
Prague	assez ensoleillé	6	16	Montréal	averses modérées	12	21				
Reykjavik	averses éparses	9	13	Nairobi	assez ensoleillé	14	24				

Météorologue en direct au 0899 700 713
1,34 € l'appel + 0,34 € la minute
7 jours/7 de 6h30-18h

Le Monde DES RELIGIONS
"Connaître les religions pour comprendre le monde"
Découvrez notre nouvelle formule
CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX





C'EST À VOIR | CHRONIQUE

PAR RENAUD MACHART

Amer jasmin

Serge Moati, familier de l'univers politique, qu'il a suivi si souvent dans ses documentaires pour la télévision, doit avoir de temps à autre l'envie de *« respirer l'air d'autres planètes »*, comme disait le poète allemand Stefan George.

C'est ce qu'il fait régulièrement en s'attachant à des sujets sociétaux ou culturels qu'il traite avec une délicatesse de regard et d'oreille et d'une manière calmement impartiale.

Son remarquable *Artistes en Tunisie* (2013), que diffusait Arte mercredi 28 mai à 22 h 20, allie sociétal et culturel en regardant *« autrement la réalité politique tunisienne : à travers le prisme des artistes et de leurs créations »*. Un arrêt, un « focus » *« face aux flots d'images d'actualité venant de Tunisie depuis trois ans »*.

Entendez : depuis la révolution dite « du jasmin » qui a détrôné le président Zine El-Abidine Ben Ali le 14 janvier 2011, après quelque vingt-trois ans de règne despotique.

Des danseurs, écrivains, acteurs, cinéastes, humoristes et dessinateurs racontent leurs peurs, leurs contraintes et leurs humiliations dès lors que leur pratique artistique allait à l'encontre, sous Ben Ali, des canons officiels. La chanteuse Alia Sellami rappelle qu'on se méfiait même de son entourage, par *« peur des cafteurs... »*. Au point, ajoute-t-elle, *« qu'on se méfiait de nous-mêmes... »*.

La chorégraphe Nawel Skandrani raconte que, faute de pouvoir attaquer de front son travail, qui parvenait à contourner la censure, les autorités avaient condamné les toilettes de ses locaux de travail. Mais plutôt que de s'humilier à en réclamer la réouverture, elle allait *« pisser au café du coin »*.

Et les mêmes disent bientôt leur liberté revenue après ces vexations, leur droit d'expression respecté, le plaisir *« délicieux de critiquer les politiques »*, dit la dessinatrice Willy From Tunis, célèbre pour son chat libertaire. A ce point ? Trompeur angélisme : on peut tout critiquer, sauf la religion et le Prophète.

Mais comme la politique est, depuis les élections de 2011, menée par les islamistes, *« les barbus »*, comme les appellent ces artistes, l'art est à nouveau sous surveillance.

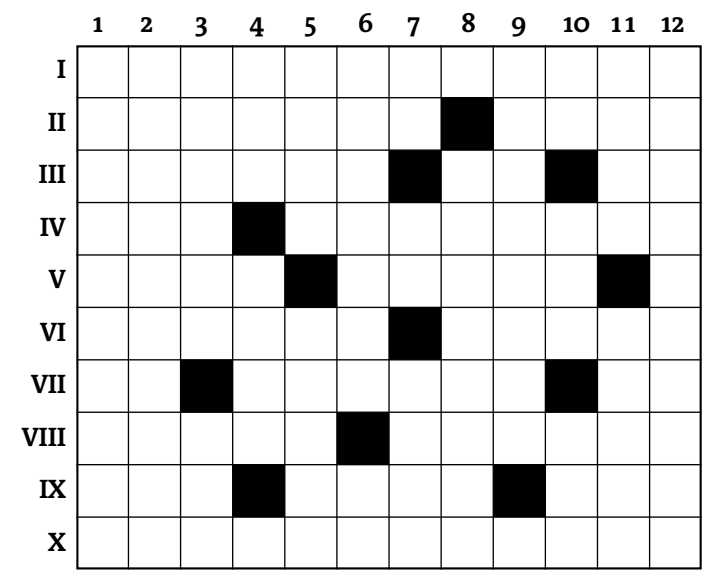
On peut tout critiquer, sauf la religion et le Prophète

D'un côté, Lofti Abdelli, jeune humoriste courageux mais flanqué de gardes du corps ; de l'autre, Psycho M, rappeur qui appelle à la charia « préventive » et vomit juifs et francs-maçons devant le public crédule et fanatisé des classes défavorisées...

Et, partout, une situation incertaine et paradoxale : *« Avant Ben Ali,* résume Abdelli, *il y avait des choses que je ne pouvais pas dire et que je contournais ; maintenant je dis des choses que je n'aurais jamais rêvé dire. Et, en même temps, c'est encore plus dur qu'avant, quand tout passait par Ben Ali : aujourd'hui, la première personne qui a envie de t'écraser le fait au nom de la liberté... »* ■

Les jeux

Mots croisés n° 14-127



Horizontalement

I. Evite les orientations. **II.** Encore plus belle quand elle est funèbre. A dû se sentir un peu seul au départ. **III.** Pour les échanges à Katmandou. Dans l'opposition. Envoyée paître. **IV.** Finit par se croire important. Plutôt instructif. **V.** Garnissent les océans. Nous arrivent de tous les côtés. **VI.** Bien léger. Protège la noix. **VII.** Largeur de bande. Economisa les bouts de chandelle. En Amérique. **VIII.** Disposition intérieure. Vient de Vladikavkaz. **IX.** Prises en note. Pli confidentiel. Porteur de vérités latines. **X.** Fait disparaître tout les éclats.

Verticalement

1. Pas du tout favorable à l'échange de pains. **2.** Merveille quand elle n'est pas en plein cœur. **3.** Bien couverte pour passer à table. Liaisons rapides. **4.** Gauche en campagne. Sous le sabot d'un cheval. **5.** Passe à Périgueux. Blessai. **6.** Tendues. Bout de radis. **7.** Préposition. En fin. Atomes. **8.** Touchée dans sa dignité. **9.** Epaississent les potages. **10.** Dans le bide. Roi de Juda. Grand-mère commune. **11.** Tout à fait dérisoire. Vous ne comprendrez plus rien une fois perdu. **12.** Nécessaire après le labour.

Philippe Dupuis

Solution du n° 14 - 126

Horizontalement

I. Déstabilisés. **II.** Ecoute. Inuit. **III.** Nô. Et cætera. **IV.** Elire. Déréel. **V.** Godasse. Us. **VI.** Age. Tares. En. **VII.** Tisser. Ami. **VIII.** Is. Hécatombe. **IX.** Otai. Liai. Un. **X.** Neutralisées.

Verticalement

1. Dénégation. **2.** Ecologiste. **3.** SO. Ides. Au. **4.** Tuera. Shit. **5.** Attestée. **6.** Bec. Sarcla. **7.** Ader. Ail. **8.** Liée. Entai. **9.** Intrus. Ois. **10.** Suées. Am. **11.** Eire. Embue. **12.** Staliniens.

Sudoku n° 14-127

Solution du n°14-126

9			4					
			6					1
						7		5
			2					
				7	1	3		
6							4	
							2	
			9		2			
	7	1		5				

8	2	7	6	5	3	1	9	4
9	5	6	4	1	2	8	7	3
1	4	3	8	7	9	2	5	6
7	6	2	5	8	4	9	3	1
3	1	9	7	2	6	5	4	8
4	8	5	3	9	1	7	6	2
5	3	1	2	4	7	6	8	9
6	9	8	1	3	5	4	2	7
2	7	4	9	6	8	3	1	5

Difficile

Complétez toute la grille avec des chiffres allant de 1 à 9. Chaque chiffre ne doit être utilisé qu'une seule fois par ligne, par colonne et par carré de neuf cases.

Loto

Résultats du tirage du mercredi 28 mai .
8, 9, 26, 46, 48 ; numéro chance : 7.
Rapports :
5 bons numéros et numéro chance : pas de gagnant ;
5 bons numéros : 111 898,30 € ;
4 bons numéros : 1 372,20 € ;
3 bons numéros : 11,70 € ;
2 bons numéros : 5,20 €.
Numéro chance : grilles à 2 € remboursées.
Joker : 3 678 076.

Le Monde est édité par la Société éditrice du « Monde » SA
Durée de la société : 99 ans à compter du 15 décembre 2000. Capital social : 94.610.348,70 €. Actionnaire principal : Le Monde Libre (SCS).
Rédaction 80, boulevard Auguste-Blanqui, 75707 Paris Cedex 13 Tél. : 01-57-28-20-00
Abonnements par téléphone : de France 32-89 (0,34 € TTC/min) ; de l'étranger : (33) 1-76-26-32-89 ; par courrier électronique : abojournalpapier@lemonde.fr. Tarif 1 an : France métropolitaine : 399 €
Courrier des lecteurs : blog : http://mediateur.blog.lemonde.fr/ ; Par courrier électronique : courrier-des-lecteurs@lemonde.fr
Médiateur : mediateur@lemonde.fr
Internet : site d'information: www.lemonde.fr ; Finances : http://finance.lemonde.fr ; Emploi : www.talents.fr/ Immobilier : http://immo.lemonde.fr
Documentation : http ://archives.lemonde.fr
Collection : *Le Monde* sur CD-ROM : CEDROM-SNI 01-44-82-66-40
Le Monde sur microfilms : 03-88-04-28-60

La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration. Commission paritaire des publications et agences de presse n° 0717 C 81975 ISSN 0395-2037

publicité
Président : **Louis Dreyfus**
Directrice générale : **Corinne Mrejen**
PRINTED IN FRANCE
80, bd Auguste-Blanqui, 75707 PARIS CEDEX 13
Tél : 01-57-28-39-00
Fax : 01-57-28-39-26
Imprimerie du « Monde » 12, rue Maurice-Gunsbourg, 94852 Ivry cedex
Toulouse (Occitane Imprimerie)
Montpellier (« Midi Libre »)

Les soirées télé

Jeudi 29 mai

TF1

20.55 Falco. Série. Samaël. Artifices (S2, 5 et 6/6, inédit) ; Tête-à-tête avec la mort (saison 1, 6/6).
23.55 New York, section criminelle. Série. Leurs vies secrètes. Le Monde du silence (saison 6, épisodes 15 et 18/22, 100 min).

FRANCE 2

20.47 Envoyé spécial. Les dessous des contrôles sanitaires ; Affaire Benitez, l'énigme du légionnaire...
22.20 Complément d'enquête. Patrick Sébastien, comédies musicales : le retour du populaire.
23.30 Alcaline le mag. Invité : Miossec (50 min).

FRANCE 3

20.45 Les Sept Mercenaires ■■
Film John Sturges. Avec Yul Brynner, Eli Wallach, Steve McQueen (Etats-Unis, 1960).
22.55 Météo, Soir 3.
23.25 L'Ombre d'un doute. Vienne, ombres et lumières (130 min).

CANAL +

20.55 Scandal. Série. Mustang Sally. On ne touche pas aux premières dames (saison 3, 11 et 12/18).
22.20 Girls. Série (S1, 1 et 2/10).
23.15 The Office. Série (S9, épisodes 13 à 15/23, 65 min).

FRANCE 5

20.35 La Grande Librairie. **« La Valise idéale ».** Invités : Régine Detambel, Cécile Ladjali, Erik Orsenna...
22.05 Sophie Marceau. Documentaire.
23.00 C dans l'air. Magazine.
0.10 Entrée libre. Magazine (20 min).

ARTE

20.55 Real Humans. Série (S2, 5 et 6/10).
22.55 L'Apollonide, souvenirs de la maison close ■■■
Film Bertrand Bonello. Avec Adele Haenel, Hafsia Herzi, Jasmine Trinca (France, 2011).
0.55 Le Train de 8 h 28. Téléfilm. Christian Alvart (All., 2010, 145 min).

M 6

20.50 La Plus Belle Région de France. Aquitaine, Franche-Comté, Languedoc-Roussillon, Ile-de-France, Champagne-Ardenne.
23.15 Les Maisons les plus originales. Maison « Fifties » ; Maison « Chapelle des Templiers » ; Maison « Pharmacie »... (125 min).

Vendredi 30 mai

TF1

20.55 Nos chers voisins. **Fête des voisins.** Téléfilm. Stephan Kopecky. Avec Philippe Bas, Black M (France, 2014).
22.55 Qui veut épouser mon fils ? Episode 6. Télé-réalité (115 min).

FRANCE 2

20.48 Boulevard du Palais. Série. Les Liens du sang (2013, inédit) ; Crédit revolver (S9, 2/5). Avec Anne Richard.
0.05 La Parenthèse inattendue. Magazine. Invités : Cristiana Reali, Régine, Jean-Marc Généreux (120 min).

FRANCE 3

20.45 Thalassa. D-Day, ils ont inventé le Débarquement.
22.50 Météo, Soir 3.
23.20 Enquêtes de régions.
0.15 Doc 24. Documentaire (55 min).

CANAL +

20.55 Moi, moche et méchant 2 ■
Film Pierre Coffin et Chris Renaud. Animation (Etats-Unis, 2013).
22.30 Les Gamins ■
Film Anthony Marciano. Avec Alain Chabat, Max Boublil, Sandrine Kiberlain (Fr., 2013, 95 min).

FRANCE 5

20.35 On n'est pas que des cobayes ! Magazine. Best of. **21.30** Peut-on envoyer mini-James dans l'espace ? Les chauves-souris se prennent-elles vraiment dans les cheveux ?...
22.25 C dans l'air. Magazine.
23.35 Entrée libre. Magazine.
23.55 Les 100 lieux qu'il faut voir. Charente-Maritime. Documentaire (95 min).

ARTE

20.50 La Prof. Téléfilm. Tim Trageser. Avec Anna Loos, Meret Becker, Axel Prahl, Christina Grosse (All., 2011).
22.25 Y a-t-il trop d'avions dans le ciel ? Documentaire (2009).
23.15 Mamie fait de la résistance. Documentaire. Havard Bustnes (Norv., 2013).
0.10 Court-circuit. Magazine (55 min).

M 6

20.50 Bones. Série. Au nom de la liberté (saison 9, 16/24) ; Pris au piège (saison 7, 13/13) ; Chocolat show (saison 6, 7/23) ; Chasse au trésor. Face au désert (saison 1, 16 et 17/22).
1.15 New Girl. Série (saison 2, ép. 5 et 6/25, 45 min).

Le Monde
Vendredi 30 mai 2014

Thomas Pesquet
Un Français dans l'espace

ILS FERONT LE MONDE – En décembre 2016, le jeune astronaute européen rejoindra pour six mois la Station spatiale internationale

Son rêve d'espace va devenir réalité. A 36 ans, Thomas Pesquet a été choisi pour une mission de six mois au sein de la Station spatiale internationale (ISS). En décembre 2016, il partira à bord d'une fusée russe Soyouz lancée depuis Baïkonour, au Kazakhstan. Huit ans après Léopold Eyharts, et sur les traces de Jean-Loup Chrétien, Jean-Pierre et Claudie Haigneré, ses plus illustres aînés, il deviendra le dixième Français, et le plus jeune astronaute européen, à s'arracher à la gravité terrestre.

Membre du corps des astronautes de l'Agence spatiale européenne (ESA) depuis 2009 – au terme d'une sélection impitoyable : 6 élus sur 8 330 candidats –, Thomas Pesquet n'aura attendu que cinq ans avant de recevoir sa première mission. Il n'a pourtant pas célébré la nouvelle, faute de temps. Son quotidien est fait d'entraînements et de voyages, entre Moscou, Houston et Cologne. Tout juste a-t-il écrit un message plein d'humour sur Twitter : *« M. Pesquet, l'ESA a le plaisir de confirmer votre décollage en 2016 vers l'ISS. Nous vous souhaitons un très agréable voyage. »*

> « Si on a toujours la tête dans le futur, on ne profite pas de l'instant présent »

De retour du Japon, où il a obtenu son certificat pour le module JEM, et avant de se rendre à Montréal où il s'entraînera sur le bras robotique de l'ISS, Thomas Pesquet réalise à peine qu'il va s'envoler pour l'espace. *« J'en prendrai sûrement conscience à Baïkonour devant la fusée un peu fumante… »* D'ici là, un programme drastique l'attend : stage de survie, entraînements en scaphandre, travail sur les simulateurs, séances de sport…

Quand son emploi du temps le lui permet, il joue pleinement son rôle d'ambassadeur, vêtu de la combinaison bleue des astronautes européens, soucieux de *« partager, expliquer et rendre accessible cette aventure »*. Avenant, humble, professionnel, Thomas Pesquet suscite, dès le premier contact, la sympathie. Avec aisance, il s'est approprié cette exposition médiatique et souhaite en profiter pour susciter des vocations et montrer que les astronautes, en dépit de la fascination exercée, *« ne sont pas des Superman »*.

Pourtant, il a tous les attributs du petit génie : polyglotte – il parle six langues, même si son russe *« reste encore à parfaire »* –; joue du saxophone – qu'il espère emmener à bord de l'ISS malgré un bagage cabine *« de la taille d'une boîte à chaussures »* –; il est ceinture noire de judo, passionné de parachutisme, d'alpinisme, de VTT. Mais lui préfère faire l'éloge de la simplicité et de la normalité. Après tout, l'ISS ne se trouve qu'à moins de 500 km de la Terre, *« la distance Paris-Lyon, mais en vertical »*, plaisante-t-il.

Devenir astronaute n'a pas été le fruit d'une révélation enfantine. *« L'espace me fascinait mais je n'y comprenais rien. C'était un rêve naïf. » « Pur produit du système éducatif français »*, c'est à Rouen, où il est né et a grandi, qu'il entre en prépa maths sup-maths spé. Il valide ensuite son diplôme d'ingénierie aéronautique et spatiale à l'école Supaéro de Toulouse en 2001.

Après avoir travaillé comme ingénieur au CNES de 2002 à 2004, Thomas Pesquet rêve de piloter. Contrairement à la plupart de ses collègues qui embrassent la carrière militaire, lui choisit le civil et Air France, où il devient en 2006 pilote de ligne, *« le plus beau métier du monde, après celui d'astronaute »*.

Il fait aussi partie de cette nouvelle génération d'astronautes, ouverts et connectés, qui utilisent les réseaux sociaux pour livrer un flot continu d'informations, de photos et de vidéos en provenance de l'espace. Tels le Canadien Chris Hadfield, interprète de la première chanson enregistrée en apesanteur, *Space Oddity*, de David Bowie, ou l'Américain Rick Mastracchio, auteur du premier *selfie* dans l'espace, qui ont connu un succès retentissant. *« C'est une manière de communiquer, aussi importante pour les agences spatiales que pour les astronautes. »* Si ces scènes contribuent à démystifier l'exploration spatiale, elles donnent aussi du grain à moudre à ses pourfendeurs, choqués par le coût astronomique des missions, notamment de l'ISS, dont la facture s'élève à plus de 100 milliards de dollars (73,5 milliards d'euros) depuis son lancement en 1998.

A ceux-là, ils rétorquent : *« L'ISS est d'abord un laboratoire de recherche dont les résultats s'appliquent dans la vie quotidienne. »* Si les contours de la mission scientifique qu'il effectuera ne sont pas encore totalement définis, les thématiques tourneront autour de la science des matériaux, des alliages et aussi des émulsions et des mousses. Une horloge atomique sera également installée pour tester la théorie de la relativité d'Einstein et améliorer l'exactitude de notre mesure du temps. *« Nous travaillons aussi sur les virus, la micro-encapsulation des médicaments… C'est du concret ! »*



ALDO SPERBER POUR « LE MONDE »

1978 Naissance à Rouen

2001 Diplôme d'ingénieur aéronautique

2002 Ingénieur au CNES

2006 Licence de pilote de ligne pour Air France

2016 Mission de six mois à bord de la station spatiale internationale

Thomas Pesquet veut ainsi montrer que l'ISS, qui accueille des équipages de manière ininterrompue depuis 2001, n'est pas devenue ce *« boyau tentaculaire où personne ne fait plus rien de très utile ni de très nouveau »*, selon les termes de l'astronaute Patrick Baudry. *« Le travail de l'ISS est aussi un pas vers la route de l'exploration,* explique-t-il encore. *Il faut d'abord parfaitement maîtriser cet environnement, l'orbite basse terrestre, observer ses effets sur le corps, réussir à s'y installer de manière permanente, avant d'envisager d'aller plus loin. »*

Plus loin, c'est Mars. Le fantasme des Terriens. Le rêve de tous les astronautes. Celui de Thomas Pesquet, assurément, persuadé qu'un homme se rendra sur la Planète rouge de son vivant, et sera surtout capable d'en revenir. Pour lui, aucun doute, les astronautes ont toujours vocation à explorer l'immensité galactique : *« Un homme peut revenir sur Terre pour expliquer ce qu'il a fait et vu. Pas un robot ou une sonde. »* Pragmatique, il ne se projette pas si loin. *« Si on a toujours la tête dans le futur, on ne profite pas de l'instant présent. »*

Presque dix ans de sa vie se seront écoulés entre sa sélection et la fin de sa mission, pour « seulement » six mois passés en gravité. Six mois qui feront de lui un nouveau citoyen de l'espace. ■

MAXIME GOLDBAUM

La semaine prochaine : Daniel Linehan, danseur et chorégraphe.

8 juillet 1957 Le jour où Vinaver trouve l'inspiration des « Huissiers »

« LE MONDE » ET MOI

En 1957, l'auteur dramatique Michel Vinaver se met en quête d'une histoire sur les « événements » en Algérie. Lorsqu'il tombe dans « Le Monde » sur un article traitant de la disparition d'un jeune mathématicien enlevé par l'armée française, Maurice Audin.

Les opérations militaires duraient depuis trois ans. On ne parlait pas encore de la guerre d'Algérie, mais de "pacification", et, pour celle-ci, la France avait envoyé 300 000 de ses enfants. Ou bien on disait pudiquement "les événements d'Afrique du Nord". C'est sous ce surtitre générique que je tombe, dans *Le Monde* du 8 juillet 1957, sur un article intitulé "A propos de deux disparitions à Alger". Là, je me dis que je tiens peut-être quelque chose.

Ma première pièce était sur la guerre de Corée, écrite à chaud, et se passait en Corée. Ma deuxième, je voulais qu'elle soit centrée sur la guerre d'Algérie, et qu'elle se passe dans les lieux du pouvoir à Paris : les ministères, l'Assemblée. On y verrait tourbillonner les mensonges et les non-dits, en temps réel, puisqu'on était en plein dedans. La pièce aurait pour titre *Les Huissiers*, dans le sillage d'Aristophane : *Les Grenouilles*, *Les Guêpes*, *Les Oiseaux*. Mais de quelle intrigue partir ? Quelle histoire raconter ?

L'un des deux disparus s'appelait Maurice Audin ; c'est à partir d'une lettre de son épouse, Josette, que le journal a publié l'information. Audin, jeune mathématicien enseignant à la faculté des sciences d'Alger, a été enlevé à son domicile par des parachutistes et n'a pas reparu.

Peut-on être affirmatif sur ce qu'a été le déclic de création d'une œuvre ? J'étais habité par l'idée que le théâtre pouvait montrer la lâcheté en action. La lâcheté en tant qu'accompagnement obligé de l'exercice du pouvoir. Thème tragique, thème riche aussi en prolongements burlesques. Donc je m'y attelle, et *Les Huissiers* s'écrivent entre octobre et novembre 1957.

Entre-temps, depuis juillet, ce qui est devenu "l'affaire Audin" connaît un retentissement grandissant, grâce en particulier à plusieurs articles du *Monde*. C'est que Josette Audin n'avait pas chômé, les appuis ne lui avaient pas manqué, notamment celui de Pierre Vidal-Naquet, dont l'enquête a établi qu'à la suite d'une des séances de torture qu'il a subies aux mains des paras, Maurice Audin a été mis à mort par ceux-ci. Face aux faits, le déni des autorités militaires et les contorsions du gouvernement appellent le dramaturge.

Les Huissiers empruntent leur structure à *Œdipe à Colone,* de Sophocle, avec un personnage, M^me^ Aiguedon (inspiré par Antigone et par Josette Audin) qui réussit à pénétrer dans le bureau du ministre de la défense nationale, pour obtenir la vérité sur le sort de son mari. En vain.

Un si long retard

J'avais terminé la pièce quand *Le Monde* rend compte, le 3 décembre 1957, de la soutenance "symbolique", en Sorbonne, de la thèse de Maurice Audin, organisée par ses collègues pour *"protester d'une façon particulièrement marquante contre le silence officiellement observé, à propos d'une disparition à laquelle aucune explication satisfaisante n'a jusqu'ici été donnée"*.

"Jusqu'ici"… A relire l'article aujourd'hui apparaît la saisissante ironie dont ce *"jusqu'ici"* s'est chargé, puisque, cinquante-sept ans après, on en est toujours là.

Le silence a marqué aussi le destin scénique de la pièce. Roger Planchon, qui avait créé à Lyon *Les Coréens* et qui m'a aussitôt commandé une nouvelle pièce, a accueilli *Les Huissiers* avec faveur, en a annoncé la programmation, et puis plus rien. Le projet se perd dans les sables.

Et *Les Huissiers* patienteront plusieurs dizaines d'années avant de voir le jour sur un plateau. Au moins, ils l'ont vu. Tandis que la vérité sur la mort de Maurice Audin attend toujours. Si cet article venait à l'attention du président de la République, j'aimerais qu'il y voie un appel pour qu'il soit mis fin à un si long retard dans la reconnaissance des faits par l'Etat. » ■

PROPOS RECUEILLIS PAR NATHANIEL HERZBERG

Article du 8 juillet 1957, intitulé « A propos de deux disparitions à Alger ». Article du 3 décembre 1957, intitulé « Maurice Audin obtient le doctorat ès sciences »

La semaine prochaine : Danièle Delpeuch, la cuisinière de François Mitterrand.

Thaïlande : le putschiste, le roi, la monarchie

ANALYSE

par Bruno Philip
Correspondant à Bangkok

La cérémonie d'intronisation du putschiste en chef thaïlandais, le général Prayuth Chan-ocha, s'est déroulée, lundi 26 mai, dans une ambiance irréelle. Le patron du « Conseil national pour la paix et l'ordre », appellation du nouveau régime, a été, durant cette cérémonie, formellement « adoubé » par Sa Majesté, le roi Bhumibol Adulyadej. Mais l'événement n'a pas eu lieu en présence du souverain, âgé de 86 ans et recordman mondial de la longévité monarchique – il est monté sur le trône le 9 juin 1946. Malade depuis des années, il se fait de plus en plus rare en public et s'est retiré cet hiver au bord du golfe de Thaïlande, dans son palais de Hua Hin.

Le général Prayuth, sanglé dans un impeccable uniforme blanc, a dû s'incliner devant le portrait du roi absent. Pour les militaires thaïlandais, qui en sont à leur douzième coup d'Etat réussi en quatre-vingt-deux ans, l'approbation du souverain est cruciale. Le roi, qui règne mais ne gouverne pas depuis que le royaume est devenu monarchie constitutionnelle à l'issue du premier putsch de 1932, a un statut semi-divin.

Au long de son règne, Bhumibol a fait l'objet d'une extraordinaire dévotion de son peuple. Certains spécialistes de l'histoire contemporaine de la Thaïlande remarquent qu'il a dans l'ensemble approuvé tous les coups d'Etat. Pour des experts, le statut de monarque constitutionnel n'a pas empêché Bhumibol, appelé Rama IX, de jouer un rôle politique déterminant.

Désormais, on ne l'entend plus. Pas comme en 1992 quand, après de sanglantes émeutes contre un général putschiste, Sa Majesté avait été filmée à la télévision en train de tancer sévèrement les deux acteurs de la crise. Le général Suchinda, le premier ministre, et son adversaire, le chef du mouvement prodémocratique Chamlong Srimuang, avaient été vus humblement agenouillés devant le roi les sermonnant comme des écoliers pris en faute…

L'intervention royale avait mis immédiatement fin à la crise. Rien de tout cela, cette fois-ci. Ni le roi ni aucun membre de la famille royale, pas plus que le prince héritier Vajiralongkorn, ne se sont montrés en public depuis le putsch. La « gazette royale » s'est contentée d'annoncer lundi la nomination du général Prayuth.

La crise en Thaïlande remonte en fait à 2006, date de l'avant-dernier coup d'Etat. Cette année-là, l'armée renverse le premier ministre Thaksin Shinawatra, ancien policier devenu milliardaire après avoir fait fortune dans les télécoms. Ce responsable politique ambitieux, partisan du libéralisme économique et de la mondialisation, avait lancé un programme inédit destiné à élever la condition du monde rural dans les provinces les plus déshéritées. Le renversement de Thaksin aura pour conséquence l'émergence du mouvement des « chemises rouges », partisans acharnés du premier ministre destitué.

Naîtra alors aussi le mouvement des « chemises jaunes », la couleur du roi, qui rassemblent les partisans les plus décidés du palais et pour lesquels Thaksin et sa famille incarnent une dangereuse dérive. Celle qui pourrait provoquer un bouleversement des rapports de force entre élites traditionnelles et provinciaux-paysans, ceux-ci étant désormais mus par la volonté de faire entendre leurs voix. Et leurs votes…

L'alliance entre le palais et l'armée

Le coup d'Etat du 22 mai résulte de cette tension, de cette lutte des classes. Même si, pour faire bonne mesure, les militaires ont arrêté des responsables « jaunes », nul ne doute que l'armée penche du côté de ces derniers : les militaires, dans leur ensemble, n'avaient qu'une seule idée, celle de se débarrasser de Yingluck Shinawatra, la sœur de Thaksin, que des élections avaient portée au pouvoir en 2011.

L'alliance entre le palais et l'armée, cette dernière s'étant au fil des années attribué le rôle de défenseur de la monarchie, renforce le socle d'un système dont les garants tentent par tous les moyens d'empêcher le bouleversement des rapports de force socio-économiques en Thaïlande. En outre, beaucoup parmi les « rouges » ont brisé le tabou du respect obligé à la monarchie. Un exercice très risqué en Thaïlande : toute personne coupable d'avoir *« insulté le roi, la reine, le prince héritier ou le régent »* encourt une peine de prison maximale de quinze ans.

Le général Prayuth Chan-ocha, 60 ans, devait prendre sa retraite en 2014. Cet officier, qui occupait des fonctions élevées lors du coup d'Etat de 2006, a servi dans le 21e régiment d'infanterie dont la reine Sirikit a le titre de « commandant honoraire ». Tout au long de la crise, ces derniers mois, le général avait donné le sentiment qu'il était peu favorable à un nouveau putsch. Sans doute conscient des conséquences du désastreux précédent de 2006 qui avait renforcé le soutien au clan des Shinawatra et culminé avec l'élection de Yingluck au poste de chef de gouvernement…

« Un coup d'Etat ne serait pas légal », avait admis Prayuth, le 28 février. *« Un coup d'Etat n'est désormais plus possible »*, renchérissait-il le 5 mars. *« Une prise de pouvoir par l'armée ne ferait qu'empirer la situation »*, assurait-il le 22 avril. Le 19 mai, au moment d'imposer la loi martiale, il affirmait que celle-ci n'avait pas *« pour but de préparer un coup d'Etat »*. Le 22 mai, après avoir joué, au moins pour la galerie, les médiateurs entre « jaunes » et « rouges », il annonçait la prise de pouvoir de l'armée. ■

LES GARANTS DU SYSTÈME TENTENT PAR TOUS LES MOYENS D'EMPÊCHER LE BOULEVERSEMENT DES RAPPORTS DE FORCE

philip@lemonde.fr

LE LIVRE DU JOUR

Pierre Desproges ou l'anti-Dieudonné



« Je suis un artiste dégagé ». Pierre Desproges : l'humour, le style, l'humanisme
F. Mercier-Leca, A.-M. Paillet
Editions Rue d'Ulm, 168 p., 16 €

Au panthéon des humoristes, il occupe une place de choix. Plus de vingt-cinq ans après sa mort, Pierre Desproges (1939-1988) continue à être cité en exemple pour sa capacité à avoir su rire de tout grâce à la qualité de son écriture et son art de la satire. Pour honorer le style de *« cet humoriste véritablement littéraire »*, qui racontait *« passer des heures dans les dictionnaires »*, les maîtres de conférences Florence Mercier-Leca (université Paris-Sorbonne) et Anne-Marie Paillet (Ecole normale supérieure), spécialistes de la stylistique, publient le fruit de la journée d'études qui fut consacrée, le 7 juin 2013, aux Aspects de l'humour desprogien.

Ce n'est pas tous les jours qu'un comique a les honneurs de la faculté. L'intéressé aurait certainement rétorqué : *« Etonnant, non ? »* Mais force est de constater que le procureur du « Tribunal des flagrants délires », le chroniqueur de « La minute nécessaire de Monsieur Cyclopède » et l'auteur du *Dictionnaire superflu à l'usage de l'élite et des bien nantis* (Seuil 1997), maniait avec brio le second degré et l'autodérision. L'ouvrage *« Je suis un artiste dégagé ». Pierre Desproges : l'humour, le style, l'humanisme* regroupe les contributions d'une dizaine d'universitaires français et belges qui se sont *« amusés »*, avec grand sérieux, à explorer les ressorts de cet *« intellectuel de l'humour »*.

A l'opposé d'un Dieudonné, *« les marques de littérarité éloignent Pierre Desproges du vulgaire, de l'éructation, de tout ce qui est assimilable à une expression échappant au contrôle, sous le coup de la haine ou de la bêtise »*, soulignent les auteurs. C'est ainsi que l'humoriste a pu pousser la provocation et ne s'est interdit aucun sujet.

Desproges se définissait comme un *« écriveur »*. Les universitaires admiratifs de sa prose lui reconnaissent un don de *« grammairien »*, de *« puriste »*. Au-delà de l'analyse linguistique, l'ouvrage aborde la portée politique de ses textes. Pour Arnaud Mercier, professeur en sciences de l'information à l'université de Lorraine, Desproges a été, à tort, classé politiquement à droite.

Pamphlétaire

« Sa posture politique était plutôt celle d'un pessimisme face à la démocratie et aux partis, qui l'amenait à un égal rejet du jeu politicien de droite comme de gauche. » Certaines de ses saillies résonnent encore avec l'actualité du XXIe siècle : *« Au lieu de vous emmerder à lire tout Sartre, achetez* Minute *: pour dix balles vous aurez* La Nausée *et* Les Mains sales. *»* Apolitique, laïcque, abstentionniste, son humanisme *« critique »* et *« corrosif »*, qui voisine, selon Anne-Marie Houdebine (université Paris-Descartes), *« avec La Rochefoucauld et Cioran »*, a poussé ce pamphlétaire à ironiser sur la condition humaine en attendant la mort. ■

Sandrine Blanchard



© Christopher Anderson/Magnum Photos

Le Monde
Les Unes du *Monde*
RETROUVEZ L'INTÉGRALITÉ DES « UNES » DU *MONDE* ET RECEVEZ CELLE DE VOTRE CHOIX ENCADRÉE


RENDEZ-VOUS SUR www.lemonde.fr/boutique

Le Monde
Vendredi 30 mai 2014

Hégémonie culturelle de l'extrême droite ?

Le résultat des élections européennes ne cesse d'interroger. Est-ce un épisode dû à l'abstention et au vote protestataire ou bien s'agit-il du symptôme d'une lente évolution de la société française vers les idées de la droite extrême ? S'explique-t-il aussi parce que le Front national aurait, comme l'assure Marine Le Pen, « gagné la bataille des idées » ? Quelle rôle la question de l'identité française a-t-elle joué dans ce succès politique et idéologique ?



« C'est la fin du discours multiculturaliste en France »

Olivier Roy
Professeur à l'Institut universitaire européen de Florence

L'extrême droite est-elle en train de gagner la bataille des idées ?

La nouvelle droite veut conquérir l'hégémonie culturelle, selon le schéma défini par le théoricien marxiste Antonio Gramsci (1891-1937). Elle abandonne ainsi le racisme biologique fasciste et les références de Le Pen père afin de privilégier certains travaux des sciences sociales qu'elle reprend à son compte, alors même que ces travaux s'inscrivaient dans une perspective progressiste et antiraciste après la chute du nazisme. C'est le cas pour le « différentialisme culturel » de Claude Lévi-Strauss, qui consistait à dire que toutes les cultures étaient égales en dignité, mais que chacune possédait sa dynamique et sa logique propres. De la même manière, l'anthropologue Margaret Mead (1901-1978), qui était pourtant de gauche, a vu ses idées passer à droite de l'échiquier politique.

Dans les années 1940, toute une gauche intellectuelle américaine a contribué à l'effort de guerre en rédigeant des manuels pour expliquer aux états-majors et aux soldats la mentalité de l'ennemi, celle des Japonais, des Allemands, et même des Français. La cause était bonne, sauf que cette matrice intellectuelle a perduré dans les études postcoloniales qui sont restées profondément essentialistes et identitaires, même si elles valorisent le métissage et la mixité. Parler de métissage, c'est déjà supposer qu'il existe deux êtres profondément différents qui peuvent se marier. Or, nous ne sommes pas dans une logique de renforcement des cultures, mais dans un mouvement de déculturation.

La nouvelle droite s'est donc adaptée à la modernité ?

Oui, elle cesse notamment d'être conservatrice sur les questions de famille et de sexualité. Le Front national compte aujourd'hui plus de partisans du mariage homosexuel parmi ses électeurs que l'UMP, si l'on en croit les derniers sondages. Tout simplement parce que ses électeurs sont plus jeunes. La gauche considère la percée de Le Pen comme l'arrivée du fascisme au pouvoir. Or, si le FN est né dans le fascisme, il ne l'est plus, son discours a changé quand la nouvelle droite est arrivée. Aujourd'hui, il n'est plus question du sang, de la terre et des cosmopolites, mais de la culture, des ancêtres et de l'immigration. C'est plus qu'un « relooking ».

Pourquoi le FN fait-il de l'immigration et de Bruxelles les responsables de la dilution de l'identité nationale ?

Bruxelles et l'immigration sont devenus les deux principaux boucs émissaires des identitaires. Bruxelles pose la question du contrôle politique du citoyen sur ses institutions. Un problème qu'on est obligé d'éluder, car, pour le régler, il faudrait renforcer les pouvoirs du Parlement européen et renforcer la démocratie européenne et donc l'union politique de l'Europe, pour enfin avoir un décideur responsable devant les citoyens. Or, la crispation nationaliste actuelle nous empêche d'aller plus loin dans l'intégration européenne. L'appareil bruxellois n'est pas adapté et le Parlement européen est le repaire de politiques qui se désintéressent de la question européenne et qui voient Bruxelles comme une résidence secondaire, en attendant de rentrer dans la cour nationale des grands.

Ce vote est-il une réaction au « communautarisme » qui gagnerait nos sociétés ?

Le communautarisme est un fantasme que la représentation des banlieues cristallise. Les populations musulmanes ne sont pas communautarisées : pas de représentation nationale, pas de réseau d'écoles confessionnelles, pas de parti politique. Oui, dans les quartiers, le taux de délinquance est important et il y a une économie souterraine, mais il y a aussi une vie sociale, une mixité… Les quartiers sont bien plus complexes que la caricature que l'on en fait. La preuve, ils ont cessé de voter à gauche. Et le FN l'a parfaitement compris, contrairement à la gauche qui continue de penser qu'on peut taper sur le communautarisme des musulmans et garder leur vote, sous prétexte qu'avec la droite ce serait pire. Sauf qu'avec Manuel Valls ça ne prend plus. Alors soit les musulmans s'abstiennent, soit ils votent à droite.

Le passage à droite de la Seine-Saint-Denis et du quartier nord de Marseille est fascinant. Il y a deux explications : ou ce sont les jeunes Blancs qui votent à droite, ce qui suppose qu'ils sont majoritaires dans les quartiers et qu'ils ne les ont pas quittés, ou bien ce sont des secondes générations d'immigrés qui votent Front national, ce qui prouverait que l'intégration fonctionne.

Les populations musulmanes ne sont pas communautarisées : pas de représentation nationale, pas d'écoles confessionnelles, pas de parti politique

Vous dites que l'intégration fonctionne. Pourtant, le succès du FN n'indique-t-il pas le contraire ?

Bien sûr qu'elle fonctionne. On ne parle jamais de la sortie du ghetto par le haut. Mais l'ascension sociale des classes moyennes issues de l'immigration musulmane est une évidence. Quand vous allez à la Sécurité sociale, vous avez régulièrement comme chef de service une dame d'origine algérienne, et à la banque, un conseiller financier d'origine marocaine (ou l'inverse, soyons prudents). Bien sûr, il y a des secteurs qui résistent, mais même la gendarmerie s'y met. Aujourd'hui, dans un collège public, le professeur de maths est souvent d'origine maghrébine, et dans les hôpitaux, c'est pareil. Comparez les listes des médecins des années 1980 avec celles d'aujourd'hui. Il y en aura toujours pour dire qu'on « nous » remplace, moi je dis « mutation ». Si vous prenez la liste des médecins des hôpitaux sur trois générations, vous allez voir apparaître des Weissman, puis les Benichou et maintenant les Abdelmalek. C'est un des signes qui montrent que l'intégration fonctionne.

La société change à toute vitesse. Les mariages mixtes sont en hausse, et surtout impliquent les filles d'origine musulmane, il suffit d'ouvrir *L'Echo Républicain,* le journal de Dreux, à la page « Naissances et mariages » pour le constater. Et les filles n'épousent pas des intellectuels multiculturalistes, mais des gars du coin. Sauf que personne ne veut le voir. L'intégration fonctionne avec un retard d'une génération.

Les tensions identitaires adviendraient donc lorsqu'un déficit d'intégration se manifesterait ?

Prenez ces jeunes d'origine maghrébine qui réussissent socialement. Ils sont profondément républicains et, ce qu'ils reprochent à la République, c'est d'avoir trahi son idéal d'égalité. La revendication religieuse ne vient qu'après et elle vient au nom de la liberté, pas de l'identité. Il ne faut surtout pas penser le problème de la liberté religieuse en termes de multiculturalisme, ce que fait la gauche de la gauche. Le discours multiculturaliste en France c'est fini, les indigènes de la République, ça ne prend pas. Ce n'est pas le multiculturalisme qui est populaire chez les jeunes. Prenez l'association « Fils de France », dirigée par Camel Bechikh, qui s'attache à transmettre l'amour de la patrie aux jeunes musulmans et que je connais depuis longtemps. Lorsqu'il m'a annoncé son rapprochement avec Alain Soral, j'étais halluciné. Il m'a parlé de patriotisme en m'expliquant que l'extrême droite était pour lui une forme d'intégration. C'est pour moi une impasse, mais aussi un symptôme.

Ces élites musulmanes se détournent donc de la gauche ?

Ces nouvelles élites sont souvent opportunistes, elles veulent devenir des notables républicains. Beaucoup sont entrés en politique au PS, ils ont servi pour coller les affiches, mais quand ils ont demandé des positions éligibles, on leur a répondu que le PS était contre le confessionnalisme, en brandissant l'argument d'une prétendue crispation identitaire. Ils ont l'impression de s'être fait avoir, d'avoir adopté la démarche républicaine et de se faire renvoyer à la tête qu'ils sont communautaristes. Beaucoup sont passés à droite.

Vous affirmez que le communautarisme n'est qu'un fantasme ; pourtant, l'intégrisme religieux gagne du terrain dans de nombreux endroits. Pourquoi le monde musulman y échapperait-il ?

L'intégrisme religieux n'est pas une protestation identitaire et encore moins l'expression d'une culture traditionnelle, c'est au contraire une conséquence de la crise de la culture, c'est une quête du « pur » religieux. C'est donc bien le cas dans le salafisme, où on trouve aussi la plus grande part des convertis. Il y a aussi une crise de la sociabilité laïque catholique, juive… Tenez, prenez un exemple : vous avez été baptisé dans votre paroisse mais vous ne venez jamais à la messe. Avant, pour vous y marier, il fallait simplement prouver que vous étiez membre de la paroisse. Aujourd'hui, on exige de vous d'être un membre actif de la communauté. Nous n'avons pas affaire à un communautarisme identitaire mais à des communautés de foi qui se sentent rejetées par la culture laïque dominante, comme on le voit dans le front religieux qui s'oppose au mariage pour tous.

Et le Front national essaie de réinventer le communautarisme culturel autour du folklore et de l'apéro saucisson-vin rouge. Cette identité « laïque » ne se reconstruit pas sur la culture mais sur des marqueurs folkloriques. L'identité, c'est quand on a perdu la culture. On ne voit pas Proust parler d'identité. La montée du fondamentalisme religieux est partout l'expression d'une crise de la culture, pas d'une affirmation identitaire.

Je regrette que le FN n'ait pas gagné plus de mairies, car c'est la vie municipale qui vous apprend la politique et vous forme… ou vous disqualifie, comme à Toulon dans les années 1980

Comment combattre la fracture de la société française entre communautés ?

La réalité revient dans l'espace public là où on ne l'attend pas forcément, par la vie intime et affective notamment. En France, tout le monde a un copain ou un voisin musulman : il y a un décalage complet entre la sociabilité réelle des gens et leur discours idéologique. L'effet de réel va aussi être politique, la montée de ces classes moyennes musulmanes commence à impacter la vie politique : vous trouvez aujourd'hui dans toutes les villes des listes avec des noms maghrébins, mais pas de listes communautaires. Tôt ou tard, la société réelle transformera la société politique et je pense qu'on est en train de vivre cette période. Vous le voyez sur le plan local, le FN recule dans les centres-villes, entre autres parce qu'une bourgeoisie musulmane de plus en plus nombreuse y vit et qu'elle est intégrée dans la sociabilité locale. En revanche, dès que vous passez dans les résidences périurbaines, vous retrouvez le vote frontiste, mais surtout parce que les services de l'Etat y sont défaillants. On crie alors au communautarisme mais, chez les secondes générations d'enfants issus de l'immigration, il y a au contraire une demande d'Etat, mais d'un Etat non discriminatoire.

Comment reconnecter le débat public à la réalité sociale que vous décrivez ?

Le premier facteur de la réalité, c'est la politique, et c'est la raison pour laquelle je ne vois pas la montée du FN comme une catastrophe. Evidemment que le logiciel de pensée de Marine Le Pen n'est pas démocratique, mais quand un mouvement entre en politique, il est obligé de faire de la politique. Alors, qu'ils se frottent à la politique réelle ! Je regrette que le Front national n'ait pas gagné plus de mairies lors des élections municipales, parce que c'est la vie municipale qui vous apprend la politique et vous forme… ou vous disqualifie, comme à Toulon dans les années 1980. Qu'on se rappelle le « communisme municipal ». Le retour de la réalité passe par le politique, il ne faut donc pas le verrouiller. A force de vouloir gérer les crises à court terme, on crée des catastrophes. Il faut laisser certains conflits se dérouler.

Vous n'êtes donc pas inquiet pour l'avenir ?

Non, les Français sont des pleurnichards. Le modèle français d'intégration fonctionne bien mieux que celui de l'Allemagne, des Pays-Bas, de la Suède ou du Royaume-Uni, mais c'est vrai qu'il est plus conflictuel. La société est beaucoup plus mélangée, plus mixte. La France possède une législation plus favorable à l'intégration et un modèle républicain qui séduit les nouvelles classes montantes. Dans les autres pays, la situation est plus compliquée encore : l'Allemagne est confrontée à une crise démographique importante et les Pays-Bas ont un faible taux de mariages mixtes. Aujourd'hui, nous ne sommes plus dans des structures d'immigration mais dans des structures de circulation, en tout cas dans l'espace méditerranéen. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR
NICOLAS TRUONG

Le débat intellectuel français enferré dans la querelle de l'identité

La « nouvelle droite » est en train de gagner la bataille des idées. C'est un constat partagé de tous côtés. Une évidence que le résultat des élections européennes est encore venu confirmer. A droite, c'est une antienne chaque fois claironnée. Ainsi Guillaume Peltier, vice-président de l'UMP et ancien du Front national, avait assuré avoir gagné la lutte idéologique dans son propre camp lorsque son mouvement, La Droite forte, était arrivé en tête de suffrages au congrès de l'UMP de 2012. A l'extrême droite, l'hégémonie intellectuelle est encore davantage justifiée : *« Nous avons gagné la bataille des idées. Désormais, nous devons transformer cette victoire idéologique en victoire politique »*, s'exclamait Marine Le Pen lors du défilé du Front national, le 1er mai. C'est chose faite.

Mais le constat est également partagé à gauche. Professeur à l'université Paris-VIII et auteur de *Gauche : avenir d'une désillusion* (Textuel, 61 pages, 8 euros), Eric Fassin observe que *« c'est l'hégémonie idéologique de la droite, dont le Parti socialiste est le symptôme, qui délégitime aujourd'hui tout discours politique de gauche »*.

Les sociologues Luc Boltanski et Arnaud Esquerre analysent la dérive des partis conservateurs traditionnels vers *« la droite xénophobe et nationaliste »*, mais aussi celle d'une partie de la gauche politique et intellectuelle (*Vers l'extrême. Extension des domaines de la droite*, éditions Dehors, 75 pages, 7,5 euros).

Pour qu'un « séisme » politique ait eu lieu, il fallait qu'il eût été précédé d'un glissement de terrain. Le grand opérateur idéologique de ce grand déplacement est, pour Boltanski et Esquerre, *« l'obsession de l'identité »*. Le succès de ce signifiant fortement chargé de sens et capable de transcender le clivage gauche-droite fut sans conteste marqué par *L'Identité malheureuse* (Stock, 2013), l'essai d'Alain Finkielkraut, vendu à plus de 80 000 exemplaires.

Mais le désormais académicien refuse que l'usage de ce thème soit soupçonné de connivence intellectuelle avec l'extrême droite. *« Je pense que certains lecteurs m'ont été reconnaissants d'exprimer le sentiment qui était le leur et dont on ne cessait de leur faire honte. Ils ont vu qu'on pouvait parler d'identité européenne ou nationale sans pour autant sombrer dans les délires xénophobes de l'extrême droite : l'identité nationale n'est pas la propriété du Front national »*, déclare-t-il à *La Revue des Deux Mondes*, qui a consacré son numéro d'avril à « La guerre des identités » (176 pages, 15 euros).

Or, la nation ne saurait pour lui se transformer en *« auberge espagnole »*. Et de poser ainsi la question de la réduction des flux migratoires ou du regroupement familial. Directeur de l'aventure collective des *Lieux de mémoire* (Gallimard, 1984-1992) et soutien de la candidature d'Alain Finkielkraut à l'Académie française dont il est lui-même l'un des membres, Pierre Nora rétorque toutefois dans *Le Débat* que *« la mixité n'est pas la cause de tous nos maux »* (n° 179, mars-avril, 192 pages, 19 euros). En effet, le *« naufrage des humanités, la dissolution de la langue, l'hégémonie de l'écran sur l'écrit, l'appauvrissement du sentiment collectif »* tout comme *« l'extension des incivilités ou la domination des valeurs purement économiques et individualistes sur les valeurs de la culture et de la spiritualité »* n'ont pas grand-chose à voir avec les flux migratoires. Pour l'historien, *« l'identité française serait aussi malheureuse s'il n'y avait pas un seul immigré »*.

Retrouver une véritable altérité politique et revivifier l'imagination sociale afin d'enrayer l'obsession et les conflits de l'identité

Davantage que le *« refus d'intégration »* d'une partie de la jeunesse des quartiers, réplique Alain Finkielkraut dans la même revue, c'est *« la dynamique égalitaire »* de nos sociétés qui *« pousse la France à prendre congé de sa civilisation »*.

La passion de l'égalité, ennemie de la francité ? Pas facile à défendre, dans le pays où la devise de la Révolution s'imprime sur tous les frontons. Le géographe Christophe Guilluy, qui cosigna un *Plaidoyer pour une gauche populaire* (Le Bord de l'eau, 2011), explique de son côté que c'est au contraire l'inégalité, cette fois-ci spatiale et territoriale, qui favorise la confrontation des identités. *« Les questions identitaires comptent beaucoup dans les milieux populaires »*, explique-t-il, c'est-à-dire dans cette France des zones périurbaines où les tensions intercommunautaires sont plus fortes. D'où, selon lui, les différences de perception de la diversité entre les « prolos » (qui ne peuvent choisir leur voisinage) et les bobos (qui peuvent scolariser leurs enfants dans des établissements scolaires de centre-ville). En un mot, *« le multiculturalisme à 500 euros par mois, ce n'est pas la même chose que le multiculturalisme à 5 000 euros par mois »*, résume-t-il.

D'après Guilluy, deux *« lignes identitaires »* se seraient donc affrontées sur le terrain politique, au moins depuis la dernière élection présidentielle. La ligne Sarkozy-Buisson d'un côté, qui aurait joué la carte du « petit Blanc » ; la ligne Terra Nova de l'autre, think tank proche du PS, qui aurait joué celle du « petit Beur ».

Mais des chercheurs veulent abandonner la bataille des identités. Anthropologue et auteur de *La Condition cosmopolite. L'anthropologie à l'épreuve du piège identitaire* (La Découverte, 2013), Michel Agier s'inquiète du *« délire identitaire »* qui gagne la société française. Ainsi, au gré des processions *« antisystème »*, seraient houspillés *« "le Nègre", "le juif", "la Tsigane", "l'homme en femme", "le gorille" et d'autres créatures mi-animales mi-humaines, autant de figures qui semblent sorties des imaginaires burlesques et cathartiques du carnaval pour défiler dans nos journaux et sur nos écrans, comme des fantasmes identitaires de l'autre imaginé, inventé, au risque pour certains d'être "identifiés" comme tels dans la rue et alors maltraités »*.

Attention au piège de l'identité et à l'ethnicisation des rapports sociaux, qui est aussi bien l'apanage des « identitaires de droite » que de certains « identitaires de gauche », certes minoritaires, rappelle l'anthropologue Jean-Loup Amselle dans *L'Ethnicisation de la France* (Lignes, 2011).

Pour sortir de la nasse identitaire, peut-être faudrait-il déjouer le règne de l'identique, comme le suggèrent de nombreux intellectuels. Celui des *« faux ennemis »* du bipartisme, qui nous condamnent à vivre dans un monde sans alternative. Retrouver de la véritable altérité (politique) et revivifier l'imagination sociale afin d'enrayer les conflits et l'obsession de l'identité. Et puisque Claude Lévi-Strauss est convoqué par les doctrinaires de la « nouvelle droite » majoritaire, rappelons que, selon l'auteur de *Tristes tropiques*, *« l'identité est une sorte de foyer virtuel auquel il nous est indispensable de nous référer pour expliquer un certain nombre de choses, mais sans qu'il ait jamais d'existence réelle »* (*L'Identité*, Grasset, 1977). Gare donc à ce que la fiction ne dépasse pas la réalité. ■

Nicolas Truong

Une nouvelle droite teintée d'ouvriérisme

La gauche antilibérale pillée par Mme Le Pen

Serge Audier
Philosophe, auteur de « La Pensée anti-68 », La Découverte, 2008

Dans un article pionnier de la revue *Marxism Today*, le sociologue Stuart Hall avait analysé dès 1979 *« la grande parade du tournant à droite »*. Il avertissait qu'une réduction de la droitisation anglaise à la seule crise économique équivaudrait à ignorer une offensive idéologique plus ancienne, qui visait à conquérir un soutien populaire. C'est sous cet angle qu'il déchiffrera le *« populisme autoritaire »* de Margaret Thatcher.

Nombre d'idées de la droite, avertissait-il, comme *« la loi et l'ordre »*, *« le besoin d'autorité et de discipline sociale face à la conspiration des ennemis de l'Etat »*, *« la dilution de la pureté britannique par des éléments noirs étrangers »*, remontaient à la fin des années 1960 et à ses *« polarisations politiques »*. Surtout, il insistait sur un événement capital dans l'histoire de l'extrême droite : le discours, en 1968, du leader conservateur Enoch Powell, fustigeant une invasion immigrée qui dénaturerait l'identité de la nation. Sans doute scandalisa-t-il, mais l'écho favorable qu'il reçut dans les milieux populaires, la montée du *National Front*, puis la façon dont le Parti conservateur devait recycler ses thèses montrent que le *« powellisme »* avait en partie gagné.

Quand M. Hall décrit la révolution thatchérienne, une mutation idéologique couve aussi en France, sur fond de réaction durable à Mai 68 et à l'hégémonie intellectuelle de la gauche. Il y a bien sûr le Front national et son cerveau, François Duprat, qui théorise en 1978 une politique économique *« volontariste, autoritaire, populaire »* et lance le slogan : *« Un million de chômeurs, c'est un million d'immigrés en trop. »*

Mais il y a aussi la percée, avec l'appui du *Figaro Magazine*, de la Nouvelle Droite, et de ce que son théoricien, Alain de Benoist, appelle un *« gramscisme de droite »*, en référence au communiste Antonio Gramsci : avant de gagner électoralement, la droite doit conquérir les esprits. Surtout, la Nouvelle Droite exercera une influence politique par une autre de ses branches, le Club de l'Horloge.

Partisans d'un retour à l'ordre et à la hiérarchie contre la permissivité des années post-68, les « horlogers » tracent un programme libéral-conservateur, national et autoritaire, qui combine l'apologie du libéralisme économique avec une vision identitaire de la France. Il n'est pas exagéré de dire que le ministère de l'immigration, *[de l'intégration]*, de l'identité nationale..., créé en 2007 sous la présidence de Nicolas Sarkozy, trouve là sa source idéologique lointaine.

Ce fut aussi dans le Club de l'Horloge que plusieurs futures figures du FN, alors encore membres du parti gaulliste, le Rassemblement pour la République (RPR), avaient fait leurs armes idéologiques. Parmi eux, Bruno Mégret, mais aussi Jean-Yves Le Gallou (UDF), théoricien de la *« préférence nationale »*, et Yvan Blot. Ce dernier exalte au début des années 1980 la nation, la fraternité, la République. Bien des éléments de l'idéologie du FN relooké, celui de Mme Le Pen, sont déjà là.

Avec toutefois une différence, liée au changement de contexte : l'intégration dans le discours du nouveau FN d'idées qui semblent venir d'une certaine gauche antilibérale. L'essai de Marine Le Pen, *Pour que vive la France !* (Grancher, 2012) contient bien des références et hommages à des intellectuels, parfois anciens communistes, plutôt classés « à gauche ». Son objectif est de réactiver, contre le *« mondialisme »*, une mémoire idéalisée des « trente glorieuses », quand la nation, l'industrie et l'ordre triomphaient.

Même le Parti communiste français, l'ennemi de toujours de l'extrême droite, se voit presque réhabilité. Les vrais ennemis, ce sont les étudiants libéraux et libertaires de Mai 68, ces internationalistes qui ont détruit l'école, la tradition et surtout la nation : *« Il fallait donc liquider le général de Gaulle, icône de l'indépendance nationale, de l'économie mixte, du patronat et des syndicaux nationaux ; il fallait aussi détruire le PCF de Georges Marchais, défenseur du "produisons français" et opposé à l'immigration. »* Le discours peut capter ou combiner un lexique nationaliste et ouvriériste et même républicain, pour parler à plusieurs publics à la fois, jouant sur la nostalgie de la nation française d'autrefois.

L'essai de Marine Le Pen, « Pour que vive la France ! » contient bien des références et hommages à des intellectuels, parfois anciens communistes, plutôt classés « à gauche »

Signe des temps, Marine Le Pen n'était pas la première à presque réhabiliter un Marchais aux couleurs de l'identité nationale. Dans *Le Livre noir de la droite* (Grasset, 1998), qui s'appuie sur les idées du Club de l'Horloge et anticipe l'offensive victorieuse de la droite en 2007, un journaliste du *Figaro Magazine,* Eric Zemmour, lançait sa charge contre la jeunesse de Mai 68 : *« Etat, peuple, nation, ils ont jeté la trilogie aux poubelles de l'Histoire, comme le dernier soutien-gorge de leurs petites amies. En 1968, Daniel Cohn-Bendit, expulsé de France, déclare sans ambages : "Le drapeau tricolore est fait pour être déchiré." Et il ne se trouve qu'un communiste pour vomir "l'anarchiste allemand". »*

Pourquoi, décidément, convoquer élogieusement la mémoire de Georges Marchais ? L'extrême droite et une partie de la droite sont en quête d'un nouveau clivage qui viserait à marginaliser la gauche – celle des *« bobos », des « libéraux-libertaires », des « biens pensants »* antiracistes alliés du *« mondialisme »*. Si ce discours porte, ce n'est pas seulement en raison des échecs de la gauche. C'est aussi parce qu'il a trouvé dans le monde intellectuel venu de la gauche de quoi nourrir ses apologies de « l'identité » et des « frontières ». Et parce que les mouvements témoignant d'une forte droitisation, comme les manifestations contre le mariage pour tous, sont loin d'être les seuls à exprimer de la méfiance vis-à-vis d'une société ouverte et tolérante. ■

Réconcilier les périurbains avec la diversité française

Laurent Chalard
Géographe

La cartographie des résultats des élections européennes de dimanche en France montre que dans l'espace périurbain, la droite, sous sa forme républicaine ou extrême, l'emporte constamment, la gauche paraissant totalement absente de ces territoires. De vastes auréoles « bleu » ou « bleu Marine » se dessinent autour du cœur des grandes métropoles françaises.

En effet, l'étude de la répartition du vote frontiste dans les zones périurbaines des trois principales agglomérations du pays témoigne de l'ampleur du phénomène. En région parisienne, dans les Yvelines, prolongement des quartiers chics de l'Ouest parisien, une large partie des communes ont mis en tête des candidats de la droite parlementaire alors qu'en Seine-et-Marne, qui entoure les départements populaires de l'Est, ce sont les candidats d'extrême droite qui s'imposent. Dans la région lyonnaise, l'UMP domine dans l'ouest du département du Rhône, dans les communes périurbaines des monts du Lyonnais et d'Or, tandis que dans l'ouest de l'Isère, périurbain moins recherché dans le prolongement des banlieues populaires de l'Est lyonnais, c'est une véritable marée « bleu Marine » qui couvre le territoire.

Dans la région marseillaise, le pays d'Aix est acquis à l'UMP, le reste de l'espace périurbain, dont l'Ouest varois, votant massivement pour l'extrême droite. Il s'ensuit donc un profil de vote de l'espace périurbain que l'on peut qualifier de conservateur, les seules différences concernant son caractère « subi » et « choisi », le Front national raflant la mise dans le premier, l'UMP dans le second.

Pour comprendre le virage droitier de ces territoires, il convient de revenir à la logique première de la périurbanisation. Il s'agit d'un phénomène engagé dans les années 1970, qui a conduit une partie des habitants des grandes villes françaises à les quitter pour résider en maison individuelle dans les campagnes proches dans l'optique d'un « retour vers la nature », facilité par la démocratisation de l'automobile. Ce sont des populations qui s'inscrivent dès le départ dans une logique anti-urbaine, considérant la ville comme plus porteuse de nuisances (pollution, bruit, promiscuité, manque d'espaces verts, insécurité, mixité sociale et ethnique...) que d'atouts (offre culturelle, proximité du lieu de travail, rencontres, mélange...). Elles apparaissent logiquement beaucoup plus sensibles au discours identitaire, de plus en plus prégnant dans le débat public ces dernières années, dans un contexte de montée du caractère multiculturel des villes françaises, qui n'a été ni anticipée et ni explicitée par les autorités politiques.

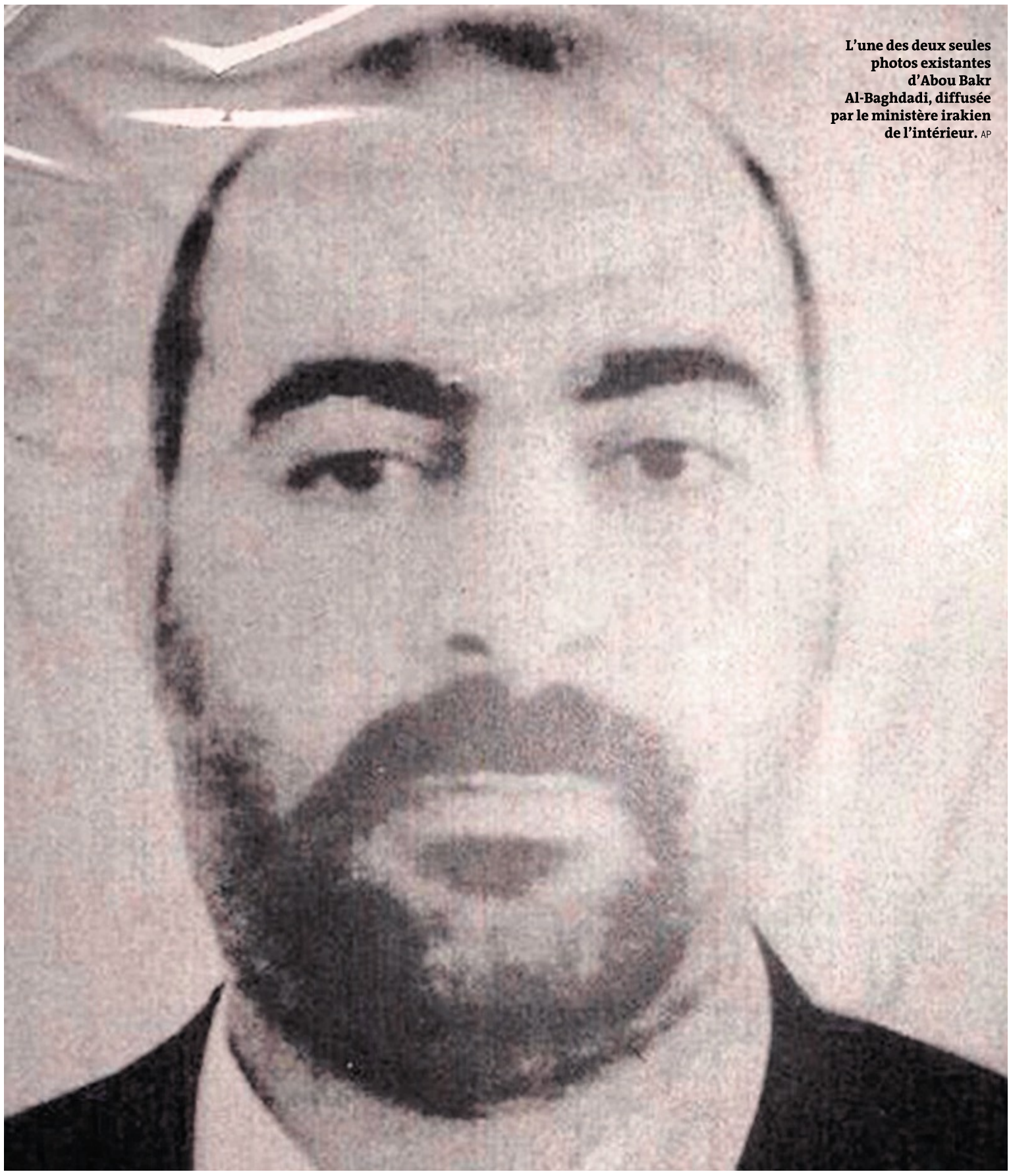
Or, dans l'espace périurbain, comme l'a montré le géographe Jacques Lévy, la vie se fait en vase clos, entre personnes relativement semblables sur le plan sociologique et ethnique, conséquence de son fort compartimentage entre des communes ou des lotissements pour cadres aisés ou très aisés, d'autres pour cadres moyens et pour classes moyennes basses. En revanche, les catégories sociales les plus pauvres sont largement sous-représentées, vu le très faible pourcentage de logements sociaux dans ces communes. Ces caractéristiques intrinsèques apparaissent favorables au repli identitaire, le « dehors » apparaissant menaçant face à la maison sécurisante.

Réconcilier nos concitoyens

Il émerge consécutivement un conflit culturel chez ces populations entre une campagne idéalisée, où seraient préservées les racines de la « France éternelle », et les grandes métropoles, « mères de tous les vices » avec leur société multiculturelle, considérée comme allochtone et de ce fait forcément « dangereuse ». Les périurbains ont une vision de la France tournée vers le passé. Pour ses résidents, l'espace périurbain serait effectivement le lieu de sauvegarde d'une identité française menacée dans les principales agglomérations du pays, qui auraient perdu le sens de la nation et seraient désormais des organismes « hors sol » dont il faut se protéger en élevant des barrières.

Pourtant, cette vision de la France est extrêmement réductrice, oubliant le caractère innovant et moteur sur les plans économique et culturel des grandes villes, à commencer par la première d'entre elles, Paris, la seule ville globale d'Europe avec Londres. Quasiment toutes les avancées sociales et technologiques, qui font la renommée de la France à l'international, en proviennent. En outre, le caractère multiculturel de Paris, qui s'est effectivement accentué ces dernières décennies, n'a néanmoins rien de nouveau. Pensons aux artistes du Montparnasse des années 1920, dont bien peu avaient des origines françaises ! Il convient donc de réconcilier nos concitoyens, à commencer par les périurbains, avec le multiculturalisme des grandes villes, dans l'optique de renforcer la cohésion nationale, aujourd'hui menacée par les discours excluant les autres. ■

Le Monde
Vendredi 30 mai 2014



L'une des deux seules photos existantes d'Abou Bakr Al-Baghdadi, diffusée par le ministère irakien de l'intérieur. AP

Abou Bakr Al-Baghdadi
Le nouveau Ben Laden

Le mystérieux fondateur de l'Etat islamique en Irak et au Levant s'affirme comme le successeur véritable d'Oussama Ben Laden. Au prix d'une guerre sanglante, en Syrie, contre les autres groupes djihadistes et de méthodes ultraviolentes qui impressionnent même les cadres d'Al-Qaida

Christophe Ayad

Il n'existe que deux photos de lui, floues et au format d'identité. Sur celle diffusée par le FBI, il apparaît joufflu et mal rasé. Celle du ministère irakien de l'intérieur le montre un peu plus dégarni avec barbe naissante et moustache. En réalité, nul ne sait à quoi ressemble aujourd'hui Abou Bakr Al-Baghdadi, le chef de l'Etat islamique en Irak et au Levant (EIIL). Et pourtant, jamais avant lui un chef djihadiste n'avait commandé autant de combattants, contrôlé un aussi vaste territoire et disposé d'une telle manne financière. Même Oussama Ben Laden, au temps de sa splendeur afghane avant les attentats du 11-Septembre, n'était pas aussi puissant.

Abou Bakr Al-Baghdadi, dont les hommes sévissent des portes de Bagdad à la banlieue de Damas, de la frontière de la Jordanie à celle de la Turquie, est le « djihadiste invisible », un pouvoir sans visage, une force sans face. Personne ne peut dire qu'il l'a croisé, pas même les otages occidentaux détenus par ses hommes en Syrie et qui ont eu la chance de réchapper de leur enfer. Jusqu'à son nom de guerre est un leurre : Abou Bakr fait référence au premier calife et compagnon du Prophète, Al-Baghdadi signifie tout simplement de Bagdad.

Alors que Ben Laden mettait un soin de pop star au tournage de ses clips de propagande, Baghdadi fuit l'image. Alors que Ayman Al-Zawahiri, le médecin égyptien qui a pris la tête d'Al-Qaida après l'élimination de Ben Laden en mai 2011, aime à disserter des heures dans ses vidéos postées sur Internet, lui ne parle pas. Ou à peine : on lui attribue une poignée de messages audio, sans certitude sur leur authenticité. Ce silence, cette absence ne font que renforcer son mythe : ses actes parlent pour lui, sa cruauté tient lieu de discours, tissant une légende qui agite toute la djihadosphère, de l'Indonésie à la Mauritanie en passant par les banlieues européennes.

D'Abou Bakr Al-Baghdadi, on sait seulement qu'il est originaire de la province de Dyala, dans l'est de l'Irak, là où Kurdes, chiites et sunnites se déchirent dans une sanglante mêlée à coups d'attentats-suicides et d'assassinats. On sait aussi que la famille d'Al-Baghdadi est issue du clan tribal des Samarraï (de la ville de Samarra) et qu'il aime à rattacher sa lignée à celle des Husseini, les descendants du Prophète. Dernière précision : Al-Baghdadi, qui a étudié à l'université islamique de Bagdad et n'a pas de passé militaire, a fait ses premières armes dans le djihad après l'invasion américaine de l'Irak, dans l'un des petits groupes insurgés qui ont alors proliféré.

Une décennie plus tard, l'homme est à la tête d'une dizaine de milliers de combattants en Irak, plus de 7 000 à 8 000 en Syrie. Ses troupes contrôlent une bonne partie de la province d'Anbar (Falloujah et une partie de Ramadi) en Irak, ils poussent jusqu'aux portes de Bagdad, terrorisent les régions de Ninive (Mossoul) et Salaheddine (Tikrit et Samarra). En Syrie, ils dominent les provinces de Deir ez-Zor et Rakka, exploitent des puits pétroliers près de Hassetché et sont actifs dans les régions de Lattaquié, Alep, Idlib, Hama, et même Damas.

Des volontaires affluent de partout vers le pays de Cham, le nom islamique de la Syrie. D'Europe, d'Asie centrale, d'Australie, du Caucase, du Maghreb et du Golfe, ils viennent rejoindre le plus grand djihad transnational jamais mené. Et ils choisissent massivement l'EIIL plutôt que le Front Al-Nosra, pourtant succursale officielle d'Al-Qaida en Syrie.

Le drapeau – noir et frappé de la profession de foi – est le même, le discours, l'objectif aussi : instaurer un Etat islamiquement pur, faisant observer la charia dans son acception la plus rigoriste. Et pourtant, c'est une lutte à mort qui s'est engagée au sein de la nébuleuse qaïdiste. L'EIIL – souvent désignée par son acronyme anglais, ISIS, ou arabe, Dai'sh – est la pire menace contre Al-Qaida depuis sa fondation dans les zones tribales pakistanaises en 1988 par Oussama Ben Laden. Un ennemi de l'intérieur.

Rendu célèbre par une décapitation

Les hostilités ont débuté fin mars 2013, lorsque l'Etat islamique en Irak a proclamé sa fusion avec le Front Al-Nosra, d'Abou Mohamed Al-Jolani, considéré comme la filiale syrienne du groupe. Les liens sont innombrables et anciens, tissés par une décennie de djihad en Irak. Mais il s'agit bel et bien d'une OPA inamicale. Il ne faut pas longtemps à l'organisation syrienne pour opposer un refus poli mais ferme. Chacun son pays, chacun son djihad.

Dans son refuge pakistanais, Ayman Al-Zawahiri, qui consacre l'essentiel de son temps à échapper aux frappes de drones américains, comprend immédiatement la menace. Il donne raison au Front Al-Nosra, mais plus rien ne peut arrêter la marche d'Abou Bakr Al-Baghdadi. Zawahiri a de bonnes raisons de s'en méfier : ce dernier ne lui a pas prêté allégeance dans les mois qui ont suivi la mort de Ben Laden. Un vieux contentieux oppose l'idéologue égyptien et le jeune chef irakien. Baghdadi est un disciple d'Abou Moussab Al-Zarkaoui.

Ce Jordanien d'origine n'était qu'un cadre marginal d'Al-Qaida, un second couteau. Installé dans le Kurdistan d'Irak dès 2002, il est aux premières loges de l'invasion américaine l'année suivante. Il prend vite la tête du combat antiaméricain et frappe les esprits en décapitant de sa main l'entrepreneur américain Nicholas Berg en mai 2004. L'autre spécificité de Zarkaoui, ce sont les massacres de chiites, décimés par les attentats-suicides à répétition, qui lui valent une certaine popularité en Arabie saoudite où le chiisme est traité comme une hérésie. Mais l'état-major d'Al-Qaida, en particulier Zawahiri, désapprouve cette stratégie qui risque de transformer le djihad global en *fitna* (« discorde ») intermusulmane. Zawahiri ordonne alors à Zarkaoui de mettre fin aux attentats antichiites. En vain. Finalement, le renégat est tué par l'aviation américaine en juin 2006 dans la région de Dyala, celle dont Baghdadi est originaire.

Al-Qaida en Mésopotamie est alors repris en main par un « commissaire politique » égyptien envoyé par Zawahiri : il



Des combattants de l'EIIL brûlent des cigarettes confisquées, à Rakka, en Syrie, début avril. REUTERS



Un milicien djihadiste dans les rues de Fallouja, en Irak, fin avril. AP

s'agit d'Abou Hamza Al-Muhajer (Youssef Al-Dardiri de son vrai nom), qui exerce un comagistère avec l'émir irakien du groupe. L'organisation, qui a fusionné avec plusieurs autres groupuscules, est rebaptisée « Etat islamique en Irak ».

L'objectif est d'autant plus ambitieux que le projet djihadiste en Irak est presque réduit à néant : à partir de fin 2006, l'armée américaine recrute des tribus arabes sunnites lasses de la férule d'Al-Qaida et de ses excès. En avril 2010, Abou Hamza et l'émir irakien sont tués. Si bien qu'Abou Bakr Al-Baghdadi reprend les rênes d'une organisation affaiblie, mais soudée et aguerrie.

Il y a, entre Zawahiri et Baghdadi, un fossé générationnel : le premier a connu le djihad afghan, le second s'est forgé dans le djihad irakien. L'Egyptien est un théoricien qui glose sans fin sur l'impact des révolutions arabes ou l'histoire des Frères musulmans en Egypte ; l'Irakien est un praticien de la violence, dont il a fait son principal argument de recrutement. Avec lui, l'Irak devient une école de formation où se croisent jeunes militants venus de partout, attirés par l'ultraviolence.

Enfin, chaque leader est contraint par sa situation. Zawahiri bénéficie de l'aura fondatrice du 11-Septembre, mais ne dispose d'aucun territoire sûr et vit hors du monde arabe : il théorise le djihad lointain (contre l'ennemi occidental) pour impressionner les foules musulmanes. Baghdadi, lui, a fait l'expérience de l'émirat de Falloujah : la prise de la ville par les insurgés en 2004 puis sa chute aux mains de l'US Army. Pour mettre en œuvre son Etat islamique au cœur du monde arabe, il donne la primauté au djihad proche, contre les ennemis immédiats, à commencer par les musulmans qui s'opposent à son projet.

La mort de Ben Laden, en plein « printemps arabe », a été le détonateur des rivalités de succession. Il n'y a en effet pas de raison qu'Al-Qaida échappe, comme toute organisation politique, aux querelles de leadership. Malgré son retrait de l'opérationnel, le milliardaire saoudien restait l'incontestable « statue du commandeur ». A sa disparition, la jeune garde dévoile son ambition. Abou Bakr Al-Baghdadi en est le chef de file.

Dès ses débuts à la tête de l'Etat islamique en Irak, en mai 2010, il organise 60 attaques simultanées faisant 110 morts en un seul jour. A l'automne, il ordonne l'assaut de la cathédrale de Bagdad (46 morts parmi les fidèles). Le message est limpide : Al-Qaida n'est pas mort en Irak, l'Etat islamique a pris la relève. Le départ des troupes américaines en décembre 2011 et la politique sectaire du premier ministre chiite irakien, Nouri Al-Maliki, font le reste. En humiliant et en opprimant les sunnites, Maliki a radicalisé toute une communauté qu'il a poussée dans les bras des extrémistes.

L'étrange complicité du clan Assad

Au printemps de la même année 2011, la révolution éclate en Syrie. La population demande plus de liberté et de justice sociale, mais le soulèvement a aussi des relents confessionnels : la majorité sunnite ne supporte plus la mainmise de la minorité alaouite, une branche dissidente du chiisme dont est issue la famille Assad, sur les postes à responsabilité, notamment dans l'appareil sécuritaire. Le terreau est favorable pour le discours anti-chiite de Baghdadi.

Etrangement, le régime syrien, qui emprisonne et torture ses opposants à tour de bras, va relâcher un certain nombre de cadres djihadistes détenus dans ses geôles. Pourquoi remettre dans le circuit ces extrémistes qui vont logiquement retourner leurs armes contre le régime impie des Assad ? Parce que cela participe d'une « gestion » confessionnelle de la crise, permettant de souder toutes les minorités contre la menace sunnite fondamentaliste. Parce que, également, les services syriens, qui ont passé depuis 2003 leur temps à gérer, infiltrer, exfiltrer les djihadistes en transit vers l'Irak, connaissent parfaitement leurs « clients », quand ils ne les manipulent pas à distance. Ils savent que l'objectif premier de certains d'entre eux est l'installation d'un califat appliquant strictement la charia, plutôt que l'instauration de la démocratie au Proche-Orient.

Les effets ne tardent pas à se faire sentir. En janvier 2012, le Front Al-Nosra annonce sa formation sous l'égide d'Abou Mohamed Al-Jolani, un Syrien formé en Irak. Sa témérité et son intégrité lui valent un essor spectaculaire et de la sympathie dans le grand public. Il ne cache pas sa proximité avec l'Etat islamique, auquel il sert de poisson-pilote. Le groupe irakien fait son apparition sur le théâtre syrien en son propre nom début 2013.

Contrairement au Front Al-Nosra, l'EIIL ne paraît pas rechercher la confrontation avec l'armée syrienne, mais se concentre plutôt sur la prise de contrôle des postes-frontières afin d'établir une continuité territoriale avec l'Irak. Il prend possession des territoires libérés par d'autres, tel un coucou. A Rakka, première capitale de province débarrassée du régime, il frappe les esprits en organisant l'exécution publique de soldats alaouites. Ailleurs, il s'empare de dépôts d'armes de la rébellion et tue au besoin certains de ses chefs, sans le revendiquer. Enfin, il vise les zones pétrolières, source de juteux trafics et « stocke » les otages occidentaux dans la plus grande discrétion. En mars 2013, ses positions sont suffisamment consolidées pour lancer son OPA contre le Front Al-Nosra et revendiquer tout le pouvoir.

Abou Bakr Al-Baghdadi est obsédé par l'expérience irakienne et l'émergence des milices Sahwa (sunnites anti-Al-Qaida). Il fait donc place nette dans les zones qu'il contrôle : tous les opposants ou rivaux potentiels sont éliminés. La cible principale de Dai'sh : les rebelles laïques et les autres groupes islamistes. *« Leur stratégie est la même que celle des staliniens pendant la guerre d'Espagne, qui se sont débarrassés de leurs concurrents anarchistes et trotskistes plutôt que combattre Franco »*, résume un diplomate.

Abou Bakr Al-Baghdadi est le « djihadiste invisible », un pouvoir sans visage, une force sans face. Ses actes parlent pour lui, sa cruauté tient lieu de discours

Pendant ce temps, l'armée de Bachar Al-Assad épargne l'EIIL. Des proches du régime de Damas vont jusqu'à racheter du pétrole vendu par les djihadistes. L'EIIL est-elle une « créature » des services d'Assad, comme le clament les opposants laïques ? *« C'est aller trop loin dans le complotisme,* tempère Dominique Thomas, spécialiste des mouvements djihadistes et chercheur associé à l'Ecole des hautes études en sciences sociales (EHESS). *D'abord, les djihadistes relâchés sont allés vers d'autres groupes que l'Etat islamique. Ensuite, il ne faut pas établir de causalités à l'envers dans un contexte de guerre très flou et mouvant. »*

Reste que des liens anciens continuent d'alimenter l'hypothèse d'une collusion entre Damas et l'Etat islamique. Une chose est sûre : *« L'organisation a largement recruté parmi les anciens bassistes irakiens »*, comme le souligne Dominique Thomas, et ces derniers ont gardé de solides relais à Damas.

Le business des otages

Début 2013, le contexte change en Irak : le premier ministre chiite Nouri Al-Maliki apporte son soutien à Bachar Al-Assad, car il est lui aussi confronté à un soulèvement sunnite dans la province d'Anbar, qu'il a largement contribué à créer en opprimant cette communauté déchue depuis la chute de Saddam Hussein. Baghdadi y voit l'opportunité d'installer son embryon d'Etat à cheval sur les deux pays. Constamment de part et d'autre de la frontière, il est insaisissable. Le pétrole syrien et le racket des fonctionnaires irakiens lui assurent une manne importante, ainsi que le trafic d'antiquités provenant des zones syriennes libérées.

Le business des otages se révèle tout aussi rentable. Il est pensé, exécuté avec détermination : de la fin 2012 à l'automne 2013, l'EIIL s'empare d'une trentaine d'Occidentaux, journalistes et humanitaires surtout, dont Didier François, Edouard Elias, Nicolas Hénin et Pierre Torres, en juin 2013. La stratégie consiste à en prendre le plus possible. Les Occidentaux sont considérés comme un butin, un attribut de puissance. Les services de renseignement occidentaux voient, effarés, la liste des otages s'allonger, sans aucune revendication ou demande de rançon, dans un premier temps. Quelle est la finalité de tout cela : boucliers humains, monnaie d'échange ? Certains vont jusqu'à penser que le projet était de mettre sur pied un Guantanamo à l'envers, un Abou Ghraib d'Occidentaux. L'idée a sûrement plu aux candidats européens au djihad, qui sont utilisés comme geôliers de leurs compatriotes : Britanniques, Français, Belges sont venus jouer les « petites mains » du djihad de Baghdadi.

Les négociations commencent à la fin de l'hiver 2014 et douze otages sont progressivement libérés (trois journalistes espagnols, quatre journalistes français et cinq humanitaires de MSF), contre rançons. Tous témoignent du fanatisme et surtout du désir de reconnaissance de Dai'sh : *« Nous sommes comme un Etat, hein ! Tu as vu comme on est bien organisés »*, ne cessent de leur répéter les geôliers, fiers de la reconnaissance occidentale ainsi obtenue, surtout de la France, membre permanent du Conseil de sécurité de l'ONU.

L'EIIL, qui a conscience de son environnement géopolitique, s'attaque aussi aux milices kurdes du PYD, qui ont pris le contrôle du Kurdistan syrien, s'assurant ainsi les bonnes grâces du gouvernement turc, qui laisse passer armes et djihadistes à travers ses frontières, du moins jusqu'à la fin de l'hiver 2014. Il prend soin aussi d'entretenir son image de pureté radicale sur les réseaux sociaux, pour s'imposer comme la seule force réellement djihadiste, accusant Al-Qaida de pactiser avec les démocrates. Le groupe publie même un rapport annuel détaillé de ses activités militaires – le dernier en mai 2014 – témoignant d'une structure hiérarchisée et d'une centralisation de l'information. Il se targue notamment d'avoir permis l'évasion de milliers de détenus djihadistes dans l'attaque de huit prisons en moins d'un an en Irak.

Quand, à la fin 2013, des groupes comme les Egyptiens d'Ansar Beit Al-Maqdis ou Ansar Al-Charia Tunisie et Libye commencent à se rapprocher de l'EIIL, Ayman Al-Zawahiri se range à l'idée d'une guerre ouverte contre son rival. Pour lui, l'EIIL est truffé d'anciens repris de justice qui manient le *takfir* (« excommunication ») à tort et à travers et effrayent les non-islamistes par leur radicalité, alors que les révolutions arabes ont montré que les populations ne sont pas toutes acquises au fondamentalisme.

Le chef d'Al-Qaida soutient donc discrètement la grande offensive lancée, fin décembre, par les libéraux de l'Armée syrienne libre et d'autres groupes rebelles islamistes contre l'EIIL. Gêné, le Front Al-Nosra parle de trêve et de médiation, jusqu'à ce que l'envoyé spécial personnel de Zawahiri soit assassiné par l'EIIL. La guerre est déclarée au sein d'Al-Qaida. L'EIIL se retire d'Alep mais stabilise vite ses positions grâce à ses alliances tribales dans les provinces de Rakka et de Deir ez-Zor. En Irak, le gouvernement Maliki passe à l'offensive à Falloujah, sans succès. C'est plutôt l'EIIL qui menace la banlieue de Bagdad en avril.

En Syrie, l'EIIL repassera à l'offensive, prédit Jean-Pierre Filiu, professeur à Science Po, qui vient de publier une note pour la Fondation Carnegie, « Al-Qaida est morte, vive Al-Qaida ! » Et, tôt ou tard, l'EIIL frappera en Occident. A ce jour, le FBI offre 25 millions de dollars pour la capture de Zawahiri et 10 millions pour celle de Baghdadi. Les Américains se rendront bientôt à l'évidence : Al-Qaida, désormais, c'est l'Etat islamique en Irak et au Levant. ■



INTERNATIONAL | CHRONIQUE

PAR ALAIN FRACHON

25 mai : « coup de gueule » à côté de la cible

L'EUROPE, COMME LES ETATS-UNIS, EST MALMENÉE PAR LA MONDIALISATION

Il y a erreur sur l'objectif. Le « coup de gueule » poussé le 25 mai par une partie de l'électorat a ciblé l'Europe. Il visait autre chose. Il exprimait le désarroi de nombre d'Européens face à la globalisation économique. Il était porté par un sentiment plus profond que le désamour, l'indifférence ou l'hostilité pour le projet européen. Quelque chose qui, au-delà des singularités nationales, ressemble trait pour trait au malaise américain.

L'Europe, comme les Etats-Unis, est malmenée par la mondialisation – donnée centrale de l'économie du XXIe siècle. Elle ne le dit pas de la même façon. Mais les symptômes d'un mal-être commun aux « vieilles » puissances économiques se ressemblent singulièrement. Bien sûr, l'Union européenne (UE) a essuyé la bourrasque : abstention, montée des formations europhobes, piètre performance des partis de gouvernement.

Bien sûr, ce qui l'a emporté dimanche, c'est une forme d'euroscepticisme assez généralisée, tirée par une frange plus radicale de l'opinion qui, elle, rejette l'UE. Bruxelles a payé, parce que l'Europe, c'est un peu la mondialisation à la maison. Punching-ball commode, à portée de main, et qu'on a pilonné au rythme d'une bordée de griefs ressassés à plaisir : croissance anémique, ici et là chômage massif, austérité, immigration.

Mais l'europhobie n'est pas une réaction à telle ou telle politique de l'UE. Elle pousse en des terroirs très différents. Elle n'épouse pas la carte des tragédies sociales en Europe, notamment celle du chômage. Elle est absente en Espagne (25 % de sans-emploi) quand elle monte en Autriche (4,8 %, presque le plein-emploi) ou au Danemark (5,3 %) ; elle reflue en Italie (12,5 % de taux de chômage) quand elle explose en France (10,5 % de sans-emploi). Aucun des trois pays soumis à une cure d'austérité budgétaire drastique au sein de la zone euro – Grèce, Irlande, Portugal – ne voit émerger un grand parti europhobe.

Les grands europhobes, l'UKIP au Royaume-Uni et le Front national en France, rejettent l'Europe pour des raisons diamétralement opposées. La formation de Nigel Farage est ultralibérale en économie. Génétiquement libre-échangiste, elle veut quitter l'UE mais, surtout, rester dans le grand marché européen. Le FN est étatiste et protectionniste en économie. Il veut sortir de l'UE et de l'euro pour protéger l'économie française à coups de barrières douanières et de dévaluations compétitives. Le seul grief commun aux partis antieuropéens, le fil qui les relie par-delà les différences nationales, est l'immigration. Encore ne sont-ils pas hostiles aux mêmes immigrés : l'UKIP dénonce Bulgares et Roumains, essentiellement ; le FN stigmatise des populations subsahariennes. L'immigration est critiquée pour des raisons économiques et culturelles.

Aux Etats-Unis, le discours anti-immigration est formulé dans les mêmes termes. Il est repris par les protestataires du Tea Party, relayé par la droite républicaine, mais aussi, chez les démocrates, par les syndicats. Très largement anti-Latinos, cette crise de mauvaise humeur n'a cessé de gonfler ces dernières années. Ici et là, c'est la même impression d'impuissance face à la force des flux migratoires à l'heure de la mondialisation.

« L'Europe est dans la panade »

Dans *The Guardian*, le Britannique Philippe Legrain, ancien conseiller auprès de la Commission, dresse l'état de l'économie de l'Union : *« L'Europe est dans la panade, notre économie n'arrive pas à élever le niveau de vie général et beaucoup perdent confiance dans la capacité des dirigeants politiques à tracer la voie d'un avenir meilleur. »* Remplacez Europe par Etats-Unis et vous avez le portrait de l'économie américaine tel que le dressent, semaine après semaine, les commentateurs du *New York Times*.

Thème partagé, là encore : la globalisation réduit la marge de manœuvre des gouvernants. Dans des économies endettées, aux Etats-Unis comme en Europe, placées sous la surveillance constante des marchés, la mondialisation financière limite l'action de l'Etat. D'où le désaveu croissant des grands partis de gouvernement – chrétiens-démocrates et sociaux-démocrates en Europe, républicains et démocrates aux Etats-Unis.

Au sein de l'UE, on blâme « Bruxelles », chargée de tous les crimes, bureaucratie arrogante et impuissante, quand elle n'est pas malfaisante et envahissante ; aux Etats-Unis, on intente depuis un quart de siècle l'éternel procès de « Washington », pouvoir central corrompu, stigmatisé pour son impotence ou son insupportable prétention à vouloir réglementer. Les sondages enregistrent un discrédit record pour les institutions politiques nationales dans des proportions exactement similaires en Europe et aux Etats-Unis.

Chez tous ceux que la globalisation malmène, on retrouve le même cocktail de colère et de peurs : sentiment de déclin, de déclassement ; rage devant la montée des inégalités et l'impuissance de l'Etat.

Mais le mélange n'aurait pas pris sans un ingrédient essentiel : la nostalgie. Elle est le carburant qui a propulsé le Tea Party hier, et alimente aujourd'hui le FN. Une formidable nostalgie pour l'époque révolue des « trente glorieuses ». Le Tea Party pleure l'Amérique telle que la peignait Norman Rockwell, celle des années 1950 ; le FN veut ramener la France à l'ère prémondialisation. C'est un sentiment qui ne manque pas de charme, la nostalgie. En politique, il est mortel. ■

frachon@lemonde.fr

LES PETITS POLARS DU « MONDE »

Chronique grenobloise

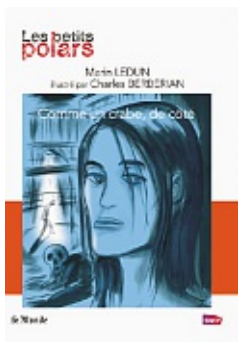
En 1993, à Grenoble, Vincent Coste, boursier en études de droit, ne trouve à se loger que dans une vétuste résidence universitaire. Il sympathise avec El Kibir, un petit dealer d'herbe qui l'associe à son trafic sur le campus. Peu à peu, les compères sèchent les cours pour se consacrer à leur circuit de distribution. L'université est leur royaume, leur pompe à fric. Elle forme une île protégée de toute intrusion policière comme de la concurrence. Leur business prend de l'ampleur lorsqu'ils se lancent dans l'héroïne. Au risque de sombrer eux-mêmes dans l'addiction et d'attiser la convoitise de malfrats autrement dangereux...

Les dessins de Charles Berbérian, Grand Prix de la ville d'Angoulême en 2008 et coauteur avec Dupuy de la série « Monsieur Jean », qui illustrent cette nouvelle très noire de Marin Ledun, rappellent les vignettes publiées par le *New Yorker* dans les années 1950.

Mécanismes insidieux

Marin Ledun, 39 ans, appartient à cette nouvelle génération de romanciers français qui revivifient le polar, en donnant une forme tragique aux mécanismes insidieux qui broient les individus : souffrance au travail, surendettement, traçage des individus par les nanotechnologies...

Grenoble, le décor de *Comme un crabe, de côté*, est la ville où ce natif d'Aubenas a effectué ses études. Docteur en sciences de l'information et de la communication, il y a été embauché comme chercheur au département recherche et développement de France Télécom. Il y est resté sept ans avant d'en démissionner au plus fort du plan de restructuration, en 2007, l'année où est paru son premier roman, *Modus operandi* (Au Diable Vauvert).



« Comme un crabe, de côté », de Marin Ledun, illustré par Charles Berbérian
« Les Petits Polars », 64 p., 2, 50 €.
En kiosque le jeudi, tous les quinze jours

De son expérience en entreprise, Marin Ledun a tiré *Les Visages écrasés* (Seuil, 2011). Il y narre l'histoire d'un médecin du travail dans une grande entreprise de téléphonie, qui après avoir observé, impuissant, les douleurs engendrées par les violences, symboliques ou réelles, que subissent les salariés harcelés, décide de passer à l'acte. Depuis, l'écrivain a déménagé à Soustons dans les Landes.

Dans le magistral *L'Homme qui a vu l'homme* (Ombres noires, 464 pages, 18 €), thriller sur la disparition d'un militant de l'ETA, inspiré d'un fait divers, il lève le voile sur la guerre sale perpétrée dans la région par des barbouzes prolongeant les exactions des sinistres groupes antiterroristes de libération ayant sévi au cours des décennies 1980 et 1990. Puissamment documentée, cette chronique sociopolitique fera date. ■

MACHA SÉRY

Retrouvez la saison 2 des « Petits polars du "Monde" avec SNCF » avec « Dix doigts dans l'engrenage », de Christian Roux, samedi 31 mai à 21 heures, sur France Culture. A réécouter et podcaster sur Franceculture.fr

Société éditrice du « Monde » SA
Président du directoire, directeur de la publication Louis Dreyfus
Directeur du « Monde », membre du directoire Gilles van Kote
Directeur des rédactions Jérôme Fenoglio
Directrice déléguée à l'organisation des rédactions Françoise Tovo
Directeurs adjoints des rédactions Luc Bronner, Arnaud Leparmentier, Cécile Prieur
Directeurs éditoriaux Gérard Courtois, Alain Frachon, Sylvie Kauffmann
Rédactrice en chef de « M Le magazine du Monde » Marie-Pierre Lannelongue
Rédacteurs en chef, responsable de la rédaction numérique Vincent Fagot, Nabil Wakim
Rédacteurs en chef et chefs de services Christophe Ayad (International), Thomas Wieder (France), Virginie Malingre (Economie), Auréliano Tonet (Culture)
Rédacteurs en chef « développement éditorial » Julien Laroche-Joubert (Projets), Didier Pourquery (Diversifications, Evénements, Partenariats)
Chef d'édition Christian Massol
Directeur artistique Aris Papathéodorou
Photographie Nicolas Jimenez
Infographie Eric Béziat
Médiateur Pascal Galinier
Secrétaire générale du groupe Catherine Joly
Secrétaire générale de la rédaction Christine Laget
Conseil de surveillance Pierre Bergé, président

Tirage du *Monde* daté jeudi 29 mai 2014 : 272 576 exemplaires.



1944, L'ANNÉE DE LA LIBÉRATION

Du Débarquement en Normandie à celui de Provence, de Marseille à Paris ou Toulouse, chaque scénario est différent. Dans ce jeu complexe où se conjugue le rôle des armées alliées, celui de la France libre et celui de la Résistance armée se dessine ce que va devenir la France après-1945. De Gaulle est le grand gagnant de cette année-là ainsi que le peuple français qui a racheté en s'insurgeant les quatre années de collaboration du régime de Vichy.

Un hors-série du *Monde* 7,90 € chez votre marchand de journaux ou sur Lemonde.fr/boutique